

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 13019 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 7-LUNDI 8 DÉCEMBRE 1986

« Point final » en Argentine ?

Alfredo Artiz, qui était, pour l'opinion publique nationale et internationale, le symbole des exécuteurs des basses œuvres de la dictature argentine, a été abattu, vendredi 5 décembre, au nord de la « prison » par le tribunal fédéral d'appel de Buenos-Aires. Cette décision judiciaire soulève à n'en pas douter un concert de protestations de la part des parents des victimes du « bourreau au sourire d'ange », ainsi que des nombreuses organisations de défense des droits de l'homme qui luttent depuis l'avènement de la démocratie dans le pays pour le jugement des « criminels ». D'autant plus que ce verdict a coïncidé avec une déclaration solennelle du président argentin, qui s'apprête à célébrer le troisième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

M. Raúl Alfonsín a annoncé au pays que le temps était venu de réconcilier militaires et civils. La loi, a-t-il indiqué, fixera un délai de deux mois pour l'enregistrement des plaintes contre les exactions commises sous la dictature. Passé ce délai, les militaires qui n'auront pas été poursuivis seront lavés de tout soupçon. Le président argentin entend ainsi tourner, au nom de l'avenir et de la « réconciliation nationale », l'une des pages les plus noires de l'histoire du pays. Il ne faut plus qu'« on se souvienne », a-t-il souligné, « des crimes commis par les militaires ». C'est une page de « point final », même si le mot n'est pas prononcé.

Cet acquittement du lieutenant Artiz et l'annonce de l'arrêt à court terme des poursuites contre les anciens bourreaux de la dictature seront-ils perçus, selon la formule de M. Didier Motchane, secrétaire du Parti socialiste français, qui assistait au procès, comme « une contradiction avec l'image nouvelle de l'Argentine démocratique » ? C'est assurément aller un peu vite en besogne, même si la plupart des organisations de défense des victimes s'estiment abandonnées par le président Alfonsín. Les trois premières années de son mandat ont en effet été marquées par sa décision, dont il a lui-même rappelé qu'elle était « sans précédent dans l'histoire moderne », de faire juger par les tribunaux ordinaires les chefs de la dictature et les principaux responsables d'une répression qui a fait quelque dix mille morts ou disparus.

Le président Alfonsín ne peut donc être accusé de faiblesse à l'égard des anciens tortionnaires. De plus, ces procès, souvent cités en exemple dans des pays où des victimes d'une dictature, n'ont pas — pas encore ? — fait école. En Uruguay, au Brésil ou à Haïti, pour ne citer que les récentes évolutions démocratiques dans cette partie du monde, le débat autour du jugement des tortionnaires n'est pas tranché.

A Buenos-Aires, trois ans après la chute de la dictature, le chef de l'Etat assume « toute la responsabilité » de l'arrêt des poursuites, nécessaire, selon lui, pour que le pays « continue à avancer ». Les nombreuses protestations, combien compréhensibles, ne le détourneront pas de ce qu'il estime être la « seule voie possible ».

La démocratie argentine est-elle aujourd'hui assez forte pour se permettre de « tourner la page » ? C'est ce qu'assure M. Raúl Alfonsín, non sans une fierté qui apparaît légitime.

(Lire nos informations page 3.)

L'agitation universitaire et l'ajournement partiel de la réforme

- M. Alain Devaquet a présenté sa démission
- Un étudiant est mort samedi au quartier Latin

M. Alain Devaquet, ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, a présenté samedi 6 décembre sa démission à M. Jacques Chirac. Cette décision fait suite à l'intervention de M. René Monory à la télévision, vendredi soir, annonçant que le gouvernement l'avait chargé de la réforme universitaire et que les mesures contestées par les étudiants seraient ajournées.

L'émotion grandissait parmi les étudiants et les lycéens à l'annonce de la mort d'un étudiant de vingt-deux ans, Malik Ousseine, dans la nuit de vendredi à samedi après des manifestations au quartier Latin.

Une marche silencieuse était organisée, samedi après-midi, de la Sorbonne à l'hôpital Cochin, à l'appel du comité de grève de Dauphine où M. Ousseine était étudiant.

Pages 6 et 7

- Comment M. Monory s'est promu général... par THIERRY BRÉHIER et PATRICK JARREAU.
- Une parade inadaptée, par FRÉDÉRIC GAUSSEN.
- Elargir le débat, par GÉRARD COURTOIS.
- Le défilé de l'amertume, par PHILIPPE BERNARD et CHRISTIANE CHOMBEAU.
- Le témoignage de deux lycéens.



Les affrontements entre sikhs et hindous

Journal de violence à New-Delhi

NEW-DELHI
de notre correspondant

Le couvercle de la marmite a sauté. Très forte dans la capitale indienne depuis le 30 novembre, jour du massacre de vingt-deux hindous par des terroristes sikhs au Pendjab, la tension a fini, vendredi 5 décembre, par provoquer une explosion de violence comme on n'en avait jamais vu à New-Delhi depuis les troubles de novembre 1984 (cinq mille sikhs avaient été massacrés après l'assassinat d'Indira Gandhi).

Sept personnes, dont trois membres des forces paramilitaires et deux adolescents sikhs, ont été tués et onze blessés. Des milliers de soldats en armes quadrillaient encore, samedi matin, tout le centre-ville. Le vendredi, après quatre jours, le couvre-feu a été rétabli dans la vieille ville et étendu au quartier central de la Nouvelle-Delhi, théâtre d'un affrontement qui mit aux prises, cinq heures durant, la police, les forces paramilitaires et de quatre mille à cinq mille sikhs réunis dans l'un de leurs temples.

Exceptionnellement et imprudemment autorisés par le lieutenant gouverneur de la ville à conduire dans les rues leur procession annuelle à la mémoire d'un de leurs gourous décapité il y a deux siècles par l'empereur mogol Aurangzeb, plusieurs centaines de sikhs, rassemblés dans la vieille ville, ont d'abord été attaqués à coups de pierres par des groupes d'hindous furieux de l'exception faite en leur faveur (toute manifestation est théoriquement interdite dans la capitale jusqu'au 8 décembre).

Les sabres d'apparat furent tirés de leurs fourreaux, les pierres furent renvoyées et des échouffourées à coups de bâton firent quelques blessés. La police dut tirer en l'air une douzaine de fois et lancer des grenades lacrymogènes dans la foule pour ramener le calme.

Pendant ce temps, à 10 kilomètres de là, dans la ville nouvelle, plusieurs milliers de sikhs attendaient que leurs coreligionnaires les rejoignent pour commencer les cérémonies. Un message vint les avertir qu'il y avait eu des troubles et que deux sikhs avaient été tués. L'information — fautive — déclencha la fureur générale et des briques commencèrent à tomber sur les passants et les forces paramilitaires en faction autour du temple. Celles-ci répondirent par des tirs de grenades lacrymogènes.

Peu après, un camion-benne sortait à grande vitesse de l'enceinte du complexe religieux et se précipitait dans la troupe. Trois soldats furent tués sur le coup, écrasés contre le mur. Une fureur vengeresse s'empara alors de leurs collègues. Le chauffeur-kamikaze du camion fou, un adolescent de quinze ans, fut lynché sur place par les soldats qui mirent ensuite le feu au véhicule. Le passager du camion, roué de coups, ne dut son salut qu'à l'intervention de la police.

Pendant une heure au moins, les centaines de membres des forces paramilitaires stationnées autour du temple — à moins d'un kilomètre du Parlement national — furent en état virtuel de mutinerie.

PATRICE CLAUDE

(Lire la suite page 3.)

Au procès des membres d'Action directe

Le défi aux jurés

Que Régis Schleicher ait fait savoir, vendredi 5 décembre, qu'il persévérerait dans sa politique de la chaise vide devant la cour d'assises de Paris, au motif maintenant connu que « le terrain juridique ne concerne pas les combattants communistes », ne relève désormais que du secondaire. Le souci est ailleurs. Il tient dans cette simple interrogation : le premier procès contradictoire de membres d'Action directe devant la cour d'assises pourra-t-il aller à son terme ? Car, au soir de la troisième journée, il suffit maintenant de la défection d'un seul juré, pour que le président Versini se voie dans l'obligation d'avoir à renvoyer l'affaire à une session ultérieure.

Déjà, on avait observé le premier jour que pour procéder par tirage au sort à la composition du jury de jugement, la cour ne disposait que de vingt-trois jurés tirés en vue de la présente session, soit le minimum prévu par la loi. Sur ce nombre, neuf titulaires composaient donc, mercredi 3 décembre, le jury de jugement. En prévision de la longueur des débats, quatre autres avaient été

appelés au titre de jurés suppléentaires, pour palier d'éventuelles défections de titulaires. Ces défections ne se sont guère fait attendre. La première, jeudi, avait pour motif un deuil familial... et l'on affecta de ne point trop s'alarmer.

Mais à la reprise de l'audience, vendredi, trois autres titulaires, d'un coup, faisaient défaut. L'un ne cachait pas, assure-t-on, un état de dépression entraîné par la nature même du procès, affirmant en outre qu'il ne lui était plus possible de siéger et qu'il fallait le laisser en paix. Dès lors, les quatre suppléants se retrouvaient donc titulaires. Mais plus personne, désormais, ne pouvait remplacer celui ou celle qui, à partir de lundi prochain, déclarerait forfait à son tour.

Dans cette éventualité, le renvoi serait inéluctable. Si l'on ajoute que le procès a été prévu pour durer au moins jusqu'au 12 décembre, le risque est bien réel.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

(Lire la suite page 12.)

Malversations dans une association d'aide aux cancéreux

Le scandale de La Ligne bleue

Mme Nadia Gomez, présidente de l'association d'aide aux handicapés La Ligne bleue, a été inculpée, jeudi 4 décembre, d'escroquerie et d'abus de confiance avec trois autres responsables de cette association. Les sommes détournées atteindraient plusieurs millions de francs.

Depuis sa création en 1982, La Ligne bleue s'était surtout illustrée par une intense politique de relations publiques. Aujourd'hui, ce Tout-Paris qui s'était pris

d'affection pour Nadia Gomez ne comprend plus, n'arrivant pas à admettre qu'elle ait pu détourner pour son propre compte les dons et subventions versés à son association. Cette affaire aura au moins le mérite d'attirer l'attention sur les pratiques de certaines associations « à but humanitaire » qui n'hésitent pas, murmure-t-on dans les milieux judiciaires et médicaux, à recourir aux « dérapages » les plus audacieux.

(Lire nos informations page 12.)

Roger Couvelaire SCALPELS

Le professeur Roger Couvelaire n'est pas seulement un de ces chirurgiens français qui ont fait la gloire de leur métier et de leur pays dans le monde. Il est un de ceux pour qui l'exercice de la médecine ouvre un regard sur l'humanité souffrante et glorieuse, observée avec un œil d'autant plus sévère et ironique qu'il dissimule inévitablement l'amour de la vie des autres. De la pratique de la chirurgie, pendant soixante ans, il a gardé un sens prodigieux de la concision, et nous découpe un par un les mots les plus courants, pour en mieux cerner le sens, les ambiguïtés, les résonances.

Mais cette lucidité presque aride cache la profonde nostalgie d'une époque — passée ou à venir ? — qui réconcilie l'homme et la science.

D. Toscani du Plantier

Éditions COSTANTINI - Diffusion RAMSAY



Dates

Le cinquantenaire de la disparition de Jean Mermoz

La foi sacrifiée

RENDEZ-VOUS

Lundi 8 décembre. — Bruxelles : réunion des ministres de l'agriculture ; réunion des ministres des finances des Douze. Genève : réunion du comité d'arbitrage sur l'enclave de Tabo.

Mardi 9 décembre. — Paris : M. Mitterrand reçoit le prince Abdul Aziz, gouverneur de Ryad. Londres : réunion des ministres de la justice et de l'intérieur de la CEE. M. Shultz s'entretient avec Sir Geoffrey Howe. Athènes : visite du premier ministre espagnol, M. Gonzalez.

Mercredi 10 décembre. — Paris : M. Mitterrand accueille le président Mubarak (visite jusqu'au 13). Bruxelles : M. Shultz assiste à la réunion d'automne de l'OTAN et dirige la délégation américaine aux consultations CEE/Etats-Unis (jusqu'au 12). Manille : entrée en vigueur du cessez-le-feu (pour soixante jours). Oslo : remise du prix Nobel de la paix à Elie Wiesel. Stockholm : remise du prix Nobel de littérature à Wole Soyinka.

Jeudi 11 décembre. — Bruxelles : réunion des ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN.

Le 7 décembre 1936, deux jours avant son trente-cinquième anniversaire, Jean Mermoz disparaissait dans l'Atlantique sud, au large des côtes africaines, à bord de l'hydravion *Croix-du-Sud*. Il accomplissait sa vingt-quatrième traversée postale entre Dakar et Natal.

ET ONNANTE carrière que celle de ce gamin d'Aubenton, une commune plantée à la lisière des Ardennes. Car les années d'enfance, tellement déterminantes, ne révèlent pas le moindre indice d'une vocation dévorante pour l'aviation. Pas le moindre signe annonciateur d'un coup de foudre, d'un délice !

En 1913, les évolutions audacieuses d'un Pégoud et d'un Blériot au-dessus du terrain de Bétheny, non loin de Reims, ne suscitent qu'un intérêt poli chez l'adolescent Mermoz, qui leur préfère les poètes et les balades solitaires dans la campagne ardennaise. Son ambition : devenir sculpteur. Ou journaliste !

Si l'on excepte une séparation douloureuse de trente-cinq mois d'avec sa mère pendant la première guerre mondiale et un exode précipité en Auvergne pour échapper à l'occupation allemande, Jean vit certainement ses plus belles années.

L'échec au baccalauréat lui ouvre les yeux sur une dure réalité tandis qu'il lui ferme les portes de l'Ecole centrale et l'amène à tirer un trait sur une carrière d'ingénieur.

Max Dely, un ami de la famille, va l'orienter vers l'armée et plus spécialement l'aviation parce que « la solde y est plus élevée que dans l'infanterie ou l'artillerie... ». Voici Mermoz aviateur.

Après un séjour en Syrie, où il subit sa première panne dans le désert, le hasard des mutations le conduit en Alsace, au camp de Basse-Yutz. Là, il lui faut renouer à contrecoeur avec la monotonie de la caserne.

Pour tuer le temps, il lui arrive, certains soirs, de « descendre » à Thionville en compagnie d'un bruyant groupe de camarades. Mermoz le timide s'initie aux plaisirs nocturnes... « Tous n'étaient pas des anges », a dit son ami Kessel, qui parlait en connaissance de cause.

Mais, sans raison particulière, les relations avec l'armée se dégradent. Mermoz encaisse de plus en plus difficilement les blâmes non motivés, lui qui supporte toute juste la discipline habituelle. Lui qui envisageait de gagner ses galons d'officier et de remplir...

La tendresse éphémère de liaisons passagères, nouées ici et là, ne contribue plus à atténuer la désillusion. Son espérance, il la reporte sur le courrier qu'il adresse aux sociétés de transport aérien, notamment les Lignes Latécoère. Une réponse de Toulouse, siège de cette compagnie, l'encourage à la patience. Mais il lui faudra attendre octobre 1924 pour être embauché.

Un raid « n'importe où » !

A partir de là, il découvre les côtes d'Espagne, les nuits agitées de Barcelone et, bientôt, les moutons de l'Afrique. « J'ai organisé ma vie le mieux qu'il soit possible », écrit-il à ses proches, en attendant de reprendre mon essor vers d'autres vies nouvelles, vers ce que l'avenir me réserve. Et de préciser plus tard : « Il n'y a pas de raison pour que je n'aie pas ma petite place au soleil un de ces jours. Mais je veux la conquérir. »

En dépit de la multiplication des vols au-dessus de territoires hostiles — ils ne manquent pas entre Casablanca et Dakar — et malgré une captivité consécutive à une panne, le jeune pilote ne tarde pas à s'ennuyer. Il aspire à une existence plus remuante.

Comme il a rêvé d'Afrique, il s'enflamme pour l'Amérique du Sud où il débarque à la fin de 1927. En fait, il ne sait pas très bien ce qu'il veut. Un instant, il hésitera entre un poste d'instructeur en Bolivie et une importante situation dans l'aviation commerciale espagnole. Et il continue d'adresser courrier sur courrier aux dirigeants de diverses compagnies aériennes. De plus, une vieille chimère revient souvent à la charge : un raid « n'importe où » ! Ce rêve glisse doucement vers l'obsession, une obsession qui n'échappe pas aux responsables de l'Aéropostale, nouveau nom des Lignes Latécoère rachetées par Marcel Bouilloux-Lafont, un homme d'affaires français solidement installé en Amérique du Sud.

Didier Daurat, le légendaire directeur de l'exploitation de la Ligne, informe Jean qu'un avion lui sera confié pour tenter un Toulouse - Buenos-Aires sans escale. En cas de succès, on lui permettra d'effectuer la traversée directe Paris - New-York puis, en hydravion, un Marseille-Rio. Le pilote exulte et se sent compris : « Mes projets sont devenus les leurs tant ils ont confiance en mon étoile », note-t-il à l'attention de ses grands-parents.

Marcel Bouilloux-Lafont sait qu'il tient l'oiseau rare. S'il caresse l'ambition de s'attaquer un jour prochain à l'Atlantique nord, le président de l'Aéropostale ne néglige pas sa priorité immédiate : relier

la France et l'Amérique du Sud par avion. Son souci consiste plus particulièrement à joindre Dakar et Natal.

Voilà qui va combler Mermoz, lequel réalise la traversée historique en mai 1930, aux commandes d'un Laté 28 à floteurs, avec Jean Dabry et Léopold Gimé. Cette « première », applaudie dans le monde entier, devrait favoriser l'extension de la ligne française. Malheureusement, il n'en sera rien.

L'Aéropostale trahie

A Paris, un cartel plus ou moins occulte de politiciens de tous bords et d'affairistes mène une politique colonialiste dure. Le cœur de la France bat en Afrique et en Extrême-Orient. Pas en Amérique du Sud !

Bouilloux-Lafont ne se démoralise pas facilement. A l'inverse du gouvernement français, ce bâtisseur connaît la terrible implication d'un éventuel déclin de la Ligne en Amérique latine. Oh ! pas seulement l'effondrement des efforts déployés par une poignée de pionniers dont Mermoz.

Non, il sait que ce retrait donnerait un coup de fouet à la progression allemande dans cette région du monde.

A cela viennent se greffer des difficultés financières aiguës. L'administration ne daigne pas lever le petit doigt pour assurer l'équilibre délicat de la Ligne, bien que Bouilloux-Lafont ait investi sa fortune personnelle dans l'affaire. Le patron de l'Aéropostale devra affronter l'épreuve humiliante de la liquidation judiciaire de sa magnifique entreprise et sera éclaboussé par un scandale machiavélique, habilement monté contre son fils André, administrateur de la compagnie, pour les éliminer définitivement. Face à cette situation déplorable qui aboutira à la création d'Air France, le personnel de l'Aéropostale, Mermoz en tête, serre les poings.

L'attitude incohérente des services techniques du ministère de l'air a également de quoi surprendre : ils misent sur les hydravions lents et lourds au détriment d'appareils plus adaptés. Mermoz pense remporter une manche contre les détracteurs de la Ligne lorsque, en janvier 1933, il réussit une traversée record de l'Atlantique sud, cette fois à bord de l'*Arc-en-Ciel*. Pour l'heure, sa chance s'appelle René Couzinet, un constructeur qui étouffe par son âge (à peine la trentaine), par la finition quasi parfaite de son trimoteur, un avion terrestre aux lignes résolument modernes : plus de mâts, plus de haubans, une silhouette à faire pâlir d'envie Douglas, Boeing... sans parler des industriels français quelque peu vexés d'être distancés par un « gamin ». En connaisseurs, les Allemands font savoir leur admiration au jeune créateur, mais la France le boude.

Quant à Mermoz, devenu inspecteur général de la Ligne, il doit se plier à contrecoeur à la politique timorée de la compagnie. Toutefois, il est plus que jamais un homme non assisté mais trempé dans les épreuves, comptant sur sa ressource et sur le seul amour des siens, secret, riant après l'orage, pas rancunier.

Partout, et ce depuis sa plus tendre enfance, il laisse le souvenir d'un caractère doux, mais non soumis, modeste. Il ne parle jamais de lui ; à l'inverse, il place les autres en avant.

L'archange : une légende

Mermoz ? Pour ses compagnons, un grand turbulent, prudent et téméraire, réfléchi, sincère à en être naïf... Chacun, selon sa sensibilité, retient une facette, mais tous se retrouvent pour louer l'homme du sérieux, du courage et du plus grand engagement de soi ! Pourtant, même pour la plupart de ses familiers, demeure un mystère. « Je ne sais comment expliquer cela », dira Guillaumet. On le sent toujours au-dessus de nous... »

Il paraît si proche par moments, si humain, qu'il en devient inaccessible. A croire que le bon vivant, le camarade sensible, soucieux des autres, appartient à un plan supérieur de l'existence. Un archange, alors ? Cela, bien sûr, il l'a toujours nié dans un éclat de rire, de ce rire homérique, vif et sonore, qui fait reculer les ténèbres, balaie les insinuations, dissimule sa gêne...

Marcel Reine, avec sa gouaille de titi parisien, le ramène plus justement au niveau du commun des mortels et fait éclater l'aurole du saint : « Il faisait comme les copains, et ça n'était pas pareil. La « foirnette », bien sûr, il l'aimait ça. Les poules, bien sûr... Il était de ciment armé. Les bêtises, il n'en avait pas peur. »

Le « grand » Mermoz traînait également une batterie de défauts à la mesure de sa démesure, des défauts qui gommèrent heureusement la perfection dans ce qu'elle a de monstrueux, qui lui rendait la dimension humaine.

Mermoz, c'est aussi la colère explosive, l'impétuosité brutale, un caractère bouillonnant. Cependant, s'il mène ses vols avec exaltation, avec fureur, cette manière n'a d'impulsive que l'apparence car le pilote médite ses voyages et généra-

jeunesse. D'ailleurs, Mermoz pense que l'union nationale peut se faire par cette dernière. Et par l'aviation. Sur un terrain, pas de classe, pas de politique. Jean veut transposer dans la vie courante la fraternité des équipages, comme La Rocque entend poursuivre l'Union sacrée, celle qui a rassemblé dans les tranchées aristocrates et paysans. Il n'aura pas le temps de mener à bien ce projet.

En ce mois de décembre 1936, il lui faut accomplir une nouvelle traversée, à bord de l'hydravion *Croix-du-Sud*. Des pannes constatées à diverses reprises ont jeté la suspicion sur ce type d'appareil. Déjà, plusieurs pilotes, dont Guillaumet, ont frôlé la catastrophe. Mermoz lui-même, aux commandes du *Ville-de-Buenos-Aires*, a connu une panne de moteur en décembre 1935. En février, il y a eu la mort de Collenot, le compagnon de toujours...

Air France, en la personne de Louis Allégre, son directeur général, refuse de prendre en considération les rapports alarmants de son inspecteur général qui réclame la suspension des vols. Ecoeuré, le pilote accusera également Latécoère



lement, avant le décollage, se tient à l'écart pour vérifier les ultimes détails. Il ne ménage pas non plus ses conseils aux débutants.

Cette fougue maîtrisée lui a permis de vaincre la nuit à bord d'avions mal équipés pour le vol de jour et, surtout, de se jouer des pièges de la cordillère des Andes non sans avoir manqué, en 1929, d'y laisser la vie. Ce dernier exploit lui vaut la ferveur des Sud-Américains : jusqu'à présent, la terrible montagne gardait ses victimes.

Hélas ! La gloire se révèle rarement chaleureuse. Elle isole. Mermoz se débat : il recherche la fraternité, s'y accroche parfois tel un désespéré. Il ne s'épanouit véritablement que sur les terrains d'aviation et sur les routes du ciel... Il fuit les salons, rids d'intrigues, repaires de la futilité et de la corruption. Or le Paris qui l'accueille le réclame aussi. C'est à qui recevra le grand Mermoz... qui étouffe. La joie la plus pure, il la ressent loin de tout cela, loin de ce spectacle superficiel, loin de la course aux honneurs futiles. Désormais, il vit irrémédiablement pour la Ligne et pour le Mouvement social du colonel de La Rocque, animateur des Croix-de-Feu, une association à laquelle Jean a adhéré au début de 1935.

Le courrier doit passer !

L'arrivée au pouvoir du Front populaire, en juin 1936, entraîne la dissolution des ligues de droite. Les Croix-de-Feu n'échappent pas à cette mesure qui, d'une certaine manière, favorise leur transformation, d'ailleurs prévue, en Parti social français, créé officiellement en juillet 1936 et dont Mermoz est le vice-président.

S'il participe activement aux campagnes du parti, Jean ne voit pas un quelconque appât de pouvoir : « Je hais la politique et j'en fais. Tant pis ou tant mieux ? Le jugement seul de mes amis compte. J'aurais pu être député, mais je crache sur tout cela et je n'ai qu'une ambition : voler, travailler dans la paix de nos luttes et crever un jour (...) dans la mer, loin des politiciens, de leurs petits mauvais arrivismes. »

C'est l'époque où Jacques Doriot, en cours de reconversion rapide vers la droite, rencontre le colonel de La Rocque, à l'instigation, notamment, de Mermoz. Ce tribun au destin singulier, communiste par et dur, devenu fasciste virulent, se cherche un point de chute. Pourquoi pas chez La Rocque ? Cependant, entre les deux hommes, le courant ne passe pas. Doriot critique sévèrement le président du PSF qui « ne sait pas ce qu'il veut et ne sait même pas ce qu'il est ». Pourtant, Doriot va nouer de bonnes relations avec Mermoz. Il parlera même d'amitié...

Il est vrai que la sincérité du pilote a de quoi provoquer ce sentiment chez ses interlocuteurs, qui décèlent en lui un sens profond du social et une foi solide dans la

d'avoir allégé la structure de l'hydravion, à l'insu des équipages. Il exprime ses doutes et ses craintes dans une longue missive adressée à Guillaumet en février 1936, au lendemain de la chute du *Ville-de-Buenos-Aires*. Ses mises en garde restent lettre morte.

Et puis arrive le 7 décembre 1936. Au petit matin, l'appareil décolle de Dakar, où il revient se poser suite à une panne du moteur arrière droit. L'avion de réserve étant indisponible, Mermoz décide de se contenter d'une réparation sommaire et de repartir coûte que coûte : le courrier doit passer ! On ne le reverra plus, ni les membres de son équipage.

L'hélice du moteur défilait sans être détachée, en raison d'une rupture du réducteur, pour venir fracasser le fuselage et sectionner des circuits essentiels. Ce qui ne laissait aucune chance à un appareil de 20 tonnes volant à environ 200 mètres d'altitude et dont la vitesse ne dépassait guère les 160 kilomètres à l'heure.

Il est des réactions qui ne trompent pas sur l'attachement d'un peuple à l'un des siens. Quelques heures après la tragédie, un câble mal interprété suscita un instant l'angoisse. Dans les cafés, dans les théâtres, dans les cinémas, dans la rue, des inconnus se congratulèrent. Cinémas et théâtres interrompirent leurs représentations pour annoncer ce miracle. Un de plus...

Et puis le silence se fit plus lourd. La marée de l'espoir reflua définitivement. L'explosion de joie se résorba. Une vague de chagrin intense balaya les vagues doutes.

Mermoz, homme de passion que les passions avaient toujours sollicité, laissera un grand vide. « Il était plus qu'un aviateur », a dit de lui Kessel. Il était également plus qu'un militant politique. Tout cela s'inscrivait dans l'élan d'un homme entier dont la fin brutale et pourtant tellement prévisible dévoila d'un coup toute l'envergure.

BERNARD MARCK,
auteur d'Il était une fois... Mermoz,
Ed. Jean Picollet, 1986.

M. CHARLES MILLON

invité du « Grand Jury
RTL-le Monde »

M. Charles Millon, député UDF (barrière) de l'Alsace, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 7 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Millon, maire de Belfort, fondateur de l'Association Républicaine, efficacité, expérience, liberté, qui coordonne les mouvements et réseaux favorables à M. Raymond Barre, répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc, de RTL. Le débat était dirigé par Alexandre Baloud.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woult.

Rédacteur en chef :
Daniel Verne.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessieu, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Inspiré
de la loi
n° 10 du 17
juillet 1955
sur la
liberté
d'expression
et d'information

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 772 F 1 094 F 1 390 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-910 is published daily,

except Sundays for \$ 460 per year by Le

Monde c/o Speedpress, 46-48 38 th

Street, L.C.N., N.Y. 11104. Second class

postage paid at New-York, N.Y.

postmaster : send address changes to Le

Monde c/o Speedpress U.S.A., P.O.C.,

46-48 38 th Street, L.C.N., N.Y. 11104.

Nouvelles violences en Cisjordanie

Un jeune Palestinien tué près de Naplouse par les forces de l'ordre israéliennes

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le sang a encore coulé, vendredi 5 décembre, en Cisjordanie. Vingt-quatre heures après la mort de deux étudiants palestiniens à l'université de Bir-Zeit (le Monde du 6 décembre). Un adolescent, âgé de quatorze ans, a été tué par des soldats dans le camp de réfugiés de Balata, près de Naplouse.

D'après le porte-parole de l'armée israélienne, l'incident s'est produit lorsque plusieurs centaines de jeunes, dont certains masqués, qui venaient d'entendre un sermon du maréchal Arafat à la « guerre des camps » au Liban, ont affronté les Palestiniens et miliciens d'Amal, occupant la route qui traverse Balata. La suite s'est déroulée selon un scénario habituel.

Des jeunes lancèrent des pierres en direction d'une patrouille. Un officier leur demanda de se disperser. Ils refusèrent d'obtempérer : les soldats tirèrent en l'air, puis firent usage de balles en caoutchouc, avant de recourir aux tirs réels « en visant les jambes ». Majord Abu Dirah fut tué par balles au cours de l'affrontement. Selon le général Elvud Barak, commandant la région centre, les soldats « se sont conformés aux sommations d'usage ».

A Bir-Zeit, le plus grand calme régnait vendredi aux abords du dortoir des étudiants, près duquel deux jeunes gens avaient été tués la veille. Les deux camps universitaires, l'ancien et le nouveau, avaient fermé leurs portes pour trois jours, en signe de deuil. L'université An Najah de Naplouse s'était également mise en congé pour deux jours. Un enseignant de Bir-Zeit, M. Salah Abdel

Jawwad, qui avait pourtant tenté jeudi de calmer les étudiants, a été incarcéré à la prison de Farah.

Les corps des deux victimes de jeudi, récupérés par l'armée, ont été transportés à l'hôpital Abo-Kabir, la morgue de Jaffa. On en sait un peu plus sur la personnalité de ces deux étudiants, originaires de Gaza et dont les obsèques, sur ordre de l'armée, devraient avoir lieu de nuit dans la stricte intimité des familles. L'un des deux était un militant islamiste.

C'est la première fois, à notre connaissance, que des étudiants, sympathisants de l'Olp et des intégristes musulmans participent côte à côte sur un campus à une manifestation violente. Dans le passé, les étudiants de ces deux mouvances avaient plutôt tendance, au mieux à s'ignorer ou à s'insulter, au pire, à s'affronter physiquement.

A Bir-Zeit, un étudiant sur trois environ se réclame de l'islamisme. Depuis la reprise de la « guerre des camps », au Liban, une grande excitation règne dans les universités. Les aléas des combats du Liban ont provoqué sur les campus, mais aussi ailleurs, un réflexe d'unité, tout en ravivant des sentiments nationalistes que la répression contribue encore plus à exacerber.

La rigueur de cette répression étonne, au point qu'on peut se demander où le gouvernement de Jérusalem veut en venir, en empêchant par la force des étudiants d'étudier et sans avancer le moindre argument, comme il le fait régulièrement depuis plus d'un mois à Bir-Zeit. Enseignants et élèves dénoncent ces « provocations », destinées, selon eux, à préparer une nouvelle et durable fermeture de l'université.

J.-P. LANGELLIER.

LIBAN : la « guerre des camps »

Les belligérants rendent hommage à la médiation iranienne

Les combats s'étaient calmés vendredi soir 5 décembre autour des camps palestiniens du Liban à la suite de cessez-le-feu unilatéralement proclamés par le mouvement chite Amal et les organisations

palestiniennes pro-syriennes (le Front de salut national-FSNP). Selon les belligérants, un calme total a régné dans la soirée sur tous les fronts, pour la première fois depuis la reprise de la « guerre des camps » il y a neuf semaines.

Cet arrêt des combats fait suite aux efforts de médiation menés depuis quelques jours à Damas par le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Hussein Cheikholeslami. Le bureau militaire d'Amal a ainsi souligné, dans un communiqué, que le cessez-le-feu avait pour objectif de « renforcer l'initiative iranienne et de répondre aux bons offices de la Syrie ». Le FSNP a, lui aussi, rendu hommage « à la mission de bons offices iranienne (...) et à l'action de la Syrie ».

Il reste que le Fath de M. Yasser Arafat — dont les hommes forment, de loin, le gros des forces palestiniennes ayant affronté ces dernières semaines les miliciens d'Amal — ne s'est pas encore prononcé sur un éventuel arrêt des combats.

Si le cessez-le-feu devait durer, cela constituerait indéniablement une importante victoire diplomatique pour l'Iran qui, depuis 1982, cherche à s'imposer solidement au Liban et à y promouvoir une République islamique. Jusqu'à présent, la Syrie passait pour l'arbitre obligé des conflits libanais. Mais, ces dernières semaines, aucun des efforts de médiation syrien n'a abouti, en dépit des bonnes relations que Damas entretient avec Amal comme avec le FSNP. Téhéran n'en a pas moins menagé les susceptibilités syriennes en mettant au point son projet de cessez-le-feu à Damas.

ISRAËL William Naccache reste en prison

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Coup de théâtre de dernière minute dans l'affaire William Naccache : un grand dam des dizaines de photographes qui attendaient, vendredi 5 décembre, sa sortie de prison, le meurtrier dont l'extradition

réclamée par la France avait été refusée la veille (le Monde du 6 décembre) par le ministre de la justice, M. Sharif, restera encore quelques jours derrière les barreaux. Deux députés du Mouvement des droits civiques (opposition de gauche), M^{rs} Shalmit Aloni et M. Dedi Zuker, ont en effet déposé un recours pour excès de pouvoir devant la Haute Cour. La juridiction suprême demandera, en début de semaine, à M. Sharif, d'exposer les motifs de sa décision. Trois membres travaillistes du gouvernement, MM. Shalim, Rubinstein, Tzur, ont demandé que l'affaire Naccache soit débattue dimanche en conseil des ministres.

M. Ariel Sharon, ministre de l'Industrie et l'un des dirigeants du Likoud (droite nationaliste) a félicité M. Sharif en déclarant : « Je suis opposé à l'extradition des juifs chez les non-juifs ».

J.-P. L.

INDE : affrontements entre sikhs et hindous

Jour de violence à New-Delhi

(Suite de la première page.)

Deux de leurs officiers, qui tentaient de les calmer, furent bousculés et plusieurs officiers de police — sans l'accord desquels les paramilitaires ne peuvent pas, théoriquement, faire usage de leurs armes — furent à leur tour roués de coups et conduits plus tard à l'hôpital.

Un taxi-scooter conduit par un sikh qui passait par là fut arrêté, retourné et incendié. Le chauffeur est également à l'hôpital. Un minibus chargé de sikhs qui se rendaient innocemment à la cérémonie fut endommagé à coups de pierres lancées par les soldats.

Les journalistes se virent confisquer leurs carnets de notes et leurs caméras avant d'être frappés. Plus tard, il y eut des coups de feu et un jeune sikh de

treize ans mourut d'une balle dans le cou tirée par les paramilitaires.

En fin de soirée, la police réussit enfin à calmer les mutins. La plupart des pèlerins sikhs réfugiés dans le temple Bangla-Sahib de New-Delhi avaient alors pu rentrer chez eux.

Les autorités de la ville ont ordonné une enquête judiciaire sur ces incidents qui démontrent, une fois de plus, à quel point la situation est volatile dans la capitale. L'armée reste en état d'alerte tandis que, au Pendjab, les terroristes sikhs ont assassiné trois personnes de plus ces dernières vingt-quatre heures dont un journaliste (sikh modéré), le sixième depuis 1983. Le nombre de suspects arrêtés au Pendjab depuis mardi est passé à trois cent quatre-vingt-six.

PATRIC CLAUDE.

PHILIPPINES

Vingt-quatre morts dans des accrochages avec la guérilla

Vingt-quatre personnes ont été tuées dans des accrochages entre insurgés et militaires depuis la signature, le 27 novembre, d'un cessez-le-feu de soixante jours dont l'entrée en vigueur est fixée au 10 décembre, selon l'agence de presse PNA. Les derniers incidents se sont produits jeudi dans l'île méridionale de Mindanao et ont fait quinze morts et au moins onze blessés. Selon PNA, les militaires n'ont pas été en mesure d'établir si les accrochages étaient le fait d'insurgés communistes ou de rebelles musulmans, les deux mouvements armés étant actifs dans la région.

Une commission de surveillance chargée de vérifier l'application du cessez-le-feu (le Monde du 29 novembre) a été mise en place vendredi. Le général Ramos, chef d'état-major général des forces armées, a récemment fourni le premier bilan officiel des combats avec la guérilla depuis 1979. Selon ce bilan, arrêté à l'année dernière, 16 250 personnes ont été tuées dans l'archipel depuis le début de l'insurrection communiste. Les années 1982-1985 ont vu la plus forte augmentation des effectifs de la guérilla, aujourd'hui estimée à 23 200 hommes en armes, mais dont le recrutement ne progresse plus guère cette année, selon le général Ramos.

Enfin, le gouvernement a adopté, également vendredi, pour l'année fiscale 1987, un budget de « reconstruction nationale et de réconciliation » dont les deux points saillants sont une réduction marquée de 46,6 % à 38,5 % du budget des remboursements de la dette extérieure, évaluée à 26,4 milliards de dollars, et une augmentation des dépenses sociales, qui passent de 16,7 % à 22,4 %. — (AFP, UPI).

CORRESPONDANCE

Le séjour de M. Le Pen au Japon

Deux précisions doivent être apportées à la suite du récent voyage en Asie du président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen (le Monde du 9-10 novembre). Tout d'abord, M. Le Pen, qui n'avait pas été reçu par le premier ministre japonais, M. Nakasone, durant sa visite à Tokyo début novembre, a fait escale dans la capitale japonaise sur le chemin du retour, à l'issue d'un séjour en Corée du Sud. Il a alors été reçu brièvement, le 14 novembre, par le chef du gouvernement nippon, M. Le Pen était accompagné de l'ambassadeur de France au Japon, nous signale notre correspondant Philippe Pons.

D'autre part, le journal *Sekai Nippo* (le Quotidien du monde), auquel M. Le Pen a accordé un long entretien durant son séjour à Tokyo, nous écrit que le présentateur comme l'organe de l'Union internationale pour la victoire sur le communisme, une émanation de la secte du révérend sud-coréen Moon, constitue une « erreur fondamentale ». Le *Sekai Nippo* est une entité complètement distincte de cette organisation anti-communiste, nous écrit son rédacteur en chef. « Le but de notre journal n'est pas de promouvoir la propagande de l'Union internationale pour la victoire sur le communisme mais de corriger les aprioris des médias et de fournir une information juste et factuelle ».

Nous prenons acte de cette affirmation d'indépendance. Il reste que, dans les milieux journalistiques japonais, ce quotidien est considéré comme l'un des véhicules d'expression de l'Union internationale pour la victoire sur le communisme, organisation para-mooniste. Son ancien rédacteur en chef, démissionnaire, M. Soejima, a révélé, en juillet 1984, que le journal, lancé en 1974, n'aurait pu survivre sans une aide de 60 millions de yens de l'Eglise du révérend Moon.

Amériques

ARGENTINE : devant le tribunal fédéral d'appel de Buenos-Aires

Le lieutenant de vaisseau Alfredo Astiz est absous au nom de la « prescription »

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

« Assassin, monstre », a hurlé le vice-président des mères de la place de Mai, M^{me} Nora de Corina, après que le tribunal fédéral d'appel de Buenos-Aires ait, vendredi 5 décembre, déclaré le lieutenant de vaisseau Astiz « absous pour prescription » des délits retenus contre lui dans l'affaire Hagelin.

Dagmar Ingrid Hagelin, de double nationalité suédoise et argentine, avait seize ans et voulait aller à la plage avec une amie, Norma Burgos, le 27 janvier 1977. Elle ignorait que celle-ci avait été arrêtée la veille, soupçonnée d'appartenir aux Montoneros (organisation de guérilla). C'est un commando de la marine argentine qui l'attendait lorsqu'elle arriva chez Norma. Selon les témoignages, elle s'est enfuie en courant dans la rue. Le chef du commando a tiré, blessant la jeune fille à la tête. Il l'a ensuite jetée dans le coffre d'un taxi « réquisitionné » sur le champ pour la conduire à l'Ecole supérieure de mécanique de la marine (ESMA), un des principaux

centres de détention et de torture de la dictature, où elle sera vue vivante par d'autres prisonniers. Elle n'est plus repassée depuis.

Certains des témoins de la scène ont identifié, longtemps après, le lieutenant Astiz comme le chef du commando. D'autres, dont le chauffeur de taxi, ne l'ont pas reconnu. Celui que la presse avait baptisé le « bourreau au visage d'ange » a toujours nié toute participation à l'action. Deux fois, la justice militaire l'a absous pour « manque de preuves ». Le tribunal civil a confirmé l'absolution mais en se fondant sur un autre motif : il a considéré que le chef d'inculpation retenu, « privation illégitime de liberté et coups et blessures », était prescrit, plus de six ans — délai légal de prescription de ces délits — s'étant écoulés depuis la date des événements.

Une modification qui a été interprétée par le procureur Julio Strassera comme une « condamnation morale » d'Astiz : celui-ci avait en effet expressément demandé à la cour de ne pas bénéficier de la prescription. Il souhaitait que son innocence apparaisse clairement. Les

trois juges du tribunal ne lui ont pas donné cette satisfaction.

Absous dans l'affaire Hagelin, Astiz n'en est pas pour autant définitivement quitte avec la justice. D'autres plaintes ont été déposées contre lui pour d'autres enlèvements suivis de disparitions, toujours en 1977. Celui de deux religieuses françaises, Alice Domont et Léonie Duquet. Celui aussi d'Azucena de Villafer, la première présidente des mères de la place de Mai, celle qui avait accueilli comme un fils Astiz, qui, sous le nom de Gustavo Nino, était venu la trouver en se présentant comme frère de disparu. Un piège que, vendredi, une des « mères » lui a rappelé en le traitant de Judas.

Mais si les plaintes sont déposées, aucun juge — civil ou militaire — n'a, à ce jour, inculpé Astiz ni ne l'a même cité à comparaître. Ces cas seront intégrés au procès de l'ESMA, qui doit ouvrir au début de l'année prochaine. Mais il n'est pas dit qu'Astiz figurera parmi les accusés, aux côtés des officiers supérieurs responsables du camp.

CATHERINE DERIVERY.

COLOMBIE

Un déséquilibré tue 29 personnes

Bogota. — Une des plus sanglantes tueries jamais perpétrées par un homme seul a eu lieu, jeudi 4 décembre, à Bogota, où un ingénieur électronique, ancien combattant du Vietnam, a, sans raison apparente, tué vingt-neuf personnes et blessé une quinzaine d'autres.

Campo Elias Delgado, âgé de cinquante et un ans, qui était rentré récemment des Etats-Unis d'abord assassiné chez elle sa mère, Rita, âgée de soixante-deux ans, puis est allé sonner à la porte de plusieurs appartements du même immeuble et a abattu six femmes. Il s'est ensuite rendu dans un restaurant et a commencé à tirer méthodiquement avec son revolver sur les clients, tuant une vingtaine de consommateurs. Il a encore tiré trois cent cinquante cartouches avant d'être finalement abattu par les forces de l'ordre.

La police a indiqué qu'elle avait retrouvé chez le déséquilibré des documents prouvant qu'il avait bien servi dans l'armée américaine. — (AFP).

● ESPAGNE : M. Albor a la tête de l'Alliance populaire. — M. Gerardo Fernandez Albor, soixante-deux ans, a été élu vendredi soir, 5 décembre, président du Parti Alliance Populaire (AP), principal parti de l'opposition conservatrice espagnole, en remplacement de M. Manuel Fraga Iribarne, qui a démissionné.

Cette décision a été prise par le Comité exécutif d'Alliance Populaire, après une réunion de plusieurs heures.

Toutefois, M. Fernandez Albor délégué du parti, M. Miguel Herrero y Rodriguez de Minon, en raison de ses responsabilités en tant que président de la Xunta de Galicia (gouvernement autonome). — (AFP).

● Bombe à Bilbao : un blessé grave. — Un homme a été grièvement blessé, vendredi 5 décembre, par une bombe, posée semble-t-il par des séparatistes basques, qui a explosé sous sa voiture près de Bilbao, au pays basque espagnol, a annoncé un porte-parole du gouvernement. Il s'agit de l'attentat le plus grave dans la région depuis près d'un mois, les séparatistes de l'ETA ayant observé une trêve non déclarée coïncidant avec la campagne pour les élections régionales de dimanche dernier. — (Reuters).

● RFA : voiture piégée à Dortmund (deux blessés). — Un homme a été grièvement blessé et un autre plus légèrement dans l'explosion d'une voiture piégée survenue vendredi soir 5 décembre dans le centre de Dortmund. Les enquêteurs ignorent encore samedi matin les raisons de cet attentat, mais estiment qu'il pourrait s'agir d'une vengeance personnelle. — (AFP).

A TRAVERS LE MONDE

Portugal

Le budget 1987 adopté de justesse

Lisbonne. — Après une nuit de débat, le Parlement portugais a approuvé, vendredi matin 5 décembre, le projet de budget pour 1987. Selon les prévisions officielles, l'inflation ne dépassera pas 8,5 % pour l'année prochaine, ce qui représenterait une baisse de 5 % par rapport au taux prévu pour l'année en cours. On attend, d'autre part, des gains de productivité de 3 à 4 %. Plusieurs amendements introduits par l'opposition ont été acceptés, notamment l'inscription d'une somme destinée à aider les jeunes à la recherche d'un premier emploi, ainsi que les travailleurs qui, tout en restant au service de leurs entreprises, ne touchent plus de salaire depuis plusieurs mois.

Le résultat final du scrutin ayant été très serré — 98 voix pour, 75 contre et 43 abstentions — le gouvernement a refusé de déposer une motion de confiance comme les partis de l'opposition le lui avaient demandé. — (Corresp.)

Centrafrique

Deux Français seront jugés pour atteinte à la sûreté de l'Etat

Les deux ressortissants français gardés à vue à Bangui, depuis le 25 octobre dernier, Stéphane Choron et Philippe Lecomte, seront jugés pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », a annoncé, vendredi 5 décembre, le ministre centrafricain de l'intérieur, M. Christophe Grélon. Indiquant que les deux Français ont avoué être venus en République centrafricaine pour accueillir l'ex-empereur Bokassa, M. Grélon a précisé qu'ils étaient détenus à la prison Ngarabou, à Bangui. Originaires de la région de Roubaix, Stéphane Choron, âgé de vingt et un ans, ancien légionnaire, et Philippe Lecomte, âgé de trente-trois ans, tous deux au chômage, étaient arrivés à Bangui à la fin du mois d'octobre et avaient été arrêtés deux jours après le retour de Bokassa. — (AFP).

Le combat évangélique d'un prêtre Français avec les enfants du Brésil.

ENFANTS PERDUS DU BRÉSIL

Le Sarment FAYARD

192 pages 59F

هكذا من انظر

Diplomatie

Le sommet européen de Londres

Des réserves sur l'après-Reykjavik

Le sommet européen de Londres devait s'achever ce samedi 6 décembre en début d'après-midi après un déjeuner offert par M^{re} Thatcher, présidente en exercice du conseil. Comme il est de tradition, des « conclusions de la présidence » devaient être publiées à cette occasion. Il était prévu que M. Mitterrand rentre à Paris en compagnie du premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, invité à dîner à l'Élysée.

LONDRES
de notre envoyé spécial

Le conseil européen aura été largement dominé par les questions politiques et stratégiques. Une discussion générale sur les affaires du monde, au cours du dîner de vendredi, a largement confirmé que le récent sommet Reagan-Gorbatchev à Reykjavik avait suscité chez plusieurs « grands » de la CEE un réflexe européen de défense devant les risques d'un accord américano-soviétique qui aurait pu — et pourrait encore demain s'il était conclu — réduire considérablement la protection nucléaire du Vieux Continent. Il a été aussi beaucoup question du projet de défense spatiale cher à M. Reagan.

L'unanimité de principe n'exclut toutefois pas les nuances. M. Kohl, avec lequel M. Mitterrand a pris ce samedi matin son petit déjeuner, ainsi que M^{re} Thatcher se sont ainsi montrés plus favorables que les Français au développement de la recherche sur l'IDS américaine, tout en reconnaissant la nécessité de respecter le traité ABM de 1972 sur les missiles antibalistiques. Le premier ministre britannique a en outre insisté sur l'interdiction des armes

chimiques, dont la France, en l'état actuel du déséquilibre Est-Ouest, souhaite poursuivre la production. M. Ciriaco De Mita a manifesté à l'égard de l'« option zéro » plus de faveur que la plupart de ses partenaires, même s'il a admis qu'un démantèlement des euromissiles ne devait pas faire oublier le problème des armements conventionnels.

M^{re} Thatcher, à qui il revenait en tant que président en exercice de tirer les conclusions de ce dîner, a appelé les Douze à une plus grande solidarité à l'égard de Washington au moment où l'administration Reagan connaît à propos de l'« Irangate » les difficultés que l'on sait. S'agissant de la lutte antiterroriste, elle a évité de rallumer la controverse qui avait pu se développer entre Paris et Londres sur l'attitude à adopter à l'égard de la Syrie. Il n'était prévu dans la déclaration finale que quelques considérations

généralistes sur le sujet du terrorisme. On semblait désireux du côté anglais d'éviter toute prise de position trop raide qui aurait conduit la Grèce à faire une nouvelle fois bande à part.

Parmi les autres questions non directement communautaires évoquées, signalons celle d'une aide humanitaire pour le Liban que M. Chirac a demandée à ses partenaires, un texte consacré à l'Afghanistan pour l'anniversaire de son invasion par l'armée rouge, enfin la coordination européenne de la lutte contre le cancer et le SIDA. Sur ce dernier point, la France se montre disposée d'ores et déjà à aller plus loin que le plan élaboré par M^{re} Barzach. Dans les deux cas, on semble convaincu que le combat médico-social à mener n'a de chances sérieuses d'aboutir que dans le cadre européen.

BERNARD BRIGOUEDIX

Un « excellent topo » de M. Delors

LONDRES
de notre envoyé spécial

Il a fallu une bonne dose d'optimisme à M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, pour dresser, vendredi soir, un bilan plutôt optimiste des travaux du Conseil européen. Il est vrai qu'il venait d'être reconduit à son poste pour deux ans, sans surprise mais avec les bonnes paroles d'usage, ce qui ne pouvait qu'éclaircir sa journée. M. Delors s'est félicité de constater que l'engagement d'établir dans les délais prescrits, c'est-à-dire d'ici à 1992, un grand marché « unique » était unanime, y compris, eût-il observé, de la part de ceux qui pouvaient conserver quelques réticences. C'est-à-dire que les pays du Sud n'ont pas renoncé.

M. Delors a cependant constaté que des retards avaient été pris dans

trois domaines importants : l'harmonisation des normes, l'ouverture des marchés publics et le rapprochement de la fiscalité. Sur la politique de recherches et de coopération technologique, il n'a pu aller jusqu'à conclure que les Douze parviendront à approuver le 9 décembre, date de leur prochaine réunion, le programme-cadre que leur propose la commission pour la période 1987-1991.

Il s'est montré plus confiant au sujet d'Erasmus, un programme ambitieux d'échange d'étudiants à mettre en œuvre dans la communauté de 1987 à 1989. Voici quelques jours, l'échec de la parution manifestée par les ministres de l'éducation, la commission avait retiré sa proposition. Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, peu soucieux d'être taxés d'indifférence à l'égard de la jeunesse universitaire,

ont eu la bonté d'indiquer qu'Erasmus constituait à leurs yeux une initiative à encourager. Apprécie honorablement ayant été ainsi faite, M. Delors a annoncé son intention de représenter sa proposition au conseil des ministres des affaires étrangères les 15 et 16 décembre.

Le président de la commission a expliqué en termes diplomatiques que le programme en faveur de l'emploi présenté par M^{re} Thatcher, qui met l'accent sur l'allègement des charges des entreprises et la flexibilité du travail, était insuffisant, pour ne pas dire anodin. Il faudrait, selon lui, le compléter par une stratégie de croissance visant à créer des emplois et par la promotion du dialogue social. M. François Mitterrand l'a appuyé.

Le président de la République a évoqué la nécessité de lutter contre le protectionnisme du Japon et des Etats-Unis. M^{re} Thatcher a, elle aussi, dénoncé la progression spectaculaire du déficit commercial de la CEE avec le Japon. La France et le Royaume-Uni, fait intéressant en ces temps de guerre agricole, semblent pencher l'une et l'autre pour une politique commerciale extérieure plus musclée. Bon prince, le premier ministre britannique a donné une demi-heure à M. Delors avant le dîner rassemblant les chefs d'Etat et de gouvernement, pour qu'il expose les difficultés agricoles et financières auxquelles est confrontée la Communauté.

« Un excellent topo », s'est borné à commenter M. Jacques Chirac. Le président de la Commission a trouvé le temps de rappeler à ses interlocuteurs que, à partir de l'été prochain, l'Europe n'aurait plus de ressources pour faire face à ses besoins. « Le choc était tellement fort, a-t-il observé, qu'on en est resté là. »

PHILIPPE LEMAITRE

M. Raimond victime de la cohabitation

LONDRES
de notre envoyé spécial

« Le ministre ? Il est à l'ambassade. Il travaille tranquillement comme s'il était à son bureau du Quai d'Orsay. » Telle est la réponse que l'on pouvait obtenir à quelques variantes près, vendredi après-midi à Londres, lorsqu'on s'enquerrait de M. Jean-Bernard Raimond. Aussi est-ce sans véritable surprise que l'on a appris dans la soirée qu'il allait rentrer à Paris : à force de se sentir « comme à son bureau », il était assez normal que le ministre des affaires étrangères préférât le regagner bel et bien.

M. Raimond aura été victime — une victime imperturbablement courtoise et consentante — de la cohabitation. La tradition veut en effet qu'il n'y ait dans ce genre de rencontres européennes au sommet que deux sièges par délégation. En principe, ils sont dévolus au chef du gouvernement et à son ministre des affaires étrangères ou, dans le cas français, au président de la République et au titulaire du Quai d'Orsay. Il ne s'agit pas d'une règle mais d'une tradition.

Maître, depuis le changement politique intervenu en France, le président et le premier ministre siègent côte à côte, ce qui laisse peu de place, au sens propre comme au sens figuré, à M. Raimond.

Lors du premier sommet européen de l'après-16 mars, en juin dernier à La Haye, le ministre avait en quelque sorte partagé le siège de M. Chirac, le remplaçant pour certaines phases de la discussion. Cette fois-ci, le chef du gouvernement a pleinement occupé son fauteuil. Sans mauvaise humeur apparente — on est diplomate ou on ne l'est pas — et après s'être mis d'accord avec M. Chirac, M. Raimond a préféré regagner Paris tard dans la soirée de vendredi après avoir participé au dîner de ses collègues ministres et le matin, au déjeuner offert par la Reine. Le seul cas dans lequel la délégation française a siégé à trois.

Les Britanniques, qui ont toujours affiché la plus grande compréhension à l'égard des problèmes de la cohabitation, s'étaient déclarés prêts à accorder un troisième siège pour éviter toute difficulté comme d'ailleurs les Hollandais l'avaient proposé à La Haye. C'est, M. Mitterrand qui a insisté pour que la France se plie à la règle commune, et M. Chirac a considéré qu'il ne fallait pas faire un incident de ce « petit problème franco-français ». Mais peut-être M. Raimond n'était-il pas la personne que le président souhaitait le plus voir regagner Paris pour cause de surnombre ?

B. B.



Une Renault 11 TC pour 755 F par mois. Millésime 87. Prix au 01/10/86 : 58 500 F. Renault Bail vous propose un bail avec option d'achat sur 60 mois. Avec un premier versement de 23 440 F comportant un dépôt de garantie initial de 8 775 F égal à l'option finale d'achat, un premier loyer de 14 625 F et 59 loyers mensuels de 755 F. Coût total en cas d'acquisition : 67 925 F. Offre valable jusqu'au 31 décembre 86 sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Bail S.A. au capital de 150 000 000 F. 51/53, Champs-Élysées 75008 Paris. RCS PARIS B 702 002 221. Modèle présenté Renault 11 Turbo. Prix au 01/10/86 : 87 500 F. Millésime 87. Garantie anti-corrosion 5 ans sur tous les véhicules millésime 87. DIAC : votre financement.

RENAULT préconise elf

NOUVELLE RENAULT 11

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

L'OTAN appuie le principe d'une réduction de 50 % des arsenaux soviétiques et américains

Les ministres de la défense de l'OTAN se sont « félicités des progrès réalisés à Reykjavik vers un accord sur des réductions de 50 % des forces stratégiques offensives et sur les missiles intermédiaires », indique le communiqué final de leur réunion publié vendredi 5 décembre, à Bruxelles. Les ministres ont réaffirmé leur « soutien pour les recherches sur les systèmes défensifs et spatiaux menés par les Etats-Unis dans le respect du traité ABM » et souligné qu'« un accord sur les forces nucléaires intermédiaires (euromissiles) ne doit pas être subordonné à la conclusion d'aucun autre accord ».

Le communiqué ne mentionne toutefois pas spécifiquement l'« option zéro » et se borne à se référer aux discussions de Reykjavik.

On note à ce sujet que les ministres ont accepté la perspective d'une réduction de moitié en cinq ans des armes stratégiques offensives, mais que des incertitudes persistent pour le futur plus lointain. M. Weinberger a maintenu que le projet d'élimination de missiles balistiques stratégiques en dix ans « restait sur la table », à Genève, alors que Français et Britanniques sont opposés à un tel bouleversement dans un laps de temps aussi court.

À Genève, d'autre part, les discussions informelles américano-soviétiques sur les grands dossiers du désarmement se sont achevées, vendredi, sans laisser apparaître de « changements substantiels » dans les positions de nature « à atténuer les divergences » entre les deux pays, annonce dans un communiqué le chef de la délégation américaine, M. Max Kampelman. Réunies depuis mardi, les deux délégations ont tenu quelque dix-sept séances de travail qui ont permis de passer en revue « pratiquement toutes les questions. Il y a eu des progrès limités, mais utiles, dans la réaffirmation des points importants d'accord et dans la clarification des points de désaccord », ajoute-t-il.

Son homologue soviétique, M. Karpov, a affirmé, pour sa part, qu'« il avait senti à la table de négociations une tendance marquée chez ses interlocuteurs américains à revenir à la situation d'avant Reykjavik ». — (AFP.)

Le Monde

PUBLICITE TOURISME-RESTAURANT

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

En visite en Aquitaine

M. Barre dénonce « ceux qui font peser une présomption d'incompétence sur les étudiants »

PÉRIQUEUX
de notre envoyé spécial

Marche par marche, M. Raymond Barre remonte sur la scène politique. Durant deux jours passés en Aquitaine, l'ancien premier ministre a, pour la première fois depuis les élections législatives, voulu renouer le contact « avec les réalités profondes ». En Dordogne, le vendredi 5 décembre où il fut notamment accueilli, fort civilement, par le maire RPR de Périgueux, M. Yves Guéna, ancien ministre, puis, le soir et le lendemain, dans les Landes, « terres de mission » pour la majorité.

A chacune de ces étapes, le même programme : rencontre avec les responsables de l'association barrière du département, entretiens avec des représentants socio-professionnels, promenade sur les marchés, détour par une entreprise performante et enfin, suivant l'heure, « déjeuner-débat », ou « dîner-entretien » avec trois cents personnes sélectionnées, sur invitation... payante (150 francs).

Répétant *urbi et orbi* qu'il ne va pas « à la pêche aux voix », M. Barre repart en campagne cependant, comme en 1982, avec un certain appât, que la présence peu souhailée des journalistes n'aura, finalement, pas suffi à contrarier. Pour la première fois depuis le 16 mars, on a d'ailleurs pu l'entendre fustiger de nouveaux les « scribouillards », preuve incontestable chez lui d'une bonne forme ! Malgré son désir préalable d'être « à l'écart des choses », M. Barre n'a pas pu éviter, au jeu des questions-réponses de ses auditeurs, d'évoquer des sujets d'actualité. Avec en tout premier lieu, bien sûr, celui de l'Université. « Ne désirez pas faire de commentaires sur les aspects politiques de cette affaire - pour ne pas gêner de quelque façon le gouvernement », le professeur Barre a rappelé : « Lorsqu'on traite de ces questions, il faut être extrêmement attentif et

il faut que les étudiants comprennent ce dont il s'agit. » Refusant toute comparaison avec mai 68, M. Barre a condamné « ceux qui d'un manière un peu contestable et désinvolte font mal à notre Université et font peser une présomption d'incompétence sur des étudiants qui font pourtant de gros efforts ».

Pour autant, s'il refuse de parler de sélection, M. Barre croit à une nécessaire orientation des jeunes à l'entrée de l'Université : « Nous croyons qu'il faut faire un monde qui soit le même pour tous les étudiants et toutes les disciplines, mais nous ne comprenons pas que, dans le monde d'aujourd'hui, ce qui compte pour la formation des jeunes, c'est la diversité, la mise à leur disposition d'institutions très différentes accueillant les jeunes puissent accéder en fonction de leurs aspirations et de leurs capacités. Une régulation doit s'effectuer : si on ne le fait pas, le résultat est un vaste gaspillage de ressources humaines. » Les jeunes sont-ils capables d'entendre ce discours ? Oui, répond catégoriquement M. Barre, « à condition qu'ils aient le sentiment que l'on ne veut pas les éliminer, au nom de je ne sais quelle idéologie ».

« C'est l'affaire des journalistes ! »

Sur tous les autres sujets, M. Barre a accepté, pareillement, de s'exprimer sans détour. Concernant, par exemple, le remboursement de l'IVG, son avis est qu'il faut ne pas en faire une disposition automatique mais le limiter « aux cas de détresse ». A propos de l'impôt sur les grandes fortunes, il n'a pas hésité à dire qu'il n'aurait pas, « pour des raisons psychologiques, fait disparaître cet impôt » mais qu'il avait cherché « le moyen de l'éliminer dans le cadre d'une réforme d'ensemble de la fiscalité sur le patrimoine ». Sur d'autres points, M. Barre ne s'est pas embar-

assé non plus de formules ni d'ironie.

Quelle serait sa politique pour l'agriculture ? Son principe premier est le suivant : « La politique à l'égard de l'agriculture ne doit pas être menée en fonction des avantages électoraux que l'on peut retirer de cette politique. »

Que pense-t-il encore des récentes nominations à la tête des télévisions et des radios du secteur public ? Il affiche une circonspection pleine de sous-entendus. « Je préfère personnellement ne pas m'occuper des médias. On parle beaucoup de la législation de la communication, eh bien ! qu'ils se débrouillent pour la législation de la communication... Une procédure se déroule, je l'observe. Nous verrons bien le résultat. L'indépendance de la communication, c'est l'affaire des journalistes ! Un engagement solennel devrait être pris par les autorités de ce pays pour que le téléphone ne fonctionne plus entre l'Élysée, Matignon, le ministère de la communication et les autorités indépendantes de la communication. »

Un mot sur la culture ? C'est M. Léotard qui en prend pour son grade : « La culture ne doit pas servir de faire-valoir. Les hommes cultivés ne cherchent pas à se faire valoir par la culture. »

L'inévitable question sur la cohabitation arrive. M. Barre pousse en constatant que les caméras de télévision attendent précisément cette question pour le filmer. Mais cette fois, il ne se laisse pas aller : « J'ai préféré dire avant les élections ce que j'en pense pour n'avoir pas à le dire après. » Et puis, comment se quitter sans l'interrogation qui brûle toutes les lèvres : « Serez-vous candidat en 88 ? Sa réponse est parfaitement au point : « Je retourne la question et je dis : En doutez-vous ? Et selon la réponse qui m'est faite, j'ajoute : les événements jugeront de votre perspicacité. » M. Barre a pu juger en Aquitaine, que les gens du Sud-Ouest n'en manquent pas.

DANIEL CARTON.

A l'Assemblée nationale

Le Front national mène croisade contre l'IVG et le SIDA

C'est avec vingt-quatre heures de retard que l'Assemblée nationale a commencé, le vendredi 5 décembre, l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS). Ce texte, présenté par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, comprend des mesures relatives à la protection sociale (sept articles), à la santé (cinq articles) et au droit du travail (trois articles). C'est à l'occasion de la discussion de ce projet que, chaque année, l'aspect d'un « fourre-tout », que des députés du Front national et de la majorité ont déposé des amendements tendant à supprimer le remboursement de l'IVG (le Monde du 28 novembre). Les députés du Front national ont utilisé, au cours de cette première journée de débat, tous les ressorts de la procédure pour défendre leur position.

« Le gouvernement et le premier ministre ne peuvent manquer à la parole donnée », s'est exclamé, à la tribune, M. Michel de Rostolan, (FN, Essonne) à propos de la suppression du remboursement de l'IVG. Le député du Front national s'est déclaré « troublé » par les propos tenus par M. Jacques Chirac, sur TF1, le 30 novembre (le Monde du 2 décembre). Le premier ministre s'était prononcé contre la suppression du remboursement de l'IVG, estimant qu'il ne fallait pas ajouter « une inégalité supplémentaire entre ceux qui pourraient accéder à l'avortement et ceux qui ne le pourraient pas ». M. Chirac n'avait-il pas voté, en 1982, contre le projet Roudy : en 1979, contre la loi Pelletier ? N'avait-il pas, en 1984, déclaré qu'il fallait en principe sur le remboursement de l'avortement ? », a demandé M. de Rostolan, les yeux tournés vers les bancs des ministres où siégeait M. Seguin, flanqué de ses ministres, M. Barzach (santé et famille), MM. Zeller (Sécurité sociale) et Arthuis (affaires sociales et emploi).

« Garantir l'égalité des femmes devant la loi »

Les applaudissements conjugués du Front national et de plusieurs députés UDF et RPR n'ont pas masqué à M. de Rostolan. Ils étaient là pour rappeler qu'une proposition de loi supprimant le remboursement de l'IVG avait recueilli une centaine de signatures de députés du Front national et de la majorité. Deux de ces signataires, M. Hector Rolland (RPR, Allier) et M. Christine Boutin (apparentée UDF, Yvelines), ont demandé au gouvernement d'accepter le débat sur l'IVG. « N'y a-t-il pas hypocrisie à dire que la dérogation s'ajoute, tout en maintenant le remboursement de l'IVG ? », a demandé M. Rolland, en proposant

la gratuité des moyens contraceptifs. M. Boutin a estimé que le remboursement de l'IVG était un facteur décisif « de banalisation d'un acte qui ne peut être considéré comme un acte médical ordinaire ».

« A partir du moment où l'IVG est légalisée, il faut garantir l'égalité de toutes les femmes devant la loi », a estimé M. Pamélie Neveux (PS, Val-de-Marne), qui a affirmé que, contrairement à ce qu'avaient expliqué plusieurs orateurs, le remboursement de l'IVG n'avait pas fait augmenter leur nombre. « Pourquoi n'organisez-vous pas plutôt une grande campagne sur la contraception ? », a-t-elle demandé, en regrettant que l'autorisation de publicité pour les préservatifs masculins (octenue dans ces DDOS) ne soit perçue que comme un moyen de prévention contre les maladies sexuellement transmissibles et le SIDA. Le député socialiste du Val-de-Marne s'est également fait un malin plaisir de mettre le doigt sur les divisions de la majorité en expliquant que c'est grâce aux voix socialistes que les amendements demandant la suppression du remboursement de l'IVG pourraient être repoussés. « Cela permettra à M. Chirac de ne pas être contredit une fois de plus par sa majorité », a conclu M. Neveux, sous les applaudissements des députés socialistes.

Le gouvernement ne souhaitait pas avoir besoin, comme en 1975, des voix de la gauche pour écarter des amendements soutenus par une partie de sa majorité, il est vraisemblable qu'il recourra au vote bloqué. Celui-ci pourrait être demandé sur l'ensemble des DDOS, afin d'avoir plus de poids auprès des députés UDF et RPR récalcitrants.

S'agissant de la lutte contre le SIDA, dont le Front national a fait l'un de ses chevaux de bataille, M. François Bachelot (Seine-Saint-Denis) a défendu une exception d'irrecevabilité (qui tend à démontrer que le projet de loi est anticonstitutionnel) presque entièrement

PIERRE SERVANT.

En Polynésie française

Le port de Papeete bloqué par les dockers

Le port de Papeete est bloqué depuis dix jours par une grève des dockers protestant contre le licenciement d'une centaine d'employés de la société Cowan à la suite de la rupture, par la Compagnie générale maritime (CGM), du contrat d'acconage qui la fait jusqu'à présent à celle-ci. Les dockers exigent que la CGM laisse à cette société polynésienne l'activité d'acconage pour ses bateaux. Plusieurs cargos n'ont pu être déchargés et sont repartis. Les relations entre les flottes du territoire sont elles-mêmes interrompues.

Toutes les tentatives de conciliation ayant jusqu'à présent échoué, le blocage prolongé des quais risque de déboucher sur une intervention de la force publique.

Ce conflit social se situe dans un contexte politique lui-même très tendu. Le président-directeur général de la société Cowan n'est autre, en effet, que M. Quilo Braun-Ortega, l'un des élus locaux qui ont porté de fortes accusations, ces dernières semaines, contre le président du gouvernement territorial, M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud. La discussion du budget de la Polynésie à l'Assemblée territoriale a d'ailleurs donné lieu, la semaine dernière, à de vifs échanges entre M. Flosse et ses opposants. Le secrétaire d'Etat a même failli en venir aux mains avec M. Emile Vernaudo, chef de l'opposition, maire de Mahina.

« Un militant indépendantiste guadeloupéen écroulé à Paris. » Lucien Viardot, militant indépendantiste guadeloupéen, a été inculpé lundi 1^{er} décembre d'association de malfaiteurs par M. Jean-Louis Brugère, premier juge d'instruction au tribunal de Paris et écroulé.

Lucien Viardot, vingt-neuf ans, avait été interpellé au cours de l'enquête sur trois attentats perpétrés en Guadeloupe, pendant la nuit du 26 au 27 novembre. Dans un premier temps, il avait été gardé à vue dans les locaux du service régional de police judiciaire d'Antilles-Guyane, avant d'être transféré, à Paris. Lucien Viardot, qui n'a toute participation à ces attentats, serait proche du Mouvement populaire pour le Guadeloupe indépendant.

M. Max Piselli (UDF) est élu maire de Draguignan

MARSEILLE
de notre correspondant régional

M. Max Piselli a été élu maire (UDF) de Draguignan, le vendredi 5 décembre, avec vingt-cinq voix sur trente-trois votants contre sept à M. Gérard Sabater (PS) et un bulletin blanc. La liste conduite par M. Piselli (soutien UDF-RPR) avait fusionné avec une autre liste « divers droite » au second tour de scrutin des municipales partielles de Draguignan, le 30 novembre dernier. Elle avait recueilli 47,82 % des suffrages exprimés et obtenu vingt-six sièges contre sept à la liste Sabater et deux à celle dirigée par M. Basilio (divers gauche). M. Basilio et son collègue n'ont pas pris part au vote pour l'élection du nouveau maire. Le général (ER) Pierre Multon, ancien commandant de l'Ecole d'artillerie de Draguignan, proche du RPR, a été élu par le même score premier adjoint.

M. Piselli s'est notamment fixé pour objectif de « ramener le calme et la paix à Draguignan » et de « restaurer l'image de marque de la ville ». Il a également indiqué qu'il saisirait, dans les plus brefs délais, la Chambre régionale des comptes afin

de faire établir « un constat de l'état financier, matériel et humain de la commune », complétant l'avis exprimé par la juridiction en avril dernier. M. Gérard Sabater a annoncé, de son côté, qu'il avait déposé un recours en annulation devant le tribunal administratif de Nice pour diverses irrégularités commises lors du second tour de scrutin. Le nouveau conseil municipal de Draguignan comprend 6 UDF, 6 RPR, 14 divers droite, 7 PS et apparentés et 2 divers gauche. — G.F.

[Né le 2 juillet 1938 à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône), M. Piselli a d'abord enseigné pendant deux ans dans un collège vauclusien avant de reprendre, en 1962, une affaire familiale de quincaillerie à Draguignan qu'il a transformée en grande surface de bricolage. Il est président de la Caisse d'épargne de Draguignan et de Saint-Tropez et conseiller de la Banque de France. En 1971, M. Piselli avait été élu conseiller municipal sur la liste conduite par le sénateur (PS) et maire de Draguignan, M. Edmond Soldani. Réélu, en 1977, comme adjoint à l'urbanisme, il ne s'était pas représenté avec M. Soldani en 1983. Membre du PS de 1977 à 1983, il n'a adhéré, depuis, à aucun parti, mais se dit « à l'aise dans l'UDF » et « plutôt proche du PR ».

La formation en alternance

M. Gattaz demande au gouvernement des décisions rapides sur le financement

MARSEILLE
de notre correspondant

M. Yvon Gattaz a achevé à Marseille, le 5 décembre, son tour de France de l'emploi, qu'il avait commencé le 7 mai. Cette vingtième étape a été l'occasion pour le président du CNPF, dont le successeur sera élu par l'assemblée générale le 16 décembre, de dresser au cours de sa dernière conférence de presse un bilan de la campagne pour l'emploi

des jeunes. Pour M. Gattaz, il s'agit d'un « succès éclatant ».

Le CNPF, a précisé son président, a recensé pour le seul mois d'octobre 65 000 contrats de formation en alternance offerts aux jeunes par les entreprises. « Chiffre exceptionnel », a précisé M. Gattaz, qui a rappelé que le rythme de croissance était habituellement de 35 000 contrats par mois.

Pour M. Gattaz, « le succès de la formation en alternance est tel que les crédits viennent à manquer » pour financer cette formation. « Je souhaite donc, a-t-il ajouté, que le gouvernement prenne rapidement des décisions qui s'imposent ». Faute de quoi les chefs d'entreprise ne pourraient pas prendre d'engagements au-delà de février 1987. « Il serait dommage que la dynamique créée soit brisée », a conclu M. Gattaz.

J.C.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Selon la SOFRES

MM. Mitterrand et Chirac au beau fixe

La cote de confiance de M. François Mitterrand connaît un léger effritement depuis le mois de novembre, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le samedi 6 décembre, dans le Figaro Magazine (1). 56 % des personnes interrogées (au lieu de 58 % le mois dernier) font confiance au président de la République, 39 % (au lieu de 35 %) émettant un avis contraire. C'est en matière de défense des libertés que le chef de l'Etat suscite le plus de bonnes opinions (62 %). La politique étrangère qu'il mène remporte, pour sa part, 57 % des suffrages, devant son action en matière de fonctionnement des institutions, qui recueille 56 % d'avis favorables.

M. Chirac, de son côté, voit sa cote de confiance s'améliorer sensiblement. 53 % des personnes interrogées (au lieu de 51 %) émettent une opinion favorable tandis que 41 % (au lieu de 42 %) lui refusent leur confiance.

Au baromètre des personnalités de gauche, M. Michel Rocard est toujours en tête, avec 51 % d'avis positifs, même s'il perd deux points par rapport au mois dernier, devant MM. Jacques Delors, qui gagne 2 points (40 %) et Laurent Fabius qui, lui, en perd 2 (38 %).

A droite, M. Chirac reste en tête avec 49 % de bonnes opinions (comme le mois dernier), devant M. François Léotard, qui perd un point (46 %) et M. Simone Veil, qui améliore sa cote de deux points (41 %). M. Raymond Barre recueille, pour sa part, 39 % d'avis favorables (au lieu de 38 % en novembre).

(1) Sondage effectué du 22 au 27 novembre, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

RECTIFICATIF. — Une erreur de transcription a déformé les propos de M. Charzat (le Monde du 5 décembre). Commentant la réunion du courant A du Parti socialiste, M. Charzat avait jugé que le PS « doit exorciser la tentation d'un congrès administratif conservateur de clivages archaïques et de positions de pouvoir ».

La télévision a 50 ans

Elles sont venues, elles sont toutes là, les stars de la télé pour fêter ses 50 ans. Une grande soirée en direct de la Villette, le 7/12/86 de 19h30 à 23h, en clair sur Canal+. Préparez vos mouchoirs.

CANAL+

La France

la grande halle

la Villette

L'intervention du ministre de l'éducation

M. Devaquet, ministre délégué chargé de l'enseignement supérieur a présenté sa démission à M. Chirac, samedi 6 décembre. Cette démission fait suite à l'intervention de M. Monory, la veille, à la télévision, annonçant qu'il était désormais seul chargé du dossier universitaire.

M. Monory a annoncé que les points de la loi Devaquet contestés par les étudiants — les droits

d'inscription, les diplômes nationaux et la sélection — seraient retirés du texte. Celui-ci ne portera plus que sur les aspects institutionnels des universités et devra être voté très rapidement par les députés et les sénateurs. M. Monory a, également, annoncé le report de la réforme des lycées et l'annonce d'une vaste concertation sur l'ensemble des problèmes éducatifs.

Ces concessions seront-elles de nature à arrêter le mouvement de contestation des étudiants et des lycéens ? Celui-ci s'est en fait durci à la suite des violences policières qui ont marqué la fin de la manifestation de jeudi, et du fait de l'ampleur ressentie par de nombreux jeunes devant l'attitude du gouvernement. Des manifestations spontanées ont eu lieu dans un grand nombre de

villes de province et à Paris, où plusieurs milliers de jeunes ont défilé du quartier Latin à l'Opéra avant de revenir à la Sorbonne qui a dû être évacuée par la police. Des incidents ont eu lieu dans la nuit et un jeune homme de vingt-deux ans, Malik Ousseline, étudiant à Dauphine, a trouvé la mort, dans la rue Monsieur-le-Prince (Paris 6°).

Le récit d'une journée de crise

Comment M. Monory s'est promu général...

Première difficulté sérieuse pour le gouvernement, première crise grave dans la majorité. Tout a été fait pour que celle-ci reste souterraine, mais, le vendredi 5 décembre à 20 heures, pour la première fois depuis la formation du gouvernement de M. Jacques Chirac, l'ensemble des divers partis de la majorité a présenté une déclaration commune pour approuver leur soutien à un choix gouvernemental. Les composantes de l'UDF — et non l'UDF en tant que telle — joignent leur signature à celle du RPR pour affirmer « leur soutien complet à l'action engagée par le gouvernement pour l'école et l'université ».

Cette déclaration, publiée avant même que le ministre de l'éducation nationale ne soit intervenu à la télévision, venait à l'appui d'un gouvernement représenté, en la circonstance, par un ministre de l'UDF et non par le premier ministre (M. Chirac était au sommet européen de Londres). Ce n'était pas seulement un ministre de l'UDF qui s'exprimait : c'étaient les choix préconisés par les centristes depuis plusieurs jours face à la mobilisation des étudiants et des lycéens, qui finissaient par prévaloir. Le mouvement des jeunes a soumis la majorité à une épreuve dont elle est sortie dans un rapport des forces inédit.

L'émergence de M. Monory comme maître d'œuvre de la gestion de la crise universitaire — cela à la veille du congrès extraordinaire et du dixième anniversaire du RPR — s'est faite en plusieurs étapes au long de la journée de vendredi. La veille, au soir de la manifestation des étudiants et des lycéens, le ministre de l'éducation nationale avait été le porte-parole de la politique de fermeté voulue par le RPR et dont M. Jacques Toubon avait donné, peu avant, une expression caricaturale.

En première ligne

Dès ce moment, les autres centristes avaient compris qu'une autre attitude était possible et, surtout, souhaitable (le Monde du 6 décembre). Ils le faisaient savoir sans tarder. M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, président du CDS, alerté par son secrétaire général, M. Jacques Barrot, entreprenait de convaincre M. Monory de son erreur et de lui montrer qu'une autre voie s'offrait. Les contacts se multipliaient dans toutes les directions. L'UDF, toutefois, n'avait pas eu le temps d'arrêter tout à fait sa position lors de la réunion des principaux ministres et des dirigeants de la majorité à l'hôtel Matignon, autour de M. Chirac, vendredi à 10 heures.

Seule décision précise, au terme de cette réunion : ce ne sont ni le premier ministre ni le ministre délégué aux universités qui vont monter en première ligne, mais le ministre de l'éducation nationale, chargé de s'exprimer, d'abord devant les députés, l'après-midi, puis à la télévision, selon la procédure des communications du gouvernement.

M. Chirac, lorsqu'il part, aussitôt après, pour Londres, a donné son feu

M. Louis Pauwels : « C'est une jeunesse atteinte d'un SIDA mental »

Dans son éditorial du 6 décembre dans le Figaro Magazine, sous le titre « La manipulation : le monisme des zombies », M. Louis Pauwels estime que « sans manipulation des textes, des faits et des esprits, sans volonté politique sous-jacente, sans révolutionnarisme organisé pour travailler une jeune masse informe, le soulèvement étudiant ne s'explique pas ».

Le directeur du Figaro Magazine ajoute : « Ce sont les enfants du rock débile, les écoliers de la vulgarité pédagogique, les béats de Coluche et Renaud, nourris de soupe infra-idéologique cuite au show-biz, ahuris par les saturnales de « Touché pas à mon pote » et, somme toute, les produits de la culture Lang (...). Leur rêve, explique-t-il, est un monde indifférent où végéter sèchement (...). Ils ont peur de manquer de mœurs avachies (...). C'est une jeunesse atteinte d'un SIDA mental ».

Selon M. Pauwels, cette manipulation « pèrera sur la campagne présidentielle déjà commencée (...). On n'y est pas étranger à l'Elysée ».

vert à un ministre qui, la veille, appliquait la tactique RPR, et confié la surveillance de l'opération à M. Edouard Balladur, premier ministre par intérim, qui reste à l'hôtel Matignon. La discussion ne pouvant être menée à son terme en raison du départ de M. Chirac, une nouvelle réunion est prévue pour la fin de l'après-midi.

Un défilé va être mis à profit par l'UDF. Il faut, d'abord, qu'elle définit sa position. Première réunion dans le bureau du président du groupe de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin. Sont présents, notamment, M. Barrot et M. Michel d'Ornano (PR), président de la commission des finances.

M. Gaudin déboute ensuite avec M. Monory, qui se concerte aussi avec les autres ministres de l'UDF, MM. Méhaignerie et François Léotard. L'UDF prend conscience qu'elle a une carte à jouer. Un choix essentiel du gouvernement peut être le sien, et non celui du RPR. Elle peut jouer du son de concertation, qui est sa marque, pour manifester sa différence, sans mettre à mal la solidarité gouvernementale puisqu'il s'agit d'aider le RPR à résoudre une difficulté.

Dans le même temps, des informations sont émises sur la démarche souhaitée par le premier ministre : le projet de loi Devaquet doit revenir très vite en débat à l'Assemblée nationale, même s'il doit être modifié. L'ampleur de cette « réécriture », n'étant pas décidée, M. Monory préfère donc se taire encore pendant quelques heures.

Tout avait été prévu, pourtant, au Palais-Bourbon pour que le ministre de l'éducation nationale prenne la parole dès l'ouverture de la séance de 15 heures. On avait demandé à M. Jacques Chaban-Delmas de revenir, en hâte, de Bordeaux. M. Alain Devaquet était déjà dans les salons proches de l'hémicycle, pour manifester sa solidarité avec son ministre de tutelle. A 15 h 2, on apprend que celui-ci ne viendra pas. Une demande de suspension de séance des communistes est mise à profit pour tenter de régler le problème. Le ministre délégué refuse de remplacer au pied levé M. Monory et s'écroule discrètement. A la reprise, le président de l'Assemblée l'annonce, en réponse au président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, qui décide, contrairement à ce qu'il

avait fait la veille, de laisser se dérouler normalement le débat en cours.

M. Monory a fort peu apprécié ce qu'il a pris comme une tentative de l'hôtel Matignon de lui dicter sa conduite à travers la presse. Le RPR n'apprécie guère, lui, le camouflet infligé à M. Devaquet, son ancien secrétaire général. On avait dit que M. Monory parlait aux députés. Lui, il décide de ne parler qu'aux Français, à la télévision. M. Barrot, qui avait annoncé l'intervention du ministre, est, lui-même, surpris. M. Monory commence à endosser un uniforme de général.

M. Balladur donne son accord

Le nouveau défilé qu'il se donne ainsi permet aux dirigeants de l'UDF de faire comprendre à ce ministre franc-tireur — qui n'avait pas attendu la permission de ses amis centristes pour se porter candidat au gouvernement avant les élections de mars et qui, depuis, était soupçonné d'être sensible aux sirènes chiraquiennes — que l'opportunité qui lui est donnée ne peut être mise à profit que sur les positions de ses amis. Faute de leur soutien, il serait dénué.

Une certaine inquiétude s'empara des chiraquiens. Une visite de M. Monory à l'hôtel Matignon est souhaitée par M. Balladur avant la réunion de 17 heures. M. Monory n'a pas le temps : il doit passer chez le coiffeur avant d'enregistrer son allocation pour la télévision. Le ministre de l'éducation nationale arrive même en retard à la réunion des chefs de la majorité, pour simplement leur donner les grandes lignes de son intervention.

Sur les trois points du projet de loi contestés par les étudiants et les lycéens, l'hôtel Matignon souhaite que deux soient abandonnés — les droits d'inscription et le problème des diplômes nationaux — et que le troisième — l'orientation sélective — soit réécrit. M. Balladur donne aussi son accord sur le principe du « plan d'accompagnement » souhaité par les centristes. Il demande, en outre, à M. Monory de ne pas oublier dans son allocation de rendre hommage à M. Devaquet. Celui-ci, absent de cette réunion, est reçu ensuite par le premier ministre par intérim, qui tente de le convaincre de rester à son

poste, au moins jusqu'au retour de M. Chirac à Paris.

M. Monory ne prend aucun engagement ferme. Il impose même de ne fixer aucune date précise pour l'examen à l'Assemblée nationale de ce qui restera du projet sur les universités. Il veut garder les mains libres. Le RPR n'est plus en position de lui contester cette autonomie. La conférence des présidents, à l'Assemblée, ne peut que constater le flot maintenu dans l'ordre du jour des travaux. La majorité refuse, simplement, le débat sur la politique générale de l'éducation, que les socialistes avaient demandé pour le 9 décembre, et ne prend aucun engagement sur un examen rapide de leur demande de création d'une commission d'enquête sur les ordres donnés à la police jeudi.

Tout est suspendu, comme le voulait le ministre de l'éducation nationale, à son intervention à la télévision.

M. Monory se pose en « patron », tout en précisant que c'est à la demande du premier ministre. Première surprise : l'orientation fait aussi partie, pour lui, des chapitres du projet dont on ne débattra pas « pour le moment ». Il apporte aussi, aux lycéens et à leurs familles, des garanties sur la rentrée 1987 qui a été pas prévue à l'hôtel Matignon. Quant à l'hommage qu'il rend à M. Devaquet, il a toutes les allures d'un nouveau camouflet.

La déclaration commune des partis de la majorité avalué la démarche de M. Monory — mais elle avait été rédigée avant sa déclaration — et permis à M. Chirac, tenu constamment informé par téléphone par MM. Balladur et Maurice Ulrich, directeur de cabinet du premier ministre — de rassurer sa majorité. Au RPR, toutefois, on voit sans plaisir l'UDF occuper le maximum du terrain qui lui a été offert. Les alliés du RPR ont-ils voulu, se demande-t-on, prendre une revanche après la séparation des PDG de l'audiovisuel public ?

L'absence du premier ministre a permis, en tout cas, aux centristes d'apparaître en première ligne comme responsables d'un dossier capital. Ils assument le risque de l'échec, comme ils espèrent tirer profit d'une éventuelle réussite.

THIERRY BREHIER
et PATRICK JARRAU.

Une parade inadaptée

« Au nom du gouvernement, le premier ministre m'a demandé de prendre directement (en appuyant sur « directement ») en mains le dossier universitaire. » Dès la première phrase, l'essentiel était dit : l'enseignement supérieur revient (le temps d'une crise ?) dans le giron de l'éducation nationale et M. Monory devient le patron de tout l'école, de la maternelle au Collège de France. Fini le temps des amateurs, des professeurs égarés en politique : en période de difficultés, il faut faire appel à un professionnel (comme M. Edgar Faure en 1968). Et M. Monory, lui, en est un.

Le remède qu'il annonce est simple : on coupe tout ce qui est gorgé par la consommation. Les droits d'inscription, les diplômes nationaux, la sélection et, pour faire bonne mesure, la réforme des lycées — et on garde ce qui est sain — les réformes institutionnelles — et qui tient particulièrement à cœur à ses amis politiques. Le premier lot ne sera pas discuté « pour le moment ». Le second devra être adopté « dans les meilleurs délais » par les députés et les sénateurs.

Le poids des symboles

Et M. Monory — qui pourtant jusqu'ici n'était pas un fanatique de la concertation — assure qu'il entamera « un dialogue » aux dimensions grandioses avec « toutes les parties concernées par l'enseignement supérieur ».

Ces décisions — avec le « vaste plan d'accompagnement » pour augmenter les capacités d'accueil de l'enseignement supérieur — sont habiles. En demandant satisfaction aux étudiants et aux lycéens sur leurs principales revendications, il prévient que si le mouvement continue c'est que les objectifs avancés n'étaient pas les vrais, donc qu'il est « politique » et « manipulé ». Elles conduisent toutefois à se poser trois questions :

1. Pourquoi n'y avoir pas pensé plus tôt, alors que tant de voix — y compris au sein de la majorité — s'élevaient élevées pour mettre en garde le gouvernement contre les risques d'une loi trop ambitieuse et trop hâtive et d'une concertation insuffisante ?

2. La concertation est-elle certaine que la partie considérée comme « saine », parce qu'elle ne fait pas l'objet de la contestation des étudiants, n'est pas, à moyen terme, celle qui risque de susciter le plus de désordre dans les universités ? Contraindre toutes les universités à adopter de nouveaux statuts sous prétexte que quelques-unes d'entre elles avaient refusé d'appliquer la loi n'est ni très sage, ni très démocratique, ni très « libéral » (1). Et on imagine ce que vont être les discussions pour les nouveaux conseils dans le climat actuel.

3. La parade de M. Monory correspond-elle à la situation ? Présentée jeudi aux étudiants, elle aurait peut-être convaincu certains, qui auraient été satisfaits d'avoir obtenu le retrait, sinon de la totalité, du moins d'une partie de la loi. Vendredi, l'état d'esprit des lycéens et des étudiants n'était plus le même. D'une part, parce qu'ils ont eu le sentiment d'avoir été humiliés par le gouvernement, qui a minimisé l'ampleur de la manifestation et a opposé une fin de non-recevoir à leur unique revendication. D'autre part, parce qu'il y a eu les violences policières dans la soirée et que la mobilisation est en train de se faire sur d'autres thèmes. La tête de turc favorite de la manifestation spontanée de vendredi à Paris n'était plus « Devaquet », mais « Pasque ».

Les mouvements de masse de cette ampleur jouent sur la force des symboles : le « retrait de la loi » en était un. Y répondre, comme l'a fait le gouvernement, par des statuts de « réécriture » du texte ne pouvait qu'irriter ceux qui s'étaient mobilisés autour de cette idée simple. Ayant mal analysé, sur le coup, la portée de la manifestation, le gouvernement a cru qu'il pourrait compter sur un essoufflement ou une division du mouvement. Apparemment, il a changé d'analyse dans la nuit de jeudi à vendredi.

Malheureusement pour lui, le symbole porteur avait changé : ce n'était plus la sélection, mais la répression. Et celui-ci ne se réduira pas par la mise à l'écart d'un ministre des universités. M. Devaquet a peut-être été sacrifié trop tard.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Sur soixante-quatorze universités, douze seulement ont refusé d'appliquer la loi Savary (le Monde daté 13-14 avril 1986).

Mort d'un étudiant au Quartier Latin

(Suite de la première page.)

Pour la droite, la jeunesse n'est jamais considérée que comme un flux transitoire : au fond, attendons qu'elle prenne de l'âge et devienne... conservatrice. Elle échappe en effet à cette gestion de type clientéliste qu'affectionne M. Chirac : donnez-moi des rapetis (30 milliards promis après 1988), donnez-moi des agriculteurs, et je mets tout le monde d'accord.

Mais, face à une jeunesse inquiète, cette conception de la politique n'est d'aucun secours. Le gouvernement parle tactique et pense catégories. « J'ai parlé avec mon cœur », a dit M. Monory. En fait, il n'a parlé qu'aux parents, n'ayant d'autre souci que de séparer profits et étudiants, donner satisfaction au lobby des universités de son bord (qu'il rétablit dans leurs privilèges). Et c'est

M. Barre, homme conscient des mérites des universitaires s'il en est, qui reproche au gouvernement, ni plus ni moins, de désemparer la jeunesse !

Car celle-ci se découvre des adversaires qui ont le visage des gouvernements : huit mois après son retour au pouvoir, M. Chirac ne pense pas être confronté à une telle crise. Or rien ne marque davantage une génération que ce type de mouvement, occasion non seulement de s'affirmer, mais aussi de faire l'apprentissage du jeu démocratique.

Faire l'apprentissage du jeu démocratique

Et rien n'est pire, pour une génération laquelle pèse déjà un chiffre terrible (un jeune sur trois au chômage) que d'entrer dans la vie

sociale sur une défaite. Cette génération-là sera marquée : elle se souviendra de MM. Chirac et Monory.

Ces derniers, qui ont consacré le plus clair de leurs cinq années passées dans l'opposition à vitupérer la gauche pour son « incompétence », n'ont pas mis à profit la première épreuve grave de politique intérieure pour manifester leur propre « compétence ».

Serait-ce également trop attendre du gouvernement qu'il use, avec les étudiants, de la capacité à dialoguer qu'il manifeste dans sa « guerre » contre le terrorisme, avec les extrémistes du Proche-Orient ?

L'épreuve touche aussi le président de la République, confronté au bon usage de la fonction présidentielle en période de difficultés. Le jeu politique de la cohabitation trouve peut-être là ses limites.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« A ma manière et à mon rythme »

Voici le texte intégral de l'allocation télévisée du ministre de l'éducation nationale, M. René Monory :

« Je m'adresse à vous au nom du gouvernement.

Le premier ministre m'a demandé de prendre directement en mains le dossier universitaire. J'ai l'intention de le faire à ma manière et à mon rythme, pour mettre en œuvre les objectifs qui sont ceux du gouvernement dans cette grande affaire pour la France.

A ma manière : cela signifie que s'ouvre le dialogue avec toutes les parties concernées par l'enseignement supérieur : les plus hautes autorités scientifiques, les présidents d'université, les enseignants et leurs représentants, les étudiants et leurs représentants, tous ceux qui ont leur mot à dire dans ce domaine fondamental.

A mon rythme : cela signifie que j'aborde ce problème avec pragmatisme et bon sens.

Je constate qu'aujourd'hui, dans un certain nombre d'universités, la loi de 1984 n'est pas appliquée. Il faut donc faire adopter très vite un statut qui permette de faire sortir toutes les universités du provisoire. Certaines dispositions de la loi que propose le gouvernement vont dans ce sens : je m'efforcerai de les faire adopter dans les meilleurs délais par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Pour les autres dispositions du projet, notamment celles qui concernent les droits d'inscription, les diplômes et l'orientation des étudiants, on n'en débatera pas pour le moment au Parlement. Je m'en tiens à ce qui existe.

Dans cette matière, les objectifs du gouvernement sont clairs et je regrette que l'important travail accompli par Alain Devaquet n'ait pas été mieux compris par l'opinion.

Quels sont ces objectifs ?

Premièrement : augmenter l'accès des jeunes à l'université.

Deuxièmement : augmenter la réussite des jeunes dans l'université.

Troisièmement : augmenter l'efficacité de l'université dans la vie du pays.

En un mot faire une politique universitaire de démocratie et de qualité.

Maintenant, en ce qui concerne les lycées, je tiens à dire ceci : j'ai entrepris une réflexion et une consultation sur les lycées pour conduire le plus grand nombre possible de jeunes au baccalauréat. Aujourd'hui, cette consultation est loin d'être achevée et aucune mesure ne sera prise si elle ne recueille un large consensus.

Et, dès maintenant, j'affirme que la rentrée 1987 se fera dans les mêmes conditions que la dernière rentrée. Que les jeunes et leurs parents se rassurent, tous les bacheliers pourront s'ils le désirent entrer à l'université.

Tout ceci suppose, pour y parvenir, qu'un vaste plan d'accompagnement, afin de recruter les personnels et d'accroître les capacités d'accueil, soit mis en place par le gouvernement. Il le sera.

Je voudrais maintenant m'adresser aux jeunes, étudiants et lycéens qui m'écoutez.

Je voudrais vous parler avec mon cœur. Je comprends très bien votre angoisse en ce qui concerne votre emploi et plus généralement votre avenir. Il faut que vous sachiez que le gouvernement fait tout son possible pour vous donner le plus de chances de réussir dans la vie. Naturellement, cela, il ne veut pas le faire contre vous, il veut le faire pour vous et, bien mieux encore, il veut le faire avec vous.

L'éducation et la formation sont les principales richesses de notre pays. Le corps enseignant, les parents, les étudiants et les élèves sont tous, avec moi, en charge de cette richesse. Sachons nous en montrer dignes. Que chacun se mette au travail pour que l'éducation nationale soit la grande chance de la France.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE

COMMUNAUTAIRE

Avec notamment des articles de :

• J. DELORS

• C. CHEYSSON

• A. GROSSEAU, etc.

Envoyer 33 F (timbre à 1 F ou

chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue

Jean-Dolent, 75014 Paris, en

spécifiant le dossier demandé ou

130 F pour l'abonnement annuel

180 F d'abonnement, qui donne droit

à l'envoi gratuit de ce numéro.

Devaquet-Savary...

Devaquet-Savary... Comment

ne pas associer ces deux noms

tant leur aventure est parallèle.

Tous deux sont des hommes res-

pectés, modérés, sages. Tous

deux ont hérité de dossiers

exploités qu'ils n'avaient pas

souhaités. Tous deux tombent

sous l'effet de mobilisations

massives — quasiment « phé-

noménales » — de leurs adver-

saires, alors qu'ils ont usé

l'essentiel de leur énergie à com-

battre les excès de leurs amis.

Tous deux sont devenus les sym-

boles extérieurs de conflits qui les

dépassent.

Des hommes étranges,

secrets, timides devant les

médias, mal à l'aise en politi-

que, isolés parmi les leurs et fina-

ment victimes étonnées de

l'ingratitude de leurs proches.

Deux hommes de générations,

de traditions et de convictions

différentes, mais qui ont en com-

mun qu'ils n'avaient pas

qu'ils leur auront été fatales.

Le premier trébuche pour avoir

été contraint de démolir ce

qu'avait fait le second.

M. Savary, qui assiste avec une

mélancolie discrète au démantè-

lement de sa loi, aura la satisfac-

tion de constater qu'elle était

plus coriace que ne le croyaient

ses adversaires. Il faut pour

l'abattre définitivement un

homme carré et sans états

d'âme. Pas un rêveur ou un idé-

liste, comme Devaquet ou

Savary.

F.G.

Je n'ai rien à dire

et l'agitation des étudiants et des lycéens

Dans les assemblées générales

Elargir le débat

Vendredi fut une journée blanche pour le mouvement des étudiants. Blanche comme les nuits qui, d'assurances générales en manifestations, se sont succédées depuis plus de quinze jours. Et comme l'amen-tume, très forte et tendue, des violents accrochages avec la police qui ont marqué la fin de la manifestation de la veille.

Blanche comme la voix de David Assoloute dénonçant les attaques dont il a été l'objet dans la presse et la majorité, et selon lesquelles, à trente-dix ans, il ne serait plus édu-quant mais éduqué, en quelque sorte agitateur professionnel. Il a précisé qu'il est âgé de vingt-sept ans, qu'il prépare à Jussieu (Paris-VII) un DEA d'histoire. Il est spé-cialiste de l'immigration en France entre les deux guerres et qu'il est maître auxiliaire dans un lycée d'enseignement professionnel de la banlieue parisienne.

Journée blanche enfin, comme cette page qui s'ouvre pour le mou-vement étudiant et se résume d'un mot : que faire ? Entre la langue marche de jeudi et le refus de retirer le projet de réforme universitaire réitéré par MM. Monory et Deva-quet, entre les violences policières et l'intervention télévisée du ministre de l'éducation nationale prévue pour le soir même, entre les assemblées

généralistes organisées dans chaque université et la réunion, samedi 6 décembre à Paris, de la coordination nationale du mouve-ment, la voie est étroite.

Elle a été largement explorée par les assemblées générales qui se sont réunies, vendredi, dans toutes les universités. Beaucoup plus massives que ces dernières jours, ces AG étaient encore sous le choc des vio-lences de la veille. Chacun essayait de comprendre comment la manifesta-tion de jeudi avait pu dériver et sortir de la maîtrise et du calme qui avaient fait jusqu'à présent la force du mouvement. « La coordination nationale est responsable de l'impasse dans laquelle on s'est trouvée », disaient les uns. Ayant tout misé sur la possibilité d'obtenir sous la pression du nombre le retrait de la loi Devaquet, les manifestants se sont retrouvés sans porte de sortie, sans alternative dès lors que le gouvernement refusait de retirer purement et simplement le projet. Coté entre le non du gouverne-ment et les charges politiques qui ont démarré simultanément.

A quoi une dizaine de membres de la coordination nationale, dont Isabelle Thomas, répondaient : nous avons respecté le mandat sur lequel nous avons été élus, ni plus ni moins, soulignant que le mouvement étu-

diant tout entier, de la base au som-met, s'était progressivement durci au cours des derniers jours. A force de vouloir le retrait, tous avaient fini par y croire.

A quoi répondait également le sentiment de révolte contre les bruta-lités policières dont beaucoup d'étudiants et de lycéens étaient pour la première fois les témoins et les victimes. « On voulait qu'ils nous comprennent et ils nous ont tapé dessus. Ils se sont foutus de nous. Depuis quinze jours, nous sommes restés calmes, sérieux, mais eux, ils n'ont pas été loyaux avec nous », disaient beaucoup d'étudiants.

Appel à la population

Cette impression d'avoir été floués, trahis par le mépris péna-lourde sur les débats de la coordi-nation qui doivent se tenir à Paris samedi après-midi. Si beaucoup, à la base, et sous le coup de la tension de ces derniers jours, s'étaient d'avoir placé à la tête du mouvement les plus politisés et les mieux formés d'entre eux, tous ressentent confusé-ment qu'ils ont eux-mêmes, petit à petit, élargi le débat sur la réforme universitaire à un combat plus frontal contre une philosophie politique. La violence de jeudi soir a précipité cette prise de conscience. « Ce n'est pas Devaquet, ce n'est plus Deva-quet qui est en jeu. L'action doit se porter contre le gouvernement », répétaient sur tous les amphithé-âtres tous les passionnés de vendredi.

Cette réaction largement parta-gée a toute chance de permettre au mouvement de dépasser les diffé-rences d'attitude et les divergences idéologiques entre syndicalistes et non syn-dicalistes, entre les socialistes, l'extrême gauche et les autres, entre les partisans du retrait total et ceux qui s'interrogent sur la suite à don-ner au mouvement.

Cette conscience, retrempe par les événements de ces derniers jours, que l'unité est décisive a poussé la plupart des assemblées générales de vendredi à proposer un élargisse-ment de l'assise du mouvement étu-diant. Ainsi l'idée d'un large appel à la population, en liaison avec les organisations politiques et syndi-cales s'est répandue comme une traî-née de poudre. Elle pourrait débou-cher sur l'appel à une nouvelle manifestation nationale la semaine prochaine.

GÉRARD COURTOIS.

Des grands boulevards au quartier Latin

Le défilé de l'amertume

La soirée chaude de jeudi à l'esplanade des Invalides leur avait laissé un goût trop amer dans la bouche. Des milliers de jeunes Parisiens, écumés par la fin absurde de leur grand monome sur Paris, pre-naient possession de la rue, vendredi 5 décembre dans l'après-midi et la soirée, pour un défilé spontané qui marque un tournant décisif dans leur mouvement, désormais directe-ment dirigé contre un gouvernement jugé responsable de violences. A la protestation bon enfant associée par la réforme Devaquet sur les univer-sités et par le projet Monory sur les lycées, a succédé la colère contre les brutalités policières et le refus du dialogue.

Le ministre de l'éducation natio-nale n'avait probablement pas ima-giné à quel point son intransigeance de jeudi soir allait faire monter la tension. Etudiants et lycéens, déjà ex-cités par le « aïet » de M. Monory et par la sous-estimation poli-cière de leur mobilisation, ont été littéralement révoltés par le spectacle — inédit pour beaucoup d'entre eux — des grandes larmoyan-tes tirées à l'horizontale par les CRS. L'annonce des blessures graves dont ont été victimes trois de leurs camarades a achevé de les scandaliser. La colère contre la vio-lence est venue ranimer une mobilisa-tion assoupie contre le projet de réforme des universités.

Tout a commencé aux premières heures de l'après-midi, lorsque quel-ques centaines de lycéens, encore choqués par les affrontements de la nuit, se réunissent au quartier Latin. « Tous à la Sorbonne ». Le mot d'ordre court dans Paris depuis le matin. Dans les universités, des groupes de lycéens tentent d'entraî-ner vers la rue leurs amis empêtrés dans des assemblées générales fati-guées, cherchant avec difficulté les moyens de relancer leur mouve-ment.

De minute en minute, la foule grossit devant la Sorbonne et les étu-diants en grève rejoignent bientôt les lycéens. Ces derniers forment le gros des bataillons qui occupent bientôt le boulevard Saint-Michel en criant : « Devaquet, Monory, on n'est pas au Chili », et à Monory l'es pourri, y a du sang sur ta copie. » En moins

d'une demi-heure, le Boul'Mich est noir de lycéens accourus sans bande-roles ni véritable mot d'ordre. Le flot grossissant sans arrêt, il faut avancer.

Un drôle de cortège s'ébranle donc vers le nord, sans but précis, mais avec l'intention de témoigner devant la population parisienne des graves injustices de la veille : « La jeunesse matraquée, tout le monde est concerné ». Tout ce qui ressem-ble à un uniforme est copieusement injurié. Les index dressés vers le Palais de justice et la préfecture de police accompagnent les « Pasqua salaud... »

La manifestation hésite à chaque grand carrefour. On sort les plans de Paris. Quelques professionnels du mégaphone se chargent de « conseil-ler » les jeunes : « On ira jusqu'à l'Assemblée, mais on va faire un grand tour pour ramasser du monde ». La recette est bonne, mais les lycéens et les étudiants indociles et imprévisibles renouent, après de longues hésitations, à obliquer sur le Palais-Bourbon afin d'éviter la casagne.

« Le sang des copains »

Sébastopol, grands boulevards, Opéra, Palais-Royal, puis, de nou-veau, le quartier Latin : la grande boucle durera tout l'après-midi. Le ton est vigoureux et la simple appa-rition d'une rangée de policiers déclenche le tonnerre : « On veut étudier pour pas être CRS ». « C'est le sang des copains que vous avez sur les mains », hurlent les manifes-tants devant le cordon qui barre le boulevard Haussmann. L'heure n'est plus à la fraternisation avec les forces de l'ordre. Avenue de l'Opéra, un car de police qui se peut dégrader les lieux à cause d'un encombrement entraîne quelques coups de pied.

Le manif atteint alors son point culminant : 20 000 personnes sans doute, étudiants et lycéens, prennent à témoin les passants en brandissant les photos de leurs blessés de la nuit parues dans la presse : « Regardez, ce sont vos enfants ». Mais la colère est contenue : « On reste cool et fun

malgré nos trois blessés graves », constate un manifestant. On scande aussi : « Out à la discussion, non à la répression. » Boulevard des Ita-liens, le cortège stoppe net pour lais-ser traverser une vieille dame au manteau d'astrakan, que guide un lycéen d'origine indienne.

Ce cortège improvisé aura inventé les premiers slogans ouvertement politiques du mouvement des étu-dians de 1986 : « Chirac, on s'en souviendra en 1989 », ou « Chirak-matrah, t'es pas un démocrate ». De retour au quartier Latin à la nuit tombée, la manifestation s'effiloche. Quelques centaines d'étudiants s'agglutinent autour de la Sorbonne, cherchant un ultime débouché à leur action. Ce sera la cour d'honneur dont la porte d'accès est bientôt défoncée par quelques intrépides sous les yeux très sceptiques des der-niers marcheurs. La Sorbonne, éter-nelle forteresse de la contestation étudiante, aura été « reprise » ce vendredi soir sur un coup de colère.

Une poignée de manifestants enfonce le portail de la Sorbonne. L'un d'entre eux s'agrippe sur les grilles protégeant les fenêtres et casse des vitres avec ses bottes. Aus-siôt des protestations s'élèvent : « Arrêtez, c'est à nous. Arrêtez, ne cassez rien ! ». Le casseur s'inter-rompt. Mais son geste a glacé plus d'un manifestant. Ils voulaient péné-trer dans ce lieu symbolique, mais pacifiquement. Des discussions et même parfois des altercations écla-tent entre ceux qui demandent une assemblée générale et la grande masse des autres, inquiète des débordements et préférant une dis-persion.

Beaucoup s'en vont, tandis qu'une soixantaine de jeunes s'installent sur Des marches de la cour pour discuter. De petits groupes d'irréductibles se dispersent dans les rues adjacentes. Ils se regroupent ensuite sur le bou-levard Saint-Michel entre le jardin du Luxembourg et la place de la Sorbonne, allumant de grands feux. Mais, quand ils veulent détruire un arbre ou brûler un cyclomoteur, des étudiants s'interposent. Peu après une heure du matin, les forces de l'ordre évacuent le quartier.

PHILIPPE BERNARD.

Rue de la nostalgie

Lorsque décembre joue au joli mai, un après-midi d'effervescence politique, le Boul'Mich retrouve sa vocation de boulevard et le Quartier Latin son goût de la débauche. On prend les passants à témoin, on s'apostrophe, on s'attroupe. La rue, libérée des ses voitures et même de ses lycéens, partis manifester sil-lencieux, redécouvre la parole. « Ils auraient retiré leur projet hier soir, tout le monde serait rentré content chez soi, explique un étudiant à deux passants. Si son type s'était immobilisé devant eux, ils n'auraient pas bougé ! Ce n'est pas ça ! »

Les deux dames poursuivent la conversation entre elles : « C'est une contestation du libéralisme à l'amé-ricaine, voilà tout. On n'est pas en Amérique, ici ! ». Le mot est entendu par un Yougoslave émigré au Canada : « La loi, là-bas, dit tou-jours qu'on est tous égaux », lance-t-il avec son fort accent serbo-croate. Mais son n'est pas égal, jamais !

Un peu plus loin, au carrefour de la rue des Ecoles, deux étudiants en lettres sont aux prises avec un octo-génaire — « quatre-vingt-cinq ans, ma petite dame ! — qui conteste la contestation. « On n'est pas contre la sélection, disent-elles, on est contre la sélection par le fric ! ». Moi aussi, quand j'avais quatorze ans, je voulais remonter le monde... — Oui, mais vous, vous trouvez du boulot ! Nous, les postes de prof, on peut toujours chercher — Mais pourquoi diable vous faites tous des

lettres ? Vous voulez sans doute supprimer aussi les philosophes ? Pour qu'on se retrouve dans une université Coca-Cola, merci ! » Le cercle des badauds s'agrandit. Un passant reconnaît le vieux avec son air de Marcel Dassault : « Tiens, mais vous êtes déjà là en mai 68... Oh oui. Et même avant la guerre lorsque il y avait Ferdinand Lép. Alors là, on se marrait bien ! »

Les dialogues entre générations fleurissent sur tous les trottoirs : « J'ai bien peur que vous soyez manipulés sans le savoir, explique un retraité. Nous, en février 34, on s'est tous fait avoir par les Ligues et le parti Chippou ». Les étudiants laissent filer ces souvenirs, qui vont remonter jusqu'à 1918, quand un obs de la grosse Bertha est tombé sur l'église Saint-Gervais... Des pla-tanes encore perçus vers une feuille se détache et se pose sur l'oreiller. Même l'automne ne veut pas finir.

Pour ne pas être en reste, les soixante-huitards organisent une manifestation pastiche, derrière une banderole au nom de la Fédération nationale des anciens combattants de mai 68. Brandissant des dra-peaux noirs et rouges, ils descendent de l'Odéon en massacrant l'Internationale et hurlent avec un semblant de conviction : « Libérez Jean-Pierre Lézard ! ». Chacun sa nostal-gie des quatre cents coups...

ROGER CANIS.

Les réactions

Variations sur un recul

Interrogé dans les couloirs de l'Assemblée nationale, vendredi 5 novembre, après la déclaration radiotélévisée de M. Monory, minis-tre de l'éducation nationale, M. Jac-ques Barrot, secrétaire général du CDS et président de la commission des affaires culturelles de l'Assem-blée, a estimé qu'il ne s'agissait pas d'un recul mais d'un rebondisse-ment et d'un appel à un dialogue plus ample sur le système éducatif. M. Barrot a indiqué : « Les jeunes ont posé une bonne question, et le gouvernement a accepté cette bonne question. » Quant à l'avenir parlementaire du projet de M. Deva-quet, il a affirmé : « Rien n'est décidé (...) si ce qui concerne l'orientation et les droits d'inscrip-tion est remis au dialogue, il faut regarder les textes qui ont trait au fonctionnement de l'université ».

Dans un communiqué rendu public à Toulouse, M. Lionel Jospin a souligné que M. Monory « aurait mieux fait d'agir ainsi » la veille, jour de la manifestation des Inva-lides, en ajoutant : « Ces pas en arrière (...) sont avant tout tacti-ques ». Le premier secrétaire du PS, député de Haute-Garonne, a ajouté : « Si le gouvernement persiste à vou-loir présenter une partie du projet sur les universités à l'Assemblée nationale, il rencontrera l'opposi-tion résolue des socialistes, qui considèrent comme injuste l'ensem-bles du texte gouvernemental ».

M. Fabius, qui était à Golbey (Vosges), a vu dans la déclaration de M. Monory « un recul » et « une grande part de ruse ». L'ancien pre-mier ministre n'a pas pu compren-dre « si les dispositions litigieuses sont définitivement retirées » ou si le ministre veut seulement « gagner du temps ». Pour M. Pierre Joxe, « si le gouvernement avait annoncé plus tôt son intention de négocier, il n'y aurait pas eu le drame de la so-irée de jeudi ». « On ne peut pas faire confiance à un gouvernement

qui nous a refusé le débat, mardi, sur les problèmes de l'éducation nationale », a ajouté le président du groupe socialiste de l'Assemblée.

Invoqué de l'émission « Décou-vertes » sur Europe 1, M. Georges Marchais a remarqué : « La phrase que les étudiants et les lycéens attendent, à savoir le projet de loi Devaquet-Monory est abandonné », n'a pas été prononcée. « Le secré-taire général du PCF a noté qu'il y avait « un recul du gouvernement. Les étudiants ont tiré la conclusion que leur lutte commence à produire ses effets », a-t-il ajouté.

« Le pouvoir législatif n'est plus à l'Assemblée nationale mais dans la rue », a estimé, pour sa part, M. Jean-Marie Le Pen, à Rambou-ville (Val-d'Oise). Pour le président du Front national, « M. Chirac avait déjà mis à mal l'institution parle-men-taire, je crois que la loi dit-il vient de lui donner le coup de grâce ». Le chef de file de l'extrême droite a affirmé qu'une minorité de deux cent mille manifestants impose sa volonté aux autres citoyens français (...). Je pense, a conclu M. Le Pen, que c'est le mal-heureux M. Devaquet qui laissera sa pipe, si j'ose dire, sur le billot. »

Un communiqué des présidents d'université

« Profondément choqués par les événements tragiques qui ont suivi les manifestations d'étudiants et de lycéens, les présidents d'université saisissent l'occasion qui leur est offerte d'une concertation et se tiennent à la disposition du ministre de l'éducation nationale », estime M. Hubert Condanne, 1^{er} vice-président de la Conférence. Il rap-pelle qu'une très large majorité des présidents avait souligné « l'inutilité du projet » de réforme.

« On veut étudier pour pas être CRS ! »

Deux élèves de la classe de première B 1 du lycée Victor-Duruy, à Paris, Bertil Scali et Ivan de Monbrison, nous ont adressé leur témoignage sur les incidents de jeudi soir.

« 20 h 45 aux Invalides : On voit jaillir dans le ciel des feux d'artifices. Tout à coup nous réalisons que ce sont des larmoyan-gènes. Les larmes coulent jusque dans le cou. Les yeux injectés de sang, nos visages brû-lent. Nous avons reculé d'une dizaine de mètres. Un nouveau jet de larmoyants. Nous reculons encore. Alors que nous étions sur le « front », nous nous retrouvons derrière les chaînes. Un homme que nous ne voyons pas, dans la pénombre, hurle des ordres dans son haut-parleur. Il galvanise la foule surchauf-fée : « Formons des chaînes, ne reculez pas, nous passerons la nuit ici. Avancez douce-ment, il y en a derrière qui se font charger... »

Nous sommes maintenant aux ambu-lances, il y a de nombreux blessés. Mais de nouvelles larmoyants nous arrivent dessus. Certains braves, devant, répondent aux CRS : Ils leur renvoient leurs larmoyants, leur jettent nos neveux qu'ils projettent... Un couple s'embrasse alors que l'on criait « Chirac démission, on n'est pas au Chili », au rythme des coups de feu. On croit entendre un canon tonner. « On a honte de la France ! », « On veut étudier, pour pas être CRS ! » « Chirac, en 88, on s'en souviendra ! », hur-lent les étudiants à pleins poumons.

Le camion d'où parlait le meneur et où se situait le podium, recule. Il est sifflé. « Arrê-tez le camion ! », crie quelqu'un. On entend un autre dire : « Il n'y a plus de service d'ordre ». Nous voulons retourner sur le « front ». Là nous pouvons voir les CRS ali-gnés. Il n'y a plus que des « mecs » parmi les étudiants, ils sont armés de barres de fer ou de bois et portent un foulard sur le nez...

Nous allons à la Sorbonne. Pour nous entendre, nous devons crier. Des camions transportent des étudiants. Nous sommes à la tête du cortège. Une voiture de filés est devant. Elle observe nos mouvements. Le service d'ordre rentre les chaînes des cafés. Nous formons les chaînes.

« 22 h 10. Une fille dit : « Les chaînes, c'est pas la liberté, faites pas de chaînes... » Les gens, aux fenêtres, sont étonnés. Les appartements s'écroulent. Un homme joue du cor à sa fenêtre. Il est acclamé.

Nous sommes boulevard des Invalides et nous nous dirigeons vers Montparnasse. Les pavés sont mouillés. Serait-ce les camions à eau ? Nous formons des chaînes pour détour-ner les voitures. Une d'elles force dans la manif. Elle se fait tabasser. Les bus reculent.

« 23 heures. Après un détour par un dédale de rues, nous nous retrouvons rue de Rennes. Nous allons avec les CRS qui perle-ment avec des délégués étudiants. Les CRS croient que les étudiants vont charger, ils sont surexcités. Nous sommes avec les

chefs, nous leur expliquons que nous ne vou-lons pas d'affrontements : ce serait un vérita-ble carnage. Le délégué cite les personnes importantes qui sont avec les manifestants. Les CRS avancent, menaçants, sans avoir reçu aucun ordre de leur chef ; ils écartent les délégués. Un seul de ces derniers est resté ; il essaie en vain de calmer les CRS : il se fait jeter. La charge semble imminente.

« Chargez-vous si nous étions assis ? », demande plusieurs fois un étudiant. Fina-lement, un CRS répond : « Bien sûr ! » Les CRS nous accordent une manif sur les grands bou-levards, en direction de Denfert-Rochereau. Le « pacte » est conclu ; ils nous donnent une voiture pour rester en contact radio.

On voit arriver un canon à eau. Les CRS avancent, très menaçants. Un de leurs délé-gués calme le chef, extrêmement agressif, en lui expliquant la situation.

Nous nous retrouvons boulevard Saint-Germain. On aperçoit un énorme feu au milieu de la chaussée. Il y a de la fumée partout. Nous ne pouvons plus respirer. Des feux cré-pillent. Des sirènes hurlent, les étudiants cou-rent, c'est la folie, où sommes-nous ?

« 23 h 45. Nous sommes à la Sorbonne : les CRS ont été débordés, ils chargent. On entend des cris de tous les côtés. De nom-breux groupes sont courus par des CRS. Des filles se font tabasser. Ils interpellent tous les groupes, bloquent les rues, arrêtent des adultes : nous passons, l'air candide, comme si de rien n'était... »

Une protestation

A la différence du mouvement des « enfants de 1985 », l'actuelle protestation lycéenne, encore balbu-tante mais en cours de structu-ration, est nettement plus politisée.

JEAN-PIERRE CLERC.

Les lycéens italiens à nouveau dans la rue

ROME de notre correspondant

En Italie aussi, les lycéens s'agitent. Mais ici, ce serait plutôt contre l'absence de plan gouvernemental pour l'école ! Des manifestations de diverses natures ont eu lieu, le ven-dredi 5 décembre, dans plus de cent cinquante villes avec près de quatre cent mille participants, assure la Ligue des lycéens, émanation de la Fédération des jeunes communistes, principale organisation du mouvement. Aucun incident n'a été signalé. A Rome, un sit-in a bloqué pendant une heure le ministère de l'éducation nationale.

Le malaise actuel des adolescents, a pour l'essentiel, la même justifi-cation que celui de l'automne dernier,

qui avait jeté dans la rue durant toute la seconde moitié de premier trimestre scolaire des centaines de milliers de jeunes gens et de jeunes filles : les conditions de travail dans les établissements, lamentables dans la plupart des cas, qui font de l'édu-cation, juste après la santé, la cible principale de toutes les critiques des citoyens. Il s'y ajoute, cette fois, un élément supplémentaire de nature nettement plus politique : l'opposi-tion à une loi, adoptée au début de l'année par la majorité au Parle-ment, organisant les modalités de l'enseignement religieux dans les écoles publiques.

Aux termes de ce texte voté en application du nouveau concordat, signé en février 1984 entre le gou-vernement socialiste et le Saint-

Sighe, « l'heure de religion » est devenue facultative. En réalité, la quasi-totalité des parents y ont fait inscrire leurs enfants, de même que la très grande majorité des lycéens autorisés par la loi à décider par eux-mêmes ont opté en faveur de la participation à cette matière. Dans les milieux laïcs, l'insatisfaction est réelle, en particulier du fait que la loi a prévu que l'heure de religion serait désormais également proposée dans les maternelles.

Une protestation

Outre les jeunes communistes, diffé-rents groupuscules d'extrême gau-che sont actifs dans les assemblées de coordination. Les jeunes catho-ques, fort présents dans les lycées italiens, se sont, en revanche, gé-néralement abstenus de participer aux manifestations.

Les enseignants, de leur côté, sont engagés depuis plusieurs semaines dans un mouvement de protestation à l'occasion du renouvellement trien-nal de leur convention collective. Depuis le 2 décembre, ils n'assurent plus la première heure matinale, de la maternelle au lycée. Ils réclament une augmentation brute mensuelle de 1 000 F, soit le double de ce que leur offre le gouvernement.

Culture

THÉÂTRE

« Regarde, regarde de tous tes yeux », de Danièle Sallenave

Voyage en émotion

Danièle Sallenave dissèque avec précision le regard de deux drôles de petites filles.

Danièle Sallenave a obtenu en 1980 le prix Renaudot pour son livre *Les Portes de Gubbio* avant d'être distinguée, au printemps dernier, par le *Monde*, pour ses nouvelles rassemblées sous le titre *Le Printemps froid*, couronné meilleur recueil paru ces dix dernières années. Au théâtre, elle a commencé sa carrière par deux traductions de Pirandello : *Les Gênes de la montagne*, pour Georges Lavaudant, et *Six Personnages en quête d'auteur*, pour Bruno Béglin.

Regarde, regarde de tous tes yeux est donc la première pièce de Danièle Sallenave. Ouvrage qui ne serait certainement pas si déroutant si ce n'était le parti de faire jouer le rôle de deux petites filles par deux comédiennes d'âge mûr, Emmauella Riva et Madeleine Marion, si ce n'était encore de nous présenter le corps nu d'un vieil homme, interprété par Jean Martin. L'univers des petites filles n'est pas connu, mais, autant qu'il ne souvienne l'acuité diabolique de leur regard, le sens démoniaque du réalisme qu'elles manifestent dans leurs conversations et leurs yeux m'intriguent peut-être moins qu'ils ne m'effrayaient.

Assister alors aux jeux les plus simples dans la salle d'études d'un collège des années 50, c'est nous faire retrouver très vivement des émotions enfouies dont on aperçoit vite que l'on avait eu tort de les esca-

moter, c'est nous les restituer plus violentes encore, menacées par un temps de la vie où la mort se mêle au jeu. Dénatrer crûment, fut-ce sous les lumières douces de Jean Kalman, un homme aux cheveux blancs, au dos voûté, aux chairs molles, c'est prouver le passé et l'avenir à leur degré de fragilité le plus extrême.

Choisir, enfin, pour titre de cette œuvre, l'injonction que le bourreau adresse à Michel Strogoff, c'était prévenir d'une aventure. La belle aventure de ce spectacle rigoureux, important.

OLIVIER SCHMITT.

★ Petit-Odeon, 18 h 30, jusqu'au 27 décembre.

« La Charrue et les étoiles », d'O'Casey

Entre le ciel et l'enfer

L'insurrection des petites gens de Dublin, vécue par des acteurs au grand cœur dans un théâtre flamboyant neuf de Gennevilliers.

Avec *La Charrue et les étoiles*, d'O'Casey, Bernard Sobel inaugure son théâtre flamboyant neuf de Gennevilliers, financé à parité par la ville et par l'Etat et construit autour de l'ancienne salle des fêtes, entièrement remodélisée par Claude Vasconi, qui, dans un même élan, a rénové le marché et quelques logements tout proches.

Le scénographe en a été conçu sur le modèle de la Shaulbühne de Berlin-Ouest : deux vastes plateaux, que l'on peut réunir ou séparer, à volonté, tout comme les deux salles (trois cents et quatre cents places, avec gradins modulables) situées de part et d'autre des plateaux. L'aire de jeu est impressionnante, sobre, démodée. A double tranchant : elle peut accueillir le solennel des personnages, ou celle des acteurs.

Il est bien sûr, ces personnages de *La Charrue et les étoiles*, ces petites gens de Dublin, seuls et trop entassés dans leurs logements exiguës, perdus dans une révolution trop grande pour eux. O'Casey situe sa pièce en 1916, en Irlande. Les « volontaires irlandais », nationalistes hon teux, et l'Armée des citoyens irlandais, une organisation ouvrière, progressiste, font front commun pour libérer l'Irlande du joug anglais. L'insurrection sera réprimée dans le sang. O'Casey a vécu cette révolte, et quand sa pièce est créée, en 1926, elle suscite des émeutes et marque son exil définitif d'Irlande.

Mais, et c'est ce qui nous touche encore aujourd'hui, il focalise l'attention sur ses pauvres personnages, avec tendresse, et sans merci. Ils sont égoïstes jusqu'à la lâcheté, saouls, mesquins, malades, de rancœur, de tuberculose, d'angoisse. L'humanité est à leurs portes, ils ont la peur au ventre, pillent les magasins évanouies avec une atroce avidité. Capables du pire, et du meilleur.

Bernard Sobel, lui non plus, ne tient pas de discours sur l'histoire. Il focalise le feu sur ses acteurs. Il y a Nora la bouche rouge qui, dans ce

monde grossier, rêve sa vie, son amour. Nora, la coquette, qui court la nuit sur les barricades pour ramener son Jack (Maxime Leroux). A la fin de la pièce, elle a tout perdu : mari, enfant et raison. Evelynne Didi joue Nora. Dans sa robe rouge, elle oppose à la grisaille ambiante toute sa ténacité, avec une fragilité d'enfant.

Pourquoi donc la pièce traîne-t-elle parfois en longueur, alors que pas une ligne, pas une seconde n'est à soustraire. Précisément parce qu'il n'est pas simple d'occuper un tel espace. Et le décor de Titina Maselli, très allégorique, semble imposer à Bernard Sobel un carcan statique, emphatique, inutilement. On a envie de gros plans, parfois, sur ces merveilleux personnages. Ils restent coincés dans leurs appartements de guinguette, ouverts sur la tranchée, comme on le voit, parfois, dans la rue, quand les immeubles sont en cours de démolition. Les rails métalliques semblent, dans cette architecture, dépareillée, cliquants, tout comme ce groupe de personnages sculptés dans la résine noire et censés figurer les révolutionnaires, la rue en marche.

C'est dommage, mais ce n'est pas une raison pour ne pas se rendre à Gennevilliers, écouter *La Charrue et les étoiles*, du nom du drapier d'une révolution avortée, vécue par de petites gens, entre l'enfer et le ciel.

ODILE QUERROT.

★ Théâtre de Gennevilliers, jusqu'au 14 décembre.

MOIS DE LA PHOTO

Du beau linge pour Agnès B.

Contactés début août par Agnès B., acrobate, quatre photographes, de Duane Michals à Bernard Faucon, mais aussi des inconnus, se sont vus proposer de photographier où ils veulent, dans un format unique (40 x 60), et en respectant chacun son style, la fameuse étiquette neutre — noir, blanc ou gris, homme, femme, enfant — marqué par ses pressions et vendu à quatre-vingt mille exemplaires en sept ans.



DOMINIQUE MARCHOU

P. R.

★ Des photographes et le cardigan pression. Galerie du Jour, 6, rue du Jour, 75001 Paris. Jusqu'au 6 janvier 1987.

Communication

Après la désignation des présidents de chaîne

Des nominations diversement appréciées au sein de la majorité

Coup d'éclat : la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) change tous les présidents de l'audiovisuel public. Coup de maître ? Ou coup de main du RPR ? A l'UDF, au Parti républicain, chez les baristes ou les centristes, bref dans les rangs des alliés du mouvement chiracien, chacun a son idée ou... ses arrière-pensées.

Mais il y a ceux qui ne souhaitent pas parler, tel M. Michel d'Ornano. Ceux qui refusent de se prononcer sur les choix de la CNCL, conformément à la loi, comme le précise le sénateur Jean Cluzel. Ceux, enfin, qui ne s'embarrassent pas de ces considérations. « La Commission nationale a eu raison de changer tous les PDG », affirme ainsi M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur. Le nouveau président d'Antenne 2 lui paraît « sûr » et celui de Radio-France « compétent », M. Fourcade

« Les Nouvelles calédoniennes » vendues au groupe Hersant

L'unique quotidien de Nouvelle-Calédonie, *Les Nouvelles calédoniennes* (Nouméa), devrait appartenir au groupe de presse de M. Robert Hersant à partir du 31 décembre, un « engagement de réserve » ayant été souscrit envers les deux propriétaires actuels du titre. M. Henri Morry, membre du groupe Hersant, s'est refusé à indiquer le montant de la transaction mais a indiqué que « des intérêts locaux » avaient été associés à ce rachat. *Les Nouvelles calédoniennes* devaient être « amidiées », sans subir de changement majeur.

Rédigé par une vingtaine de journalistes, le quotidien de Nouvelle-Calédonie, créé il y a une quinzaine d'années, est diffusé à 18 000 exemplaires. Lié à l'actuelle majorité, il s'est cependant montré critique à l'égard du mouvement anti-indépendantiste. Le rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) présidé par M. Jacques Lafleur, député RPR.

Avec *Les Nouvelles calédoniennes*, le groupe de M. Hersant renforce son implantation outre-mer. Il possède en effet le quotidien *France-Antilles*, dirigé par le fils du patron du *Figaro*, M. Jacques Hersant, et qui est le seul quotidien diffusé en Guadeloupe et en Martinique. Le groupe s'intéresse de près au deuxième réseau de télévision de RFO, que le gouvernement a l'intention de privatiser.

regrette seulement, à FR 3, le départ de M. Langlois-Glandier.

Officiellement, pourtant, par la voix de son porte-parole, le PR se fait plus nuancé. M. Philippe Vasseur précise ainsi (1), avec un sens consommé de la litote, qu'il ne lui aurait « pas été désagréable » que la CNCL fasse « preuve de plus d'audace et d'imagination », même s'il lui « fait crédit de croire qu'elle a exercé ses choix librement ».

Dans les cabinets ministériels UDF et officiellement cette fois, ce crédit n'existe pas vraiment. On parle ici de « double écosystème », là de « verrouillage RPR », et l'on présente la nomination à RFI de M. Henri Tézénas du Montcel comme une concession minimale, une « carotte ». Mais d'esclandre point. Solidarité gouvernementale oblige en cette période difficile.

Le député François d'Aubert n'a pas de ces pudeurs-là. « Je tire un peu la sonnette d'alarme », déclare-t-il au micro de France-Inter, car il serait dommage que nous ayons une loi libérale dont la pratique serait antilibérale. « Un avis totalement partagé par sa collègue, M^{me} Christine Boutin. L'un et l'autre ont, il est vrai, des raisons de s'interroger. Députés baristes, ils n'en représentent pas moins l'Assemblée nationale au conseil d'administration d'Antenne 2 et de Radio-France.

Une offensive très forte a été menée dans la majorité pour que leur mandat ne soit pas renouvelé. Demeure alors l'éternelle question : comment couper le « cordon ombilical » entre télévision et gouvernement ? Si M. Cluzel choisit à la tribune du Sénat de rappeler à chacun ses responsabilités en soulignant qu'il incombe aux parents d'assurer l'éducation de leurs enfants », M. Alain Lamassoure, député giscardien, fait preuve de plus de pessimisme. La seule façon d'y parvenir est à ses yeux de réduire, voire de supprimer totalement l'audiovisuel public. « L'Etat n'a pas de grands quotidiens. Tant qu'il aura des chaînes de télévision, il sera soupçonné d'intervenir. » Faut-il comprendre qu'il faille sacrifier un peu de la création audiovisuelle à l'immaturité d'une classe politique ?

PIERRE-ANGEL GAY

(1) *Libération* du 5 décembre.

RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans l'article sur le « mode d'emploi du câble parisien » (*le Monde* du 4 décembre). Le numéro de téléphone de Paris-Câble est : 46-78-66.55.

Les premiers administrateurs des sociétés publiques de l'audiovisuel

Après la nomination des nouveaux PDG des chaînes publiques de radio et de télévision par la CNCL (*le Monde* des 5 et 6 décembre), les nouvelles administrations de ces sociétés sont peu à peu connues. Ainsi, conformément à la loi Létard sur l'audiovisuel, de nouvelles nominations ont lieu au sein des conseils d'administration de ces sociétés et de l'INA. Des conseils composés de douze membres avec un mandat de trois ans : quatre représentants de l'Etat nommés par décret, quatre personnalités qualifiées nommées par la CNCL, deux parlementaires désignés respectivement par l'Assemblée nationale et le Sénat, et deux représentants du personnel.

Voici la liste des premiers administrateurs d'Antenne 2, FR3, Radio-France, RFO, RFI et INA :

● **ANTENNE 2**

Nommés par la CNCL : M. Claude Contamine (PDG), M^{me} Hélène Gisserot, membre du Conseil supérieur de la fonction publique ; M. René Rémond, président du conseil d'administration de la Fondation nationale des sciences politiques, co-directeur de la revue *Historiques* ; M. Pierre Viot, conseiller-maire à la Cour des comptes, président de l'Association du Festival de Cannes.

Nommé par le Sénat : M. André Fosse, ancien ministre, sénateur (Union centriste) des Hauts-de-Seine, président honoraire du *Parti libéré* (renouvelé dans ses fonctions).

● **FR3**

Nommés par la CNCL : M. René Han (PDG) ; M. René Bojjeau, PDG du *Populaire du Centre*, directeur général de la *Montagne* et du *Journal du Centre* ; M. Dominique Bozo, conservateur en chef des Musées de France, délégué aux arts plastiques au ministère de la culture et de la communication ; M^{me} Marie-France Flisier, comédienne.

Nommé par le Sénat : M. Michel Mironde, sénateur (UREI) de Haute-Saône, vice-président de la commission des affaires culturelles (renouvelé dans ses fonctions).

● **RADIO-FRANCE**

Nommés par la CNCL : M. Roland Faure (PDG) ; M. Pierre Chauvaud, universitaire, membre de l'Institut ; M. Alain Langier, professeur à l'université Pierre-et-Marie Curie, chef du département de cancérologie à l'hôpital Tenon ; M. Maurice Leroux, chef d'orchestre, compo-

teur, ancien directeur de l'Orchestre national de l'ORTF.

Nommé par le Sénat : M. Jacques Carat, journaliste, sénateur (PS) du Val-de-Marne, secrétaire de la commission des affaires culturelles (renouvelé dans ses fonctions).

● **RADIO-TÉLÉVISION FRANÇAISE D'OUTRE-MER (RFO)**

Nommés par la CNCL : M. Jean-Claude Michaud (PDG) ; M. Raoul Betteille, conseiller à la Cour de cassation ; M. Alain Plantey, conseiller d'Etat, membre de l'Institut ; M. Jacques Sallobert, conseiller du groupe Europe 1, ancien directeur général de TMC et ancien directeur de l'information d'Antenne 2.

Nommé par le Sénat : M. Daniel Millaud, sénateur (Union centriste) de la Polynésie française.

● **RADIO-FRANCE INTERNATIONALE (RFI)**

Nommés par le ministre de la culture et de la communication : M. Henri Tézénas du Montcel (nommé PDG par la CNCL) ; M. Gérard Coste, directeur de la communication au ministère des affaires étrangères ; M^{me} Christine Desouches, maître-assistant à l'université Paris-1 ; M. Jean-Claude Buhfer, administrateur civil hors classe.

Nommés par la CNCL : M. Francis Belle, vice-chancelier de l'Académie de Paris, directeur de l'Institut français de presse ; M^{me} Hélène Carrière d'Espousses, professeur, historienne ; M. Maurice Herzig, ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, président de Trison-France ; M. Edouard Sablier, conseiller diplomatique de Radio-France, chroniqueur à France-Inter et *Valeurs actuelles*.

Nommé par le Sénat : M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur représentant les Français établis hors de France, vice-président du Parti radical valaisien.

● **INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (INA)**

Désignés par la CNCL : M. Henri Amouzeux, membre de l'Institut, éditorialiste au journal *Rhône-Alpes* ; M. Georges Beauchamp, vice-président du Conseil économique et social ; M. Pierre Cardinal, réalisateur de films ; M. Jacques Toja, comédien, ancien administrateur général de la Comédie-Française.

Nommé par le Sénat : M. Adrien Gonteyron, sénateur RPR de la Haute-Loire.

VARIÉTÉS

Rencontre avec Serge Gainsbourg

Un papa pour Lolita

La mode s'est mise aux couleurs de Serge Gainsbourg depuis quelques années. Et l'auteur de la Javanaise, en esthète flamboyant et apparemment désinvolte, compose, écrit, réalise à partir de distorsions volontaires sur sa propre image.

Coup sur coup, Gainsbourg publie le premier album de chansons de Charlotte, sa fille, connaît le clip indispensable pour la bonne sortie du disque, présente au livre d'images, d'histoires et d'aphorismes, réalise son dernier spot publicitaire et son troisième long métrage : *Charlotte for ever*, dont il a bien sûr imaginé le scénario, les dialogues et la musique, et qu'il interprète en compagnie de Charlotte Gainsbourg, Roland Bertin et Roland Dubillard.

Les mélodies de l'album, comme toujours avec lui, ont été écrites au piano en une nuit. Les textes, les associations de mots, les pirouettes verbales sont venues après quelques autres nuits blanches, juste avant l'enregistrement à New-York avec le même groupe de musiciens américains dirigé par Billy Rush qui l'accompagna au Casino de Paris.

« Tout n'est que stress »

L'écriture coule naturellement avec un superbe abandon, de l'humour, de la dérision et le jeu tromblant de la fin de l'incense. Lui chantant : « *Charlotte for ever*, es-tu à la hauteur Sans toi Je n'ai plus moi J'adhère à l'infini... » Elle répondant : « *J'aime pas les turbulences Sois plus doux avec moi J'ai dit c'est que j'aime et c'est que j'aime tout C'est un tout le monde que j'aime J'ai dit ça papa...* » Tout n'est que stress On est à bout Sans du pèché Des interdits des tabous ».

Charlotte for ever, le film, poursuit l'exploitation du thème de Lolita, les rapports d'agressivité, de violence et de passion entre une femme-enfant de quatorze ans et son père à la dérive, alcoolique et suicidaire et qui ne survit qu'à travers le regard de sa fille.

« J'ai tracé le scénario pour que l'on puisse tourner pendant les

vacances scolaires de Charlotte. Tout s'est pratiquement fait en studio. En vase clos. J'ai exigé une lumière très contrastée, des grands mouvements de caméra, des plans-séquences. Avec la réalisation de spots publicitaires soumis aux exigences du chronomètre, j'ai appris à ordonner les objets. J'ai fait le film avec au fond de moi le désir de recommencer à peindre.

Sur le plateau, j'avais abandonné mes rations de double pastis. J'étais au champagne. J'ai joué sur les émotions des comédiens, je leur ai volé des moments de tension ou de relâchement. Charlotte a été masquée. Je lui demandais de pleurer. Elle me disait : « Donne-moi deux minutes, papa... » Alors, je burlais autour de moi : « Vos gueules ! Silence. Quand Charlotte se retourne, elle avait les larmes aux yeux. Une demi-heure plus tard, elle rentrait dans sa loge et retrouvait Mickey.

Charlotte for ever, c'est un peu un décalque de la vie. Seul que Gainsbourg n'est pas suicidaire. Je suis invincible. On alors ça sera une mort genre Lennon.

On va peut-être me dire encore qu'il y a des longueurs dans *Charlotte for ever*. Alors, je vais dire ceci : je vais au Louvre, je vois des toiles de petits mecs et je me casse. J'arrive devant un Delacroix et je reste arrêlé-image. Je reste là-dessus. Un quart d'heure médusé, sublimé. Ça me rentre dans le cerveau par les yeux. Et puis brusquement il y a un comédien qui déclare : « Il y a des longueurs sur le Delacroix... »

Retrouver Lucien

Gainsbourg rêve aujourd'hui de retrouver Lucien Gainsbourg, qui avait choisi la peinture et qui a brûlé toutes ses toiles juste avant d'atteindre la trentaine. Sans doute songe-t-il aussi à abandonner les déformations de l'acteur qui a joué (et joué) brillamment sa vie pour la réalité. Mais avant il donnera une série de concerts pour célébrer le 2 avril 1988 ses soixante ans.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Album : Philips. Livre : Gainsbourg par Alain Corbin, Franck Lhormeau et Gainsbourg, Denoël, 192 p. Film : sortie le 10 décembre.



Culture

PATRIMOINE

Vente des collections du musée Castera, fermé depuis 1952

Le Gers aux enchères

Le dimanche 7 décembre aura lieu, à Auch, la dispersion, par enchères publiques, des collections d'un musée national à l'abandon. C'est une première.

AUCH
de notre correspondant

La petite préfecture du Gers est en ébullition. Dimanche va être vendu au plus offrant un peu de son âme, l'héritage du professeur Lannelongue (1840-1911), natif de Castera-Verduzan, une petite bourgade proche. Un héritage dont il reste aujourd'hui cent trente et une pièces, évaluées au minimum à 3,2 millions de francs.

Chirurgien de renom, ami de Gambetta, médecin des grands, Félix Faure, Sarah Bernhardt et le tsarévitch, député et sénateur de surcroît (1), le professeur avait, par volonté testamentaire, fait don à l'Etat de sa maison natale et de ses trésors artistiques, « afin de créer, dit-il, un musée d'enseignement » pour l'édification culturelle des paysans du canton de Castera. Deux mois après sa mort, son ami le président Fallières signait l'arrêté « portant acceptation par l'Etat de la donation en faveur du musée de Castera ».

Mélas ! la suite de l'histoire n'est pas aussi brillante. Dès 1928, le musée

est dépouillé de ses plus beaux joyaux, les fameuses tapisseries des Gobelins sont transportées au Louvre, et le pactole laissé par le Professeur Lannelongue pour l'entretien de l'ensemble est frappé par la dévaluation du franc. La direction des musées traîne la maison de Castera comme un boulet. En 1952, le dernier conservateur étant décédé et les gardiens partis à la retraite, elle forme définitivement le musée.

Conformément à la volonté du testateur, les héritiers ont demandé la réouverture du musée ou la restitution de l'héritage artistique à leur profit. Après avoir longtemps tergiversé, la direction des musées va opter pour la seconde solution, et c'est ainsi, en vertu d'un arrêté ministériel du 21 juillet 1982, qu'intervient — c'est, paraît-il, une première historique — la restitution du patrimoine de l'Etat à des particuliers.

Mais, avant de mettre en vente aux enchères les collections du professeur, il a fallu d'abord les récupérer dans les lieux où elles se trouvaient. Car, au cours des années, et dans la plus parfaite illégalité, le musée de Castera avait été vidé de ses plus beaux ornements. Un incroyable escamotage d'un musée national au profit de différentes administrations ou collectivités, le tout accompli, semble-t-il, avec la complicité passive de la direction des musées (Castera, c'est loin...) et celle, beaucoup plus active, de tels ou tels fonctionnaires locaux, souvent d'ailleurs animés des meilleures intentions.

Car faut-il estimer coupable cet ancien directeur des archives du Gers qui puisa dans la collection avec le louable mais chimérique espoir de créer un musée à Auch ? Faut-il appeler complice tel haut fonctionnaire qui, dit-on, signala par son épouse, ne restant jamais à la maison de Castera les ornements empruntés pour la décoration de la préfecture ?

Reste que les Gersois ont du mal à comprendre : oui, ce sont bien la chaise à porteur et les tapisseries d'Aubusson de la préfecture, les falences du musée d'Auch, les œuvres entrées aux archives et même tous les tableaux de la salle du conseil de la mairie de Castera qui seront vendus dimanche à l'encan.

De ce fait, la vente risque de réserver quelques scènes amusantes, la mairie d'Auch essayant par exemple de racheter les falences que tout Auchain croyait jusqu'alors être sa propriété légale. Et pourquoi n'aurait-on pas un représentant de l'Etat rachetant les tapisseries d'Aubusson ? Les rieurs, il y en a aussi dans cette affaire, vont jusqu'à évoquer la réapparition du bras de Gambetta, amputé par les soins du professeur et que le chirurgien a emporté en quittant la salle.

DANIEL HOURQUEBIE.

1) La vie du professeur est détaillée dans un livre qui vient de sortir aux Editions Charles Corlet, intitulé *Le Bistouri et la Fortune*, signé Claude Vanderpoelen, chirurgien à l'Institut Maurice-Lannelongue.

NOTES

L'Orchestre de Paris dirigé par Solti

Superbe soirée : l'Orchestre de Paris retrouvait Sir Georg Solti, son chef de 1972 à 1975. Disciple ou fils spirituel de Toscanini et de Bruno Walter, dont il fut l'assistant — pour l'un à Salzbourg, pour l'autre à Budapest, Solti incarne la tradition des grands kapellmeisters à l'aurorité rayonnante. Peu importe sa gestique paradoxale, heurtée, brusque, comme d'un coiffeur brisant les résistances, avec ces mains cabrées, promptes comme l'éclair ; elle est efficace, communique aux instrumentistes un courant intense, qui s'épanouit dans des interprétations d'une plénitude orchestrale, d'une droiture et d'une authenticité irréfutables.

Ce sentiment très fort, on l'éprouvait déjà dans le puissant flux musical soutenant la 9^e Symphonie de Haydn, si peu comme, avec un équilibre souverain, un brio et une impétuosité qui magnifiaient cette œuvre d'un créateur au sommet de son art.

Et, plus encore peut-être dans l'immense maelström mahliérien, très dramatique dans cette vision expressionniste alliant l'éclat presque meurtrier des timbres avec la majesté de phrases creusant jusqu'au tréfonds.

Il semble que Solti ait atteint à une nouvelle grandeur dans cette 9^e Symphonie, qu'il sculpte avec une puissance herculéenne, illuminant ces polyphonies d'une folle complexité, donnant tout son poids de souffrance, d'espérance, de joie épre, à cette symphonie éthérée où la mort et la vie poursuivent l'inlassable dialogue de Mahler.

JACQUES LONCHAMPT.

André Malraux, un antidessein

Antidessein, ce mot forgé par l'auteur de *L'Intemporel* sert de leitmotiv à son œuvre entière. M. Jacques Chirac devait en souligner la finalité au cours de son discours inaugural, en terminant le survol d'une existence qu'on ne peut qualifier de tout repos : « Mais le sens véritable de la vie, la seule entité qui puisse faire pièce à la mort, et qui va fonder désormais la cohérence de l'écrivain et de l'homme d'action, c'est l'art, cet « antidessein ».

Sous les yeux du visiteur défilent donc à grand renfort de photos et de documents les étapes d'un passé

aventureux : les débuts littéraires (la revue *Action*) ; l'aventure cambodgienne et la campagne parisienne en sa faveur (par exemple un article d'André Breton dans *les Nouvelles littéraires* du 16 août 1924) ; le journal anticolonialiste *L'Indochine* ; le Front populaire, la guerre d'Espagne, la Résistance, la brigade Alsace-Lorraine et enfin les vingt-cinq ans d'amitié avec le général de Gaulle.

L'antidessein, ce sont aussi, ce sont surtout ses livres. Ils sont tous là depuis *Les Lignes en papier* de 1921 jusqu'à *Miroir des Limbes* de 1976, et bien entendu quelques exemplaires de grand luxe : illustrés par André Masson *les Conquérants* (Skira), *l'Espoir* (Gallimard) ; par Zao Wou ki *la Tentation de l'Occident* (Bibliothèque de la Pléiade) ; par Chagall *Et sur la Terre* (éditions Maeght).

L'itinéraire est jalonné de sculptures khmères, hindoues, extrême-orientales, pour déboucher en fin de parcours sur la reconstruction du petit musée personnel, et non imaginaire, que l'écrivain avait sous les yeux dans son cabinet de travail : deux Picasso (*Nu dans un fauteuil* de 1944 et *Nature morte* de 1945), deux Fautrier, deux Braque, le *Paysage vineux* de Jean Dubuffet, un Balthus, un Chagall, *l'Apprenti ouvrier* de Roussin.

N'était-ce donc que cela ? comme le demande un de ses titres. Peut-être, mais le reste n'est rien.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Hôtel de Ville de Paris, entrée rue de Lobau. Jusqu'au 27 décembre.

Le grec chic des Poirier

Naissance de Pégase : Pégase est un brave sage cheval de plâtre qui sort de terre. Ses pattes arrière y sont encore prises, il regarde vers le ciel, dédaignant les ruines et colonnes que son sabot gigantesque va renverser au pas suivant. Pégase est recouvert de feuilles d'or ; les ruines, colonnes, collines et ébouillis qu'il foule de charbon de bois finement taillé, émaillé ou collé. Noir et or, surnaturel et antique : Anne et Patrick Poirier présentent si fort la fidélité qu'ils s'en tiennent aux méthodes et aux thèmes qui leur ont valu leur première célébrité. Leur néo-classicisme est donc aujourd'hui luxueusement décati ; les temples de pierre ou de bois s'y ébriquent et croquent avec infiniment d'élégance, et ne meurent pas sans laisser au spectateur le temps d'admirer leur

ordonnance et l'adresse des deux artistes.

Le bronze et le marbre font, sous leurs mains habiles, de faux fragments tout à fait élégants. Jamais depuis les jardins à pseudo-vestiges du dix-huitième siècle on ne pousse plus avant le culte du pastiche archéologique. Il ne manque même pas l'inscription incomplète et énigmatique chère aux touristes paléographes qui visitent l'Italie dans les romans de Paul Bourget.

Esi-ce la œuvre de sculpteur ? Il est permis de voir dans ces assemblages le triomphe du décoratif décadent plus qu'une invention fort originale. Et d'attendre qu'un maître en scène offre aux Poirier l'occasion d'un venir à l'opéra ou au théâtre. Ils feraient merveille dans le *Couronnement de Poppée*.

Ph. D.

* Galerie Daniel-Templon, 30, rue Beaubourg, jusqu'au 31 décembre.

Les grands travaux de Bricage

Dans la lignée des « photographes ingénieurs » qui, tels Balzac, Marville ou Durandelle, saisissaient avec lyrisme des réalisations spectaculaires, vestiges aujourd'hui de l'histoire, Claude Bricage, dont c'est la première vraie exposition alors qu'il photographie (principalement autour du théâtre) depuis seize ans, a suivi l'évolution des grands travaux entrepris au cours des années 80.

Non content d'entériner l'avancée du progrès, son objectif scrute les entrailles du sol, pénètre à l'os, jusqu'à la moelle, la structure qui sous-tend l'architecture. Passant au crible le squelette d'Orsay, tirant des vues « escheriennes », des perspectives éblouissantes, de l'opéra de la Bastille ou du Grand Louvre, la libre interprétation du réel, liée à une perception subjective des matières et des hommes, éclot sur une lecture personnelle et sensible du temps.

PATRICK REGIERS.

* Travaux-phots, soixante photographies de Claude Bricage. Studio 3 de la grande halle de La Villette, porte de Pantin, jusqu'au 9 décembre.

© Six nouveaux professeurs à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts. — Six nouveaux professeurs viennent d'être nommés à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts par le ministre de la culture et de la communication. Marcelin Pleynet, professeur d'esthétique, Alain Bonnard, professeur d'histoire des civilisations, Toni Grand, chef d'atelier de sculpture, Joël Kermarrec, chef d'atelier de dessin, Wolfgang Geygen, chef d'atelier de gravure, et Christian Botanski, chef d'atelier pluridisciplinaire, ont été retenus parmi cent vingt et un candidats.

Ces nominations sont intervenues à la suite de départs à la retraite (César, Guignebert, Courtin), de la création d'un poste d'esthétique, du rétablissement d'un poste de professeur des civilisations et du décès de Ferit Iscan.

LA TELE

REMERCIE

LA TELE

DIMANCHE SOIR DE 19 H 30 À 23 H 30

EN DIRECT ET SANS DÉCODEUR

La télé a 50 ans et Canal Plus est heureux de fêter cet événement dimanche soir de 19 h 30 à 23 h 30 sans décodeur en direct de la grande Halle de la Villette.

Merci à tous ceux qui ont fait et qui font la télé de fêter avec nous cet événement exceptionnel. Merci à Michel Drucker, Philippe Gildas, Yves Mourousi, Patrick Sabatier, Pierre Tchernia et Léon Zitrone qui animeront cette soirée. Merci à tous leurs talents pour une fois réunis pour présenter les 50 émissions les plus fameuses de la télé des années passées. Dimanche soir sur Canal Plus, une soirée vraiment pas comme les autres.

LA
TELEVISION
A 50 ANS

CANAL+

La télé pas comme les autres.

HCM

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Lundi 8 décembre à 21 heures

UNIQUE RÉCITAL DU PIANISTE GEORGES

CZIFFRA

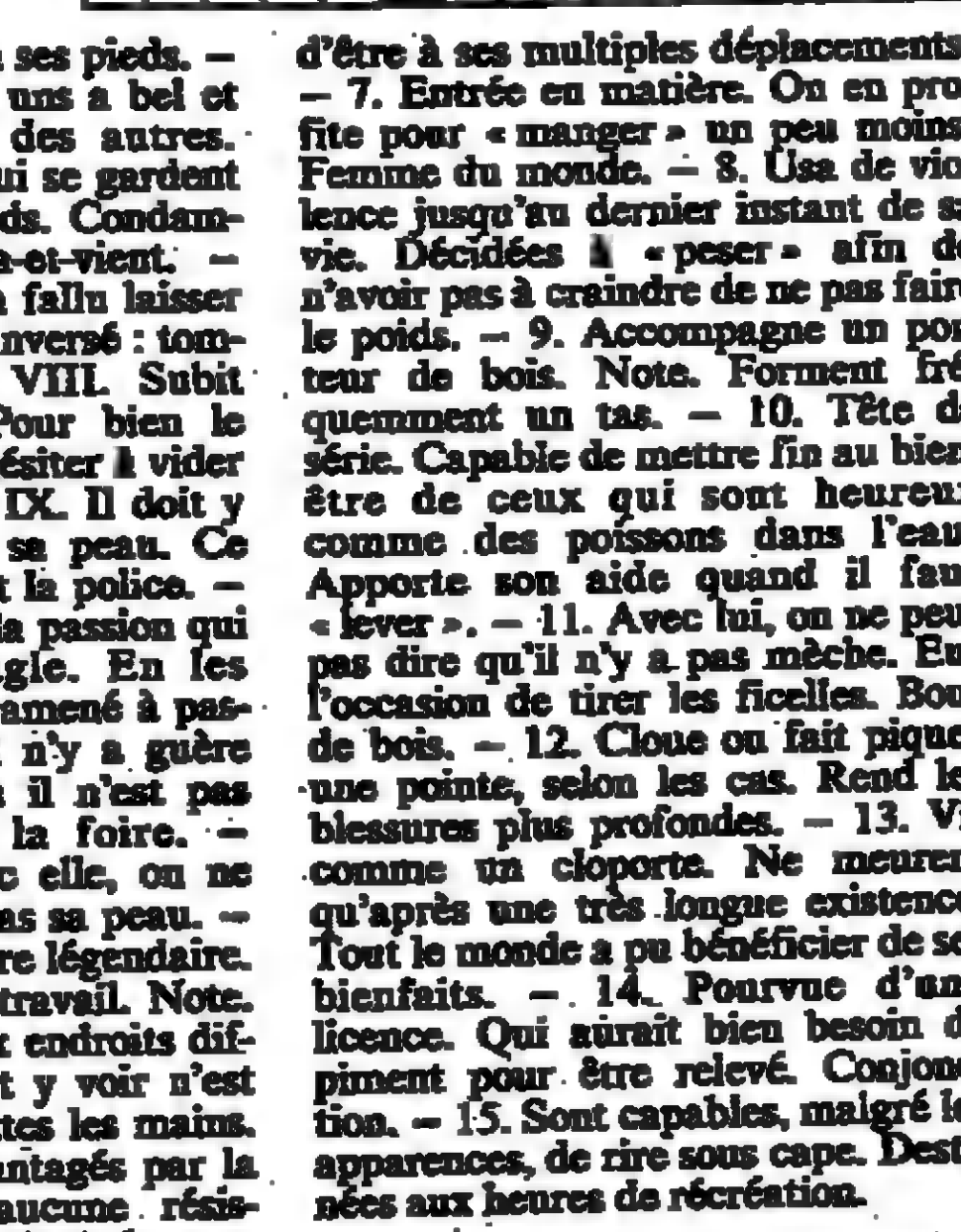
SCHUBERT-CHOPIN-LISZT

Location à la caisse - 15, avenue Montaigne, 75008
Renseignements : 45-04-12-15

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4371
HORIZONTALEMENT

I. Même pour des comédiens chevronnés, cela donne lieu à une mauvaise interprétation. Se laisse manœuvrer dès qu'on lui met la main dessus. — II. Dans sa situation, on ne peut pas dire qu'il n'a rien à perdre. Concentre les regards. Bien entré et donc facile à « sortir ». — III. Il y passe quotidiennement la même chose. En prison mais aussi en liberté. Adoptent, en toutes circonstances, le même système de défense. — IV. Possessif. Pour un cancéro, c'est une absence de retour qui exige sa présence en retour. — V. Il en est un qui fut tour à tour dominé et dominé. Prend les choses en main pour s'occuper de ce qu'il a à ses pieds. — VI. On le bonheur des uns a bel et bien fait le malheur des autres. Nombreux sont ceux qui se gardent bien d'y mettre les pieds. Condamné à de réguliers va-et-vient. — VII. A cause d'elle, il a fallu laisser tomber bien des gens. Inversé : tombé sous le sens. — VIII. Subit d'incessants assauts. Pour bien le nourrir, il ne faut pas hésiter à vider les magasins. Note. — IX. Il doit y laisser davantage que sa peau. Ce sont ses agents qui font la police. — X. Ce n'est certes pas la passion qui rendit son fils aveugle. En les essayant, on peut être amené à passer la main. — XI. Il n'y a guère d'emploi pour lui. On il n'est pas sûr que l'on fasse la foire. — XII. Préposition. Avec elle, on ne risque tout de même pas sa peau. — XIII. Attachée à un être légendaire. Fidèle compagnon de travail. Note. — XIV. Existe en deux endroits différents. Ce qu'on peut y voir n'est pas à mettre entre toutes les mains. — XV. Mûrement envisagée par la situation. N'offrent aucune résistance quand on veut enlever le morceau. Symboles du temps qui passe.



VERTICALEMENT
1. Est réservé à des emplois saisonniers. Pronom. — 2. Établit un contact qui ne saurait se faire sans friction. Est donc bien placé pour éclaircir le débat. — 3. A en, malgré tout, ses heures de gloire. Proverbe : que l'oise n'a pas fermé son bec. Sigle. — 4. Idéale pour accélérer le mouvement. Souvent présents dans un bouquet. — 5. Peut faire partie d'un paquet. Travaille en musique. Artisan de la victoire. — 6. Réalisables avec l'énergie, irréalisables avec l'inertie. A sa donner une raison.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 5 décembre 1986 :

DES DÉCRETS
• N° 86-1235 du 1^{er} décembre 1986 modifiant le décret n° 65-855 du 24 septembre 1965 portant institution d'un corps de la restauration d'art relevant de la direction des musées de France.
• N° 86-1236 du 2 décembre 1986 modifiant le décret n° 86-573 du 14 mars 1986 portant statut des gardes de la chasse et de la faune sauvage.

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 5 décembre 1986 :

DES ARRÊTÉS
• Du 28 novembre 1986 portant création du système informatique NASA (Nomenclature des automobiles sans assurance).
• Du 2 décembre 1986 fixant la valeur du coupon à échéance du 13 décembre 1987 pour les obligations à taux révisable décembre 1987.

• Du 1^{er} décembre 1986 introduisant l'enseignement des techniques des systèmes automatisés et de la production en classe de seconde des lycées.

• Du 1^{er} décembre 1986 fixant le programme du concours d'admission à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud pour la session de 1987 (disciplines littéraires).

ENTREPRISES : Classe d'affaires. L'Association Classe affaires pour la création d'entreprises réunit l'Institut supérieur d'électronique de Paris (ISEP) et l'Ecole supérieure libre des sciences commerciales appliquées (ESLSCA). Le 8 décembre à 20 h 30 au palais des congrès, sous l'égide de cette association, quatre jeunes entreprises expliqueront leurs démarches et leurs succès devant un jury composé de MM. Madelin, Gattaz et Garrec. Une manifestation patronnée par l'Agence nationale pour la création d'entreprises.

PARIS EN VISITES

MARDI 9 DÉCEMBRE

• L'Opéra et ses souterrains. 13 h 30, marches (Paris passion).
• Les collections du Musée du tabac, l'exposition d'alphabets. 15 heures, 12, rue Sarcouf (Approche de l'art).
• Histoire et fonctionnement du Palais de justice. Un procès des grands délinquants. 15 heures, 15, rue de la Harpe (Régence de la capitale).
• Le Musée de la poste. 15 heures, 24, boulevard de Vaugirard (Paris et son histoire).
• Montmartre mystique, villages et art. 14 h 30, 50, rue de Valenciennes (M. Bessant).
• Cours et passages au faubourg Saint-Antoine. 15 heures, 15, rue de la Harpe (Régence de la capitale).
• Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges. 14 h 30, 15, rue de la Harpe (Régence de la capitale).
• De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise. 14 h 30, 15, rue de la Harpe (Régence de la capitale).

3, rue Rousselle, 17 h 30 : L'Impressionnisme, de Monet à Renoir. 19 heures : L'Art gothique aux XIII^e et XIV^e siècles.
121, rue de Lille, 18 h 30 : Les amis d'Erasmus. (M. Godin, directeur de recherche au CNRS). Réservation, tél. : 47-05-85-99.
Mairie du 1^{er} arrondissement, 4, place du Louvre, 17 h 30 : Le mouvement intellectuel sous le Second Empire. (M. André Schub).
Maison de l'Europe, 35-37, rue des Francs-Bourgeois, 20 h 45 : Le désir et le désir d'absolu.
Université Paris-Dauphine, salle Raymond-Aron, 14 h 30 : L'évolution du marché des logiciels. (M. Ménager).

Paris

Après plusieurs incendies
Renforcement des patrouilles nocturnes dans le vingtième arrondissement

« Les incendies qui ont éclaté dans mon arrondissement depuis trois mois sont dus à une volonté de nuire ? L'hypothèse est loin d'être exclue. » C'est sous cette forme extrêmement prudente que M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et maire (radical) du vingtième arrondissement de Paris, a commenté, le vendredi 5 décembre, les sinistres qui, en quelques semaines, ont fait dix-huit morts et des dizaines de blessés, pour la plupart étrangers, dans le quartier de Ménilmontant.
Manifestement, l'adjoind de M. Chirac tient à calmer les esprits qui, il est vrai, s'animent dans ce quartier de la capitale. « Les incendies sont-ils l'expression de haine raciale ? a-t-il demandé encore. Sûrement pas de la part d'une organisation politique responsable, mais un exalté peut toujours commettre une folie. Si nous étions en présence d'un crime raciste, ce qui n'est pas prouvé, il serait combattu farouchement. »
Au cours même de la conférence de presse, des témoins ont produit de l'acte récemment déposé dans les boîtes aux lettres du quartier par une organisation d'extrême droite domiciliée dans le dixième arrondissement, qui préconise « le rapatriement de tous les immigrés. »
Le maire a assuré que les patrouilles nocturnes seraient renforcées. Mais il a fait remarquer que tous les incendies ont éclaté à l'intérieur des immeubles, à l'abri des regards.

Le Carnet du Monde

Naissances
— Un message de la part de **Paul GRENIER** et **Jean-Jacques CHARDON**, **Noémie** née depuis le 3 décembre 1986.
Décès
— **Alger. Amiens.**
M^{re} le docteur Marcelle Aboulker-Chabot, Les docteurs Michelle et Roland Chabot-Aboulker et leurs enfants, Les docteurs Charles et Sylvie Aboulker-Descombes et leurs enfants, Le docteur Jean et Marie-Louise Aboulker-Riesse et leurs enfants, Ses frères et sœurs, Les familles Seror, Aboulker, Chabot, parents, alliés et amis, font part du décès du **docteur Joseph ABOULKER**, médecin de veau des épidémies, survenu le mardi 2 décembre 1986. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité. 12, boulevard de Châteaudun, 93000 Amiens.

CONFÉRENCES

Salle Chailion-Galliera, 28, avenue George-V, 15 heures : « Tokyo, cité-planète ». — **PARIS : Noël pour tous.** — Comme chaque année, de nombreuses manifestations sont prévues pour les fêtes de Noël. Du 20 décembre au 5 janvier, au Champ-de-Mars, les enfants pourront, à bord de petits trains, parcourir la Forêt enchantée avec ses six cents sapins illuminés, ses animaux et personnages de dessins animés. Le parvis de Notre-Dame accueille du 20 au 28 décembre une crèche vivante des provinces de France. Pour les plus âgés, quatre-vingt-cinq mille, gratuites pour des spectacles de théâtre, opérette, concert, cirque et variétés sort à l'air de la section du bureau d'aide sociale de leur arrondissement. Les maires d'arrondissement ont prévu des arbres de Noël, goûters, spectacles de cirque. A la mairie du seizième arrondissement, jusqu'au 6 décembre, l'Association franco-américaine des volontaires au service des handicapés mentaux (FAVA) organise sa vente annuelle de linge de maison, poteries, meubles, plantes vertes et fleurs, et jusqu'au 5 décembre une exposition-vente des œuvres d'Art Blanc est organisée au profit de l'enfance handicapée et de l'association Parce-Neige qui préside le comité Lino Ventura. Du lundi au vendredi de 10 heures à 18 heures. — FAVA, 24, rue d'Alsace-Lorraine, 75019 Paris. Tél. : (1) 42-45-17-91.

POUR UNE MEILLEURE ORTOGRAFE

Notre orthographe est trop compliquée, inutilement compliquée. Tout le monde en convient, mais personne n'ose y toucher. Pourtant, en 1960 déjà, l'Académie des Sciences adressait un vœu au ministre de l'Education nationale et à l'Académie française en faveur d'une « réforme prudente, une réforme pouvant être acceptée par tous ceux qui ont à cœur la gloire de la langue française ». Elle invoquait les complications « contraires au bon sens et à l'étymologie » et les difficultés « qui freinent l'expansion de notre langue à l'étranger » et qui alourdissent l'enseignement.

Le ministre, M. Paye, nomma une commission, la commission Beslais, qui lui remettait un rapport (édité par la librairie Didier) resté, hélas, sans effet.

Que proposait le rapport Beslais ?

— **SUPPRIMER TOUTES LES CONSONNES DOUBLES INUTILES :** on ne garderait que celles qui s'entendent (accéder, occider, poison + poison, tu courrais + tu courrais).
— **FRANCISER LES LETRES GRÈQUES :** théâtre, rythme, pharmacie, système, technique, cranième...
— **SUPPRIMER LES LETRES PARASITES :** relatif, lag, asser, aggraver, stock, ognon... mais on maintiendrait le e du futur et du conditionnel et les terminaisons qui préparent les dérivations : respect-er, instinct-if, corps (corporal, corsage).
— **ALIGNER TOUTES LES CONJUGAISONS EN -er et -ir sur le même modèle :** il gèle, tu apâtes, ils achètent, je régrète. Ce qui impliquerait la transformation de toutes les graphies identiques : une pèle, une dèle... et peut-être : éle, cèle, tèle, cèle...
— **RENPLACER « X » PAR « S » :** chaque fois qu'il ne s'entend pas : on garderait flexion, exemple, index... mais tous les papiers et terminaisons seraient en « s » : hibous, jaloux, animaux, précieux...
— **UNIFORMISER CERTAINES TERMINAISONS :**
• plénipotentiaire, tertiaire, confidentiel, essentiel...
• critique, remarquable, truquage, praticien, délinquant...
• résidu, excellence... (d'après les participes présents) :
• tous les adjectifs en « -ant » : abondamment, prudemment.
— **RÉGULARISER L'USAGE DES ACCENTS ET L'ORTOGRAFE DES NOMS COMPOSÉS, SIMPLIFIER L'ARÊTE DE 1901.**
Le rapport Beslais avait été longuement discuté. Il était mûrement réfléchi et solidement argumenté. Il devrait servir de base à une réforme menée, même si on n'adopte pas toutes ses propositions.
Professeur retraité, je n'ignore pas qu'une bonne orthographe montre chez un élève des qualités d'attention et de réflexion. Mais l'orthographe ne doit

Anniversaires

— Ce jour, il y a sept ans, **Paul BIGNON** nous quitte.
De la part de **Michelle Bignon, Michèle, Dominique et Marie Laigues-Bignon.**
Avis de messes
— La messe annuelle du souvenir à la mémoire des **Anciens des Chantiers de la Jeunesse** et du **général DE LA PORTE DU THEIL** sera célébrée le mercredi 10 décembre 1986, à 15 h 30, en la chapelle du foyer Maigren, 29, rue de Lozmeil, 75015 Paris (métro Duplex).
Soutenances de thèses
DOCTORATS
— Université Paris-XII, mercredi 17 décembre, à 15 heures, salle G 100 de la faculté de droit de Saint-Maur, M. Sihem El Baccoub : « La création d'un impôt général sur le revenu au Liban et les aspects des systèmes fiscaux français et marocain ». — Université Paris-V, jeudi 11 décembre, à 9 h 30, salle 224, M^{re} Pascale Huruguen : « Contribution à la psychologie des états dépressifs. Etude clinique et psychométrique ».

La télé a 50 ans

Enfants de la télé, votre maman cathodique fête ses 50 ans à la Villette. Une grande expo sur un demi-siècle de petit écran du 2/12/86 au 15/3/87. Pour une fois quittez votre poste!

Avec le concours de PHILIPS et la collaboration du CHTV et de l'INA

cités des Sciences et de l'Industrie la Villette

Société

Le scandale de la Ligne bleue

Une gestion ruineuse à des fins personnelles

M^{me} Nadia Gomez, présidente de l'association d'aide aux cancéreux « la Ligne bleue », a été inculpée, jeudi 4 décembre, d'escroquerie et d'abus de confiance, avec trois autres responsables de celle-ci (le Monde du 6 décembre). Trois des quatre inculpés, dont

M^{me} Gomez, ont été écroués. Cette importante affaire soulève une vive émotion.

« La Ligne bleue » pratiquait depuis sa création en 1982, une intense politique de relations publiques. Son conseil d'administration comportait d'éminentes person-

nalités de la politique et des finances, ainsi que des cancérologues, des journalistes et des publicitaires de renom. M^{me} Gomez est, depuis sa garde à vue, hospitalisée à la salle Cosca. Des scellés ont été apposés au siège de l'association.

Tout a commencé le 26 novembre 1978, lorsqu'une kinésithérapeute de vingt-six ans, Nadia Gomez, ressent une atroce douleur au ventre (1). Après bien des erreurs de diagnostic, un médecin avoue à sa sœur, Annabelle, la nature du mal — un cancer du foie inopérable — dont souffre Nadia. Annabelle décide alors d'aller voir le Docteur Léon Schwartzberg. Hospitalisation à Ambroise-Paré, chimiothérapie intensive de février à avril 1979, l'état de Nadia Gomez se consolide. Mais de guérison, il n'en est pas question. Seule issue : l'intervention chirurgicale, de manière à enlever l'énorme tumeur qui a envahi le foie.

Le 12 avril au soir, le Docteur Schwartzberg lui révèle la nature de son mal. Le 13 avril, Nadia Gomez est opérée avec succès par le professeur Henri Bismuth, à l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif. L'histoire aurait pu s'arrêter là.

Mais, « après tout ce que j'avais souffert », raconte Nadia Gomez, « après ces traitements qui m'avaient obligés à résister, j'avais le sentiment que je n'étais plus la même. Surtout, j'éprouvais le désir de me prendre en charge (...). Je sentais que désormais, il ne suffisait pas d'exister. Il faut agir ».

Un principe simple

Elle n'a plus qu'une idée : venir en aide aux personnes atteintes d'un cancer et à leurs familles. Avec l'aide financière d'un marchand de biens, M. Jean-Claude Isoré, elle crée, le 28 février 1982, l'APAC Association (loi de 1901) d'aide aux personnes atteintes d'un cancer. Le courant passe. Nadia Gomez devient une personnalité connue du Tout-Paris politique, artistique et médical. Elle rencontre M. Bernard Billaud, alors directeur du cabinet de M. Jacques Chirac, maire de Paris, et obtient une subvention lui permettant de s'installer boulevard de la Bastille, dans un local de 500 m². Jacques Seguela baptise l'association du nom de « la Ligne bleue ». Et le 19 avril 1983, les locaux flamboyants neufs sont inaugurés en présence du ministre de la Santé, M. Edmond Hervé.

« La Ligne bleue » va véritablement prendre son envol. Elle reçoit des subventions venant de tous les horizons : 200 000 F de M. Pierre Bérégovoy, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale ; 100 000 F de son successeur, M^{me} Georgina Dufoix ; 30 000 F de la Caisse de dépôts et consignations ; 200 000 F de la Fondation de France ; 100 000 F de l'ARC (Association pour le développement de la Recherche sur le cancer).

En juin 1985, avec l'aide de sa collaboratrice Malté Fourrez, Nadia

Gomez crée la société Développement Action Motivation (DAM). Son objet : recueillir des fonds sur la seule base du démarchage, fonds qui, par la suite, serviront à éditer un luxueux guide de « la Ligne bleue ».

Le principe est simple : embaucher huit courtiers, et leur faire démarcher plus de quatre cents entreprises, en leur proposant d'acheter un espace de publicité dans le guide. Le succès est total. Il faut dire que les arguments promotionnels avaient de quoi séduire plus d'un chef d'entreprise soucieux de verser sa quote-part à une action humanitaire et « purement sociale ».

Dans le guide, le budget de chacune de ces actions était fixé : 300 000 F pour l'accueil des cancéreux dans « un lieu agréable » ; 397 000 F pour leur téléphoner, ainsi qu'à leurs familles ; 100 000 F pour leur répondre par écrit ; 200 000 F pour donner des aides financières aux personnes atteintes d'un cancer, dans une situation alimentaire dramatique ; 1 300 000 F pour financer l'équipe de permanents, et 200 000 F pour informer et organiser des débats.

Le point d'orgue de cette promotion médiatique fut la campagne d'affichage sponsorisée en particulier par le CIC. Les murs de la région parisienne et des principales grandes villes furent tapissés d'affiches jaunes : « Cancer et tendresse », « Cancer et boulot », « Cancer et fric », etc.

À l'instar de ses grandes sœurs, l'ARC et la Ligue nationale contre le cancer, « la Ligne bleue » était devenue une « grande association à but humanitaire ». En apparence tout du moins...

Une mise en garde des salariés

Le 26 novembre 1985, un groupe d'une dizaine d'anciens employés de l'association adressait une lettre recommandée avec accusé de réception à différentes autorités, parmi lesquelles M^{me} Dufoix, alors ministre des affaires sociales, et M. Chirac, ainsi qu'à la Cour des comptes et au président de la République. « Nous souhaiterions vivement », écrivaient-ils, « qu'une enquête soit réalisée par le ministère de la Justice, ainsi que par les organismes de tutelle qui subventionnent cette association, notamment le ministère des affaires sociales et de la solidarité, et la mairie de Paris. Nous demandons aussi que la reconnaissance d'utilité publique ne soit pas accordée avant qu'un constat rigoureux ait été établi sur le bilan et la valeur de son action sociale depuis trois ans d'existence ».

La mise en garde, très détaillée, soulignait principalement la « déviation des objectifs » statutaires de l'association. « La composition de l'équipe de la Ligne bleue », expliquaient les auteurs de la lettre, « traduit de façon éloquentes les objectifs réels poursuivis : la croissance financière et l'image de marque à faire passer aux médias, très peu vers l'action sociale ». Les auteurs soulignaient aussi que seuls une assistante sociale et un médecin employé à mi-temps « traitaient des milliers de dossiers signalés dans les médias par la presse », et ce alors même qu'on comptait parmi les salariés de l'association une « directrice générale », une « assistante de direction », et deux personnes chargées des relations publiques. La mise en garde évoquait également « un système de recrutement qui compte plus de dix salariés à temps plein ». Elle détaillait enfin les faiblesses ou l'absence de réalisations concrètes de l'association.

Démarchage publicitaire et auto promotion

« Ces faits », concluaient les auteurs de la lettre, « traduisent une disproportion inacceptable entre l'action sociale et les activités dominantes de la Ligne bleue, qui sont essentiellement des prestations médiatiques multiples : radio, presse écrite, télévision, campagnes d'affichage, conférences réunissant des célébrités, etc. — consolidant dans le public une image idéalisée et faussée de l'association (...). A qui sont utilisées les ressources de plus en plus importantes de la Ligne bleue, association 1901 sans but lucratif ? Les assemblées générales se font en petit comité, aucun compte-rendu n'en est fait, aucun bilan traduit la répartition des ressources n'est divulgué, malgré les demandes des membres adhérents ou des salariés. Pourquoi cette discrimination ? »

Après une enquête préliminaire du cabinet de délégation (police judiciaire). Le parquet décidait, en juillet dernier, d'ouvrir une information judiciaire confiée à M^{me} Françoise Petureau, juge d'instruction à Paris. Les enquêteurs ont ainsi établi que, si M^{me} Gomez pouvait effectivement se présenter comme « directrice générale à titre bénévole », elle était toutefois salariée (par 35 000 F mensuels) de la SARL DAM, créée spécialement pour recueillir des fonds publicitaires. SARL dont M^{me} Gomez était gérante, sans, assure-t-on de bonne source, « en remplir effectivement les fonctions ».

La société DAM était notamment animée par M. Michel Sensenack,

trente-cinq ans, « chef des courtiers » de cette société. M. Sensenack était auparavant employé dans une autre société, spécialisée dans le démarchage publicitaire de brochures pour institutions médicales ou humanitaires. Il a également été inculpé et écroué. Les courtiers qui travaillent pour le compte de la société DAM (moins d'une dizaine en moyenne) n'étaient pas, pour la plupart, déclarés au registre du commerce.

Grâce au démarchage publicitaire des courtiers de la SARL, la Ligne bleue avait, il y a quelques semaines, fait éditer (par la maison Berger-Levrault) une luxueuse brochure payante — le Guide de la Ligne bleue — dans laquelle elle faisait longuement et sans aucune nuance son autopromotion.

Si l'enquête n'a pas, semble-t-il, permis encore d'établir quel pourcentage la SARL DAM versait à l'association mère, il semble, en l'état actuel des investigations, que des sommes importantes aient été utilisées à des fins personnelles par M^{me} Nadia Gomez et par ses proches (2). Les enquêteurs ont d'autre part été frappés par le manque absolu de rigueur dans la gestion, ainsi que par l'ampleur du déficit (plusieurs millions de francs) de l'association. On indique aussi de bonne source que le déséquilibre était tel que les frais financiers de cette association étaient supérieurs à l'aide financière apportée aux malades cancéreux en difficulté qui pouvaient en formuler la demande. Les « frais de réception et de mission » étaient également supérieurs au volume de cette aide : voyages, restaurants, hôtels, les responsables vivaient sur un très grand train de vie, confiaient-ils de source policière. De même, il est clair qu'une partie de ces dépenses somptueuses n'avait d'autre fin que personnelle.

Un grave discrédit

En inculquant et en décidant d'écrouer les responsables de cette association, M^{me} Françoise Petureau a suscité une très vive émotion, compte tenu des relations que M^{me} Gomez entretenait avec de nombreuses personnalités du Tout-Paris et des multiples soutiens moraux ou financiers, qu'elle avait su obtenir, comme en témoigne la composition du conseil d'administration de la Ligne bleue (membres de la Cour des comptes, hauts fonctionnaires des ministères des finances et de la justice, gestionnaires de sociétés privées, cancérologues et journalistes de renom).

Sans préjuger ses développements, cette affaire pose de sérieuses questions.

Comment, notamment, expliquer la situation financière catastrophique de l'association, alors même que toutes les précautions semblaient avoir été prises pour qu'aucun « dérapage » ne puisse se produire ? Qui, précisément, effectuait le contrôle financier de l'association et de la SARL ? Le caractère et l'enthousiasme de M^{me} Gomez ne pouvaient pas tout expliquer, comme c'est le cas aujourd'hui, au vu de l'explication. Il est difficilement concevable en effet qu'aucune des personnalités proches de M^{me} Gomez ne se soit inquiétée de l'évolution des activités de la Ligne bleue, que personne n'ait cherché à corriger les erreurs quand il en était encore temps.

Une telle affaire jette un grave discrédit sur l'ensemble des activités associatives consacrées à la recherche sur le cancer ou au soutien moral et matériel des malades cancéreux. La chose est d'autant plus inquiétante que, dans les milieux médicaux ou judiciaires, on laisse entendre que la Ligne bleue n'est malheureusement pas la seule association de lutte contre le cancer concernée par ces « dérapages ».

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI.

(1) Les principaux éléments de cette biographie sont extraits du Guide 1986 de la Ligne bleue, 248 p., Berger-Levrault, éditeur, 250 F.

(2) Outre M^{me} Nadia Gomez et M. Michel Sensenack, ont également été inculpés d'escroquerie et d'abus de confiance M^{me} Marie-Thérèse Fourrez, vingt-huit ans, adjointe de M^{me} Gomez, et M. Jean-Dominique Ormestiel, trente-six ans, ami de M^{me} Gomez. Ce dernier a été inculpé de recel d'escroquerie et laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

Au procès des membres d'Action directe

Le défi aux jurés

(Suite de la première page.)

On ne peut exclure de toutes les raisons possibles de cette suite exceptionnelle de défaillances, la peur. Les menaces proférées le premier jour par Régis Schleicher — promettant « les rigueurs de la justice prolétarienne » à ceux qui siègeraient pour le jury — ont pu jouer un rôle.

Aux premiers temps de l'AOAS, une affaire appelée devant la cour d'assises du Gard, qui avait à juger des membres de cette organisation, pour une série d'attentats, avait dû être renvoyée faute d'un nombre suffisant de jurés qui, tous avaient reçu des menaces de mort. Ce fut d'ailleurs l'une des raisons invoquées pour justifier, à l'époque, la création de juridictions d'exception devant aboutir à la Cour de sûreté de l'Etat.

Faiblesse et démission

En la circonstance, une carence de la cour d'assises, par défaut de jurés populaires pour juger des membres d'Action directe, apporte de la loi du 9 septembre 1986, « relative à la lutte contre le terrorisme et aux attentats à la sûreté de

policiers, soit se replier vers la rue Rodier, en continuant de tirer, ils étaient en mesure de reconnaître.

Chacun ayant eu des connaissances vision obligatoirement brève et parcellaire, en fonction de l'endroit où il se trouvait, des variantes existent entre les uns et les autres. Certains ont vu trois personnes, d'autres parlent de quatre ou cinq. Pour d'autres encore, on peut aller jusqu'à six.

Régis Schleicher a-t-il tiré ?

Il apparaît tout de même, entre tous, certains points communs : les deux hommes porteurs de sacs que le brigadier Emile Gondry et le sergent Claude Cécile se disposaient à interpeller avant de tomber sous leurs balles, paraissent bien avoir été Mohand Hammani et Franco Fiorina. Le premier, rappeleur, est en fuite, et son cas a été disjoint. Le second, arrêté en Italie, son pays, répondra à la fin des faits que la justice française a dénoncés contre lui. Mais la question est évidemment de savoir si Régis Schleicher fut lui aussi, l'un des tireurs.

Plusieurs témoins pensent l'avoir reconnu, sur des photographies, au cours de leur audition devant la

Le forfait de trois jurés apporte de l'eau au moulin des promoteurs de la loi du 9 septembre, qui donne compétence à une cour d'assises pour siéger uniquement avec un président et six magistrats assesseurs.

L'Etat, qui donne compétence, pour juger les crimes entrant dans cette catégorie, à la cour d'assises, sans juré (un président et six magistrats-assesseurs), déjà instituée par la loi du 21 juillet 1982, après la suppression des tribunaux militaires en temps de paix.

Ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel serait d'avoir à constater que des jurés populaires avouant de la sorte leur faiblesse, et affichant leur démission devant le terrorisme, donnent, par là même, à ceux qui les provoquent, des raisons de triomphe et un encouragement qu'ils n'auraient peut-être pas espéré eux-mêmes. Serait-il exagéré dans cette éventualité, de parler d'un Munich judiciaire ?

Il faudra bien pourtant juger les accusés de la fusillade de l'avenue Trudaine, comme il faudra bien juger aussi dans quelques mois Georges Ibrahim Abdallah, proxie, comme eux, à la cour d'assises de Paris.

Si la loi du 9 septembre a donné compétence pour ce genre d'affaires, à une cour composée seulement de magistrats, cette loi ne sera, de toute façon, applicable — son article 10 le précise expressément — qu'aux faits postérieurs à son entrée en vigueur.

Telle est donc la situation — tout dépend maintenant de la force de caractère des dispositions qu'ils pourront encore avoir de relever un défi — des sept femmes et des deux hommes qui entourent encore le président Versini et ses assesseurs. En dépit de cette précarité, le procès se devait vendredi de suivre son cours.

Il l'a donc suivi. C'est même avec une attention, un intérêt et une curiosité réelle que la plupart des jurés ont écouté la quinzième de témoins appelés à déposer ce jour-là. Tous ces témoins se trouvaient le 31 mai 1983, avenue Trudaine, au moment de la fusillade ou dans les quelques secondes qui la suivirent. Il s'agissait pour eux de dire ce qu'ils avaient vu, et qui, parmi les personnes qu'ils virent soit tirer sur les

En Corse

Un maire est condamné pour corruption de juré

M. Jean-Luc Chiappini, maire — démissionnaire — de Lésia (Corse-du-Sud), a été condamné, le vendredi 5 décembre, à dix-huit mois de prison — dont dix-sept avec sursis — par le tribunal d'Ajaccio pour corruption active de juré : il avait été à un juré de la cour d'assises, le 15 octobre dernier : « On compte sur vous, si vous avez un problème, venez me trouver à l'assemblée régionale corse ». La cour jugait depuis deux jours trois hommes accusés d'avoir commis un hold-up à Solenzara le 22 août 1983.

Le procureur de la République avait requis contre M. Chiappini, secrétaire administratif du groupe MRG à l'assemblée régionale de Corse, cinq ans de prison dont six mois fermés et cinq ans d'interdiction des droits civiques. M. Chiappini était député depuis le 18 octobre.

police, ou ultérieurement à l'instruction. La plupart le décrivent porteur d'une arme dans la main droite. De même, presque tous ont remarqué la présence d'une femme armée, elle aussi, en laquelle ils ont reconnu Gloria Argano, compatriote de Fiorina et démission, elle aussi, dans son pays.

Question ? Toutes les balles tirées sur les policiers l'ont-elles été par les seuls Hammani et Fiorina ? Comme, selon les experts, les victimes ont été atteintes — pour certaines de face et de dos — et qu'au moment de l'interpellation seuls Hammani et Fiorina leur faisaient face, qui a pu tirer les balles qui pénétrèrent de dos ? Schleicher ? C'est une éventualité, pour ne pas dire une certitude, dans la mesure où il est désigné comme ayant eu une arme à la main et, surtout, comme s'en étant servi à plusieurs reprises.

Gloria Argano ? Pour elle, la situation est comparable. Mais les frères Halfer ? A ce stade de la fusillade, c'est-à-dire tout ce qui se déroula avenue Trudaine, aucun témoin ne les a jamais reconnus. A l'audience, où ils sont aujourd'hui les deux seuls accusés présents, les mêmes témoins invités à les regarder ont tous répondu que leurs visages ne leur rappelaient rien. Il reste, il est vrai, à examiner ce qui se passa ensuite rue Rodier, lorsque le groupe tenta d'abord de voler la voiture de M. Lévy — qui leur échappa en déarrant brusquement — pour s'emparer ensuite, coups de feu à l'appui, de celle de M^{me} Monique Sevin qui fut blessée. Ce devait être pour lundi. A moins que...

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

A Bastia

« Brise de mer » : trois incarcérations

Trois personnes ont été écrouées, le vendredi 5 décembre, dans le cours de deux informations judiciaires ouvertes à propos de l'affaire dite de la Brise de mer (le Monde du 10 juillet). C'est le nom d'un gang bastiais qui s'est fait connaître pour ses procédés mafieux. Pour la première, M. Pierre Abrami, trente ans, gérant de société à Bastia, a été inculpé d'abus de biens sociaux par M. Frédéric Nguyen, juge d'instruction. M. Abrami aurait détourné 1,4 million de francs de bénéfices répertoriés à son entreprise de travaux d'électricité et de construction.

Pour la seconde information, M. Michel Huber, juge d'instruction, a inculpé M. Francis Navarro, trente-deux ans, de faux et d'usage de faux ; il a aussi inculpé de complicité de faux M. Alexandre Rustighi, gérant de la société qui gère le Challengier, un établissement de nuit dont on suppose qu'il est contrôlé par le gang de la Brise de mer.

M. Navarro a été écroué, à la demande de M. Rustighi, des travaux évalués à 1 300 000 francs pour une facture de... 700 000 francs : la somme de 600 000 francs a été payée de la main à la main ; elle aurait été ainsi « blanchie » selon les enquêteurs.

D. R.

Sports

La Coupe du monde de ski alpin

Rey dans la trace de Zurbriggen

VAL-D'ISÈRE
de notre envoyé spécial

Le Suisse Pirmin Zurbriggen a remporté, vendredi 5 décembre, la descente du 31^e critérium de la première neige, à Val d'Isère. Victoire sans surprise pour ce skieur complet de vingt-trois ans, deuxième de la Coupe du monde en 1985 et en 1986. La révélation de ce début de saison a été apportée par Jean-François Rey, premier Français, qui s'est classé dixième, à moins d'une seconde du vainqueur.

La première neige a couvert avec peine les pentes de la future station olympique. Heureusement, les vingt-six canons à neige installés dans la dernière partie de la piste Oreiller-Killy et le dévouement des pisteurs qui ont pelleté pendant de longues journées, ont suppléé à la clemence du temps. Une neige dure comme l'a éprouvée le ministre de la Jeunesse et des sports, qui a effectué la descente dans le sillage de Jean-Claude Killy et le dévouement des pisteurs qui ont pelleté pendant de longues journées, ont suppléé à la clemence du temps. Une neige dure qui n'a pas déçu à Jean-François Rey. Parti quarante-troisième, le jeune Français a foncé à près de 99 kilomètres-heure, sur un parcours très technique. « J'ai fait une faute sur la bosse à Collambin », reconnaît-il,

tout en avouant qu'il est fier de sa meilleure place en course.

L'enfant de Saint-Nicolas-Le-Chapelle, près de Fumet, connaît bien la piste de Val d'Isère. Elle aurait même pu lui rappeler de mauvais souvenirs, puisque c'est sur cette même descente qu'il est tombé il y a près de deux ans. « Une mauvaise chute, près de l'arrivée, ne m'a pas empêché de gagner l'épreuve, mais m'a troublé pendant près de deux mois », explique Jean-François Rey. Pendant deux saisons, il a subi les contrecoups de cette chute avant de revenir très fort, grâce à sa grande volonté. Il aime la descente, ce sport à risque qui, dit-il, « fait un peu peur à mes parents ».

ENVIRONNEMENT

● Lait aux pesticides en Lombardie. — La routine nationale suisse Naestlé vient de suspendre ses approvisionnements de lait en provenance de la région de Pavie (Italie), en raison, disent ses laboratoires, du niveau de pesticides et de radioactivité qu'il contient. Cette mesure vise les quelque 30 000 litres de lait produits chaque jour sur environ 120 hectares d'assolement. Cette affaire a provoqué d'autant plus d'émotion que la région du Po connaît actuellement une alerte à

Beaucoup d'entraînement physique et des efforts répétés pour bien porter son poids sur le ski extérieur ont permis à ce Savoyard de vingt et un ans de se hisser en tête des Français.

Devançant le deuxième Français Philippe Vernier (dix-huitième à 1'14/100), Jean-François Rey a réussi à se situer à moins d'une seconde du plus rapide des descendeurs. Un Zurbriggen heureux de sa victoire et qui semble avoir oublié lui aussi sa chute de l'an dernier sur la même piste : déjà très à l'aise lors des essais, le Valaisan a dominé son puissant compatriote et rival Peter Mueller, classé cinquième.

SERGE BOLLOCH.

la pollution due à la présence trop importante d'un anti-parasite (l'atrazine) utilisé en agriculture.

● Pollution du Rhin. — Le géant de la chimie ouest-allemande, BASF, a été accusé, le vendredi 5 décembre, par le groupe parlementaire Verts de rejeter chaque jour 120 tonnes d'azote ammoniacal dans le Rhin à hauteur de Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat).

Le problème des effectifs bancaires et la formation

« Savoir minimum de croissance » à la Société lyonnaise de banque

LYON
de notre envoyé spécial

L'industrie n'est pas seule dans ce cas : la banque, elle aussi, a ses OS et ses « petits gradés » dont l'emploi est menacé par l'arrivée de techniciens nouveaux. S'adapter ou disparaître, tel est l'enjeu pour une catégorie de personnel qui a vu sa part baisser régulièrement dans la population bancaire depuis une dizaine d'années (cf. tableau), alors que les effectifs de la profession restent relativement stables.

A l'instar des grands groupes industriels qui, tel Martin Mariage, ont vu leur plan de 1 000-1 000 (mille emplois sur le déclin remplacés par mille emplois gérés par les technologies de pointe), les banques de dépôt, les sociétés véritablement menacées par la modernisation s'efforcent d'accroître — et d'accroître — une formation susceptible d'éviter de futurs licenciements. A cet égard, l'exemple de la Lyonnaise de banque est doublement significatif : à la fois par l'importance des sommes en jeu (45 millions de francs de coût de formation sur deux

ans, auxquels il faut ajouter une somme équivalente pour la rémunération du personnel en stage sur une masse salariale de 600 millions) et par l'ampleur de l'échantillon : 580 personnes ont été recrutées en 1975, d'une façon non sélective, rappelle M. Henri Moulard, le directeur général de la banque. EBC — économie, banque et communication — tel est le sigle de cette action anti-chômage qui, à raison de divers groupes de quatre participants, doit permettre d'obtenir un « savoir minimum » pour l'ensemble du réseau.

Comme nombre de ses concurrents régionaux (la Société marseillaise de crédit connaît une situation encore plus délicate), la « Lyonnaise » doit régler la situation d'un millier d'employés environ dont les postes de travail sont appelés à disparaître, à moyen terme, des « mutations importantes ». Il s'agit d'employés (pour un tiers), de gradés, avec une forte proportion de femmes (56 %), dont les caractéristiques sont les suivantes : moins de cinquante ans, non bacheliers, non titulaires du brevet professionnel de banque et non cadres.

C'est à leur intention qu'a été élaboré avec le concours actif du rectorat d'académie, M. Maurice Nivern, un programme de forma-

tion continue d'une durée de deux ans, qui doit déboucher au bout de cinq ans sur une « remise à niveau » de l'ensemble « des employés recrutés entre les années 1966 et 1975, d'une façon non sélective », rappelle M. Henri Moulard, le directeur général de la banque. EBC — économie, banque et communication — tel est le sigle de cette action anti-chômage qui, à raison de divers groupes de quatre participants, doit permettre d'obtenir un « savoir minimum » pour l'ensemble du réseau.

An menu de ces 675 heures de formation, une part importante est consacrée, bien sûr, outre des notions générales, à la « culture bancaire » (économie, droit, histoire et évolution de la banque, outils de gestion...) mais aussi — et c'est là un élément nouveau dans la formation bancaire — un temps important (la moitié du stage, pratiquement) consacré à la communication écrite et orale : deux points forts pour des métiers qui seront dorénavant à dominante commerciale.

Constitués sur la base du « volontariat », les deux premiers groupes test mis en place en avril 1986 ont

donné toute satisfaction. A éviter, toutefois, « la vidéo sur la taylorisation après un copieux repas (effet soporifique assuré) », notent avec humour les stagiaires dans leur premier bulletin interne, l'« Echo des pionniers ». Depuis la rentrée, le rythme des séances (deux demi-journées par semaine et une journée par mois prises sur le temps de travail plus une demi-journée par mois sur le temps de loisirs et, donc, non rémunérée) semble accepté par tous, y compris par les syndicats qui, à l'exception de la CGT, n'ont pas fait obstacle à cette forme nouvelle de formation, souligne M. Gérard Cadin, chargé de mission auprès du directeur des relations humaines.

Il restait à gérer le nécessaire remplacement des candidats à une formation EBC. Mais là aussi, un effort général, facilité par « une enveloppe budgétaire » mise à la disposition des services par la direction générale, a permis de résoudre le problème dans cette vieille banque — elle a été créée il y a cent vingt ans — où une nouvelle forme de SMIC, le « savoir minimum de croissance », esquisse ses premiers pas.

SERGE MARTI.

Créations d'emplois... à l'étranger

Effectifs des banques AFB (en milliers)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	78/84
Agents travaillant en France (*)	239	233,1	232,1	233,5	236,7	237,8	238,9	+ 2,5%
Agents travaillant à l'étranger	11,5	12,6	11,6	12,4	13,1	14,6	14,7	+ 27,8%
TOTAL	244,5	245,7	243,7	245,9	249,8	252,4	253,6	+ 3,7%

(*) Territoire métropolitain et DOM-TOM.

N.B. : La baisse des effectifs en 1980 est due à la nationalisation par différents pays de filiales d'une banque française.

Place aux cadres

Répartition par catégorie professionnelle (en pourcentage)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	78/84
Employés et personnels de service	45	43	41	39	37	36	34	- 24%
Gradés	42	44	46	47	49	50	51	+ 21%
Cadres	13	13	13	14	14	14	15	+ 15%
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	-

(Source : Association française des banques).

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Ted Lapidus vendu à un groupe d'investisseurs

Le couturier Ted Lapidus, qui possédait 75 % du capital de sa maison de haute couture, a cédé ses actions à un groupe d'investisseurs, parmi lesquels Zaninob, la firme canadienne qui a déjà successivement racheté 57 % du couturier Pierre Balmain en juillet, 80 % de la société nippoise de prêt-à-porter Dans Côte d'Azur en octobre, et attend l'autorisation du Trésor pour reprendre le contrôle des parfums Pierre Balmain. C'est justement par l'intermédiaire de Dans Côte d'Azur que la société québécoise a repris 78 % de Ted Lapidus. Ses associés dans cette affaire sont ses financiers, MM. Emmanuel Roquebrun et, avec 49 % des parts, devient PDG de Ted Lapidus, et Pierre Marfin, qui détient 7 % des actions. Le reste du capital reste aux mains de M. Michel Berthot, le directeur général.

L'autre candidat, la Française Aysac (le groupe Bousac), qui depuis 1963, exploite déjà le marque, s'était récemment retiré. Le secteur haute couture, qui a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 36 millions de francs (sans compter les 500 millions de francs de ventes réalisées sous sa griffe), avait été mise en difficulté l'année dernière, par la faillite de son licencié pour le prêt-à-porter féminin, impliqué dans le scandale de l'internationale cotonnière (le Monde du 14 novembre 1985).

Les mines de potasse d'Alsace perdraient 272 millions de francs

La perte des mines de potasse d'Alsace (MDPA) passerait de 19 millions en 1985 à 272 millions cette année et à 287 millions en 1987, selon la CGT des mines. Le syndicat dénonce les importations à bon prix en provenance des pays non européens et réclame leur interdiction.

Une nouvelle société américaine se retire d'Afrique du Sud

Une nouvelle société américaine, Fluor Corp, grande firme d'ingénierie et de travaux publics, a annoncé le 5 décembre son intention de cesser ses activités en Afrique du Sud. Au total la firme employait directement ou indirectement par des contrats pour certains travaux, quelque 1 500 personnes en Afrique du Sud. Les actifs de cette société dans ce pays sont estimés à quelque 2 millions de dollars, et son chiffre d'affaires à environ 56 millions. Les actifs ont été vendus à des intérêts indépendants.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

La France accuse la RFA d'interdire l'entrée du minitel sur son territoire

La France a porté plainte auprès de la Commission européenne contre la RFA, accusée d'empêcher la vente de minitel sur son territoire, apprend-on à Bruxelles. Une enquête aurait été ouverte pour savoir si l'Allemagne impose effectivement des obstacles « non tarifaires » aux échanges.

La plainte remonterait en fait au mois de juillet dernier et elle est liée au dossier CGCT. Les relations franco-allemandes dans les télécommunications n'ont jamais été bonnes et chaque pays accuse l'autre de favoriser son industrie nationale par une panoplie, toujours renouvelée, de procédés protectionnistes. Le cas est flagrant pour les minitels, selon les FTI. La Bundespost ferait preuve depuis plus de deux ans d'une irritante imagination pour bloquer cet appareil. Elle utilise en particulier une norme qui impose de mettre l'un des composants (le modem) en dehors de l'appareil, alors qu'il est intégré à l'intérieur des minitels français.

Or en juillet dernier, Siemens menace de mettre des bâtons dans les roues de la CGE française dans son rachat d'ITT-Télécommunications et de la filiale ouest-allemande Standard Elektrik Lorenz : la CGE obtient par cette opération une entrée en RFA. Siemens réclame en échange que la

CGCT française à vendre lui soit donnée. Paris s'inquiète de cette pression et prépare une contre-attaque. Le dossier minitel en fournit l'occasion. Episode malheureux d'une Europe des télécommunications qui se défait plus qu'elle ne se fait.

E. Le B.

Grève nationale à l'ANPE les 9 et 10 décembre

Le projet d'ordonnance réformant l'ANPE, qui doit être examiné en conseil des ministres le 10 décembre, provoque de vives réactions parmi les salariés de cet établissement public. A la suite d'une assemblée générale, le jeudi 4 décembre, le personnel a décidé d'une grève nationale pour les 9 et 10 décembre avec l'appui des organisations syndicales CFDT, FO et CFEC. Deux manifestations sont prévues : l'une, le 9 décembre, pour exiger le retrait du projet ; l'autre, le 10 décembre, « devant le conseil des ministres » indique un communiqué, « pour signifier non seulement le refus du personnel au démantèlement de l'ANPE, mais aussi à toutes les dérogations qui touchent le service public ».

Trois points, pour l'essentiel, expliquent ce mouvement de protestation. Avec la fin officielle du monopole, l'ANPE redoutait d'avoir à s'occuper exclusivement des offres d'emplois les plus difficiles à fournir, et des chômeurs les moins faciles à placer. « Les demandeurs d'emploi dits employables » s'adressaient, à terme, à des organismes autres que l'ANPE. La possibilité de s'inscrire comme demandeur d'emploi, soit auprès de l'ANPE, soit auprès d'autres organismes, « aura des conséquences graves et progressives sur les statistiques du chômage ». Le personnel dénonce le risque de « truquage des statistiques du chômage » et estime qu'un « champ de manipulation est ainsi ouvert ».

CONJONCTURE

Les investissements dans l'industrie s'accroîtraient en 1987

Les dépenses d'investissement dans l'industrie augmenteraient de 8 % en valeur l'année prochaine contre 6 % cette année, indique l'INSEE au vu de l'enquête effectuée en novembre auprès des chefs d'entreprises. Compte tenu de la hausse des prix, la croissance de l'investissement en volume serait de 6 % après + 2 % cette année.

La progression la plus forte aura été le fait des petites entreprises : + 15 % en volume contre + 3 % seulement pour les moyennes entreprises et - 1 % dans les grandes. Elle est très inégale selon les secteurs : + 10 % dans les industries produisant des biens d'équipement professionnel, ce qui est moins que prévu en juin dernier ; + 5 % dans les industries agro-alimentaires (onze points de plus qu'en juin), ainsi que dans celles produisant des biens de consommation ; + 2 % dans l'automobile ; - 4 % dans les biens intermédiaires.

La principale destination de l'investissement restera la modernisation (43 % des entreprises). Les investissements de capacité ne sont mentionnés que par 30 % des entreprises.

ÉTRANGER

Une importante réforme fiscale

Le Japon se prépare à adopter la TVA

Avec dix jours de retard et après des débats épiques, le Parti libéral démocratique au pouvoir à Tokyo a finalement donné son feu vert vendredi 5 décembre au plus important projet de réforme fiscale entreprise au Japon depuis 1950.

Les mesures adoptées par le Conseil exécutif du PLD prévoient une forte réduction de la charge fiscale directe pesant sur les entreprises et sur les ménages, estimée à 27,8 milliards de dollars pour la première année d'application (avril 1987 - mars 1988).

Cette réduction de l'impôt direct sera compensée par la création d'une « version japonaise », au taux maximum de 5 % de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) appliquée en Europe et par la suppression de l'exonération fiscale favorisant la petite épargne.

Les prélèvements fiscaux directs du gouvernement central et des collectivités locales sur les ménages diminueront au total de 16,6 milliards de dollars, grâce à une baisse de taux maximal d'imposition (de 70 % à 50 %), la réduction de 15 à 6 du nombre de tran-

ches (les taux allant de 10 % à 50 %) et par une augmentation des déductions pour frais professionnels pour les salariés.

La charge des entreprises sera réduite de 11 milliards de dollars, le taux effectif de l'impôt sur les sociétés revenant de 53 % à un niveau inférieur à 50 %.

En contrepartie, la TVA japonaise devrait rapporter 18 milliards de dollars aux finances publiques. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 100 millions de yen (617 000 dollars environ) seront exemptées du paiement de la TVA. Par ailleurs, 9,8 milliards de dollars de recettes fiscales proviendront de l'application de la mesure la plus controversée, celle qui a entraîné les résistances les plus fortes au sein du PLD : l'imposition d'une taxe uniforme de 20 % sur les intérêts des comptes d'épargne inférieurs à 3 millions de yen (18 500 dollars), auparavant exonérés d'impôt. L'exemption serait maintenue pour les personnes âgées et les familles dont une personne seule a la charge. — (JFT.)

Les banques françaises rééchelonnent une partie de la dette irakienne

Une demi-douzaine de grandes banques françaises viennent de signer avec l'Irak des accords prévoyant le rééchelonnement d'une partie de la dette commerciale contractée par ce pays, indique-t-on à Paris de source bancaire.

Ces accords, qui ont été signés avec chacune des banques concernées, portent sur un montant total de l'ordre de 200 millions de dollars correspondant à des dettes venant à échéance en 1986 et 1987. Le rééchelonnement se fera sur trois ans, plus un délai de grâce de trois ans. Ces accords ne couvrent que des prêts ayant financé des exportations françaises non garantis par la COFACE, compagnie française d'assurance du commerce extérieur.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

REPÈRES

Chômage :

Légère diminution dans la CEE

Les douze pays de la Communauté économique européenne comptent 15 864 800 chômeurs à la fin du mois d'octobre, selon les statistiques publiées par Eurostat. L'office statistique observe que « le chômage, tel qu'il ressort des inscriptions, n'a pas varié pour la Communauté par rapport au mois précédent. Les chiffres désaisonnalisés font même apparaître une légère diminution du nombre total de chômeurs ».

Les comparaisons n'étant pas possibles à établir avec les données de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, le taux de chômage pour les neuf autres pays de la CEE s'établissait, fin octobre, à 11,1 % — comme en septembre 1986 — avec 12 739 800 chômeurs. L'Irlande arrive toujours en tête avec 18,2 %, devant l'Italie (13,6 %), la Belgique (13,1 %), les Pays-Bas (12,1 %), la Grande-Bretagne (11,9 %), la RFA (7,4 %), le Danemark (7,1 %) et le Luxembourg (1,4 %). Le taux de chômage de la France (10,6 % fin octobre) n'est pas pris en compte par Eurostat.

Stabilité

à 7 % aux Etats-Unis

Pour le troisième mois consécutif, le taux de chômage aux Etats-Unis est, en novembre, resté inchangé à 7 % de la population active.

Le mois dernier, 8,28 millions de personnes étaient à la recherche d'un emploi aux Etats-Unis, soit 41 000 de plus qu'en octobre. Selon une étude réalisée auprès des ménages, 131 000 emplois nouveaux ont été créés en un mois.

Au début de l'année, le gouvernement Reagan avait tablé, pour 1986, sur un taux de 6,8 % en moyenne, après 7,2 % en 1985. Cette prévision ne peut plus être respectée.

Pendant trois mois cette année, le taux de chômage s'est situé en dessous des 7 % : en janvier (6,7 %), juillet (6,9 %) et août (6,8 %). Mais la population active civile, qui était restée stable pendant l'été, a augmenté ensuite pour atteindre 118,85 millions en novembre.

La porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a souligné que « l'expansion économique américaine avait créé 12 millions d'emplois depuis 1982 » et que « plus de 60 % de la population

américaine en âge de travailler avait actuellement un emploi ».

Entreprises nationales

Dotations en capital pour 1987

Sur les 6,5 milliards de francs prévus par le budget 1987 pour les dotations aux entreprises nationales (hors budget des P et T), 1,9 milliard ira aux amortissements des prêts pour la sidérurgie, Renault et CDF-Chimie se partageront les 4,7 autres milliards. Dans la mesure où le collectif budgétaire d'avril 1986, prochainement ventilé, accorde 2 milliards de francs à Renault, le groupe automobile ne percevra que 2 milliards en 1987 (le total des deux versements correspondra à l'engagement pris par M. Bérézgovoy vis-à-vis de la Régie en 1985). Mais les 2,7 milliards restants risquent d'être un peu « justes » pour CDF-Chimie.

Les dotations de la filière électronique, programmées sur le budget annexe des P et T, s'élèvent, pour leur part, à 700 millions de francs, qui vont à Bull et à la CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques). La aussi, l'enveloppe sera sans doute insuffisante pour permettre à la fois l'apport en fonds propres (au moins 500 millions de francs) nécessaire à Bull, pour réaliser l'acquisition de l'informaticum d'Honeywell, et la reconstitution du capital de la CGCT, dont la situation nette est actuellement négative de quelque 600 millions de francs.

Semi-conducteurs

Plainte des industriels européens auprès de la CEE

L'association européenne des fabricants de composants électroniques (EECA) a déposé une plainte auprès de la Commission européenne contre le dumping de certains fabricants japonais exportant vers la Communauté européenne.

La plainte concerne les circuits intégrés à mémoire connus sous le nom d'EPROM (Erasable Programmable Read Only Memories). Elle devrait être suivie d'une seconde, portant sur les DRAMs (Dynamic Random Access Memories). Les marges de dumping s'élèvent à 100 % pour les EPROM. Les chiffres seraient comparables pour les DRAMs.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

CHARLES MILLON

Vice-Président de l'Assemblée Nationale

dimanche 18h15

en direct sur

animé par
Alexandre Baloud

avec André PASSERON
et Daniel CARTON (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Gilles LECLERC (RTL)

RTL

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

ILS sont là et bien là. Eux, dont on craignait les pires infidélités au lendemain du « big bang », se sont rappelés avec élan au bon souvenir du marché. Les investisseurs étrangers, pour les nommer, ont envahi la place avec un appétit de loup. Encore faut-il noter qu'ils ne s'étaient guère éloignés de la corbeille. Ils avaient seulement manifesté un surcroît de prudence pendant la consolidation des mois d'octobre et de novembre, lorsque la cote cherchait visiblement ses marques. Sur une place qu'ils jugent à nouveau pleine de ressources, chauffée à blanc par l'opération Saint-Gobain qui se révèle être un succès, les voilà gagnés par une « fièvre acheteuse » bésigieuse aux cours. Mais attention : la sélectivité prime. « Depuis l'affaire Bosky, souffle un agent de change, ils ne s'intéressent plus qu'aux 20 Blue Chips (valeurs vedettes) de chaque place, et aux 200 titres-phares de Wall Street. » Ainsi l'attention des étrangers — Américains, mais aussi Anglais et asiatiques — à Paris s'est-elle concentrée sur les « belles » valeurs : L'Oréal, Thomson-CSF, Darty et Carrefour, le Club Méditerranée, Pernod et BSN étaient très recherchés. Des professionnels affirmaient en outre qu'un gros ordre d'achat pour 2,5 millions de titres Elf-Aquitaine était en voie de négociation, pour le compte d'un fonds de retraite américain. Pas étonnant, dans ces conditions, que Elf figure parmi les valeurs les plus activement traitées de la semaine. Les petits porteurs, qui s'étaient précipités sur l'action en octobre, ont probablement vu là l'occasion de se défaire d'un papier qui, manifestement, n'a pas tenu les promesses de gain espérées.

Mais les étrangers n'ont pas été les seuls à hisser le marché à proximité de son plus haut niveau historique. Si le score était positif d'environ 3 % à l'issue des cinq séances, tandis que l'indice CAC revenait à 407,9 (4,1 points en deça de son record de 412 établi le 1^{er} septembre), c'est à l'amélioration générale du climat boursier qu'il devait cette performance.

La réussite populaire de l'opération Saint-Gobain a d'abord surpris par son ampleur, que la cession des titres Elf n'aurait en rien laissé supposer. Est-ce l'impact de la campagne publicitaire, de la meilleure préparation des

Vers de nouveaux sommets ?

réseaux de placement, ou plus simplement de l'attrait d'une nouvelle catégorie d'investisseurs pour la Bourse ? Toujours est-il que le titre Saint-Gobain sera probablement la propriété quasi exclusive des petits épargnants. Le 4 décembre, la BNP (chef de file du syndicat de placement) avait reçu environ 215 000 demandes individuelles, pour un total de 5 millions d'actions. Le Crédit lyonnais en avait pour sa part reçu 211 000 et la Société générale 90 000. Dès lors que les ordres pour 10 titres ou moins seront intégralement servis (et ceux de 11 à 50 seront réduits dans des proportions privilégiées), l'issue de l'opération apparaît déjà clairement : les investisseurs institutionnels, qui disposent d'un volume considérable de liquidités, vont rester sur leur faim. « Ils seront servis pour moins de 1 % de leurs demandes, et encore... », estimait un boursier, traduisant ainsi le sentiment général.

Une situation qui a sans aucun doute redonné vigueur au marché. Les fameux « zinzins » n'auront de cesse, d'ici à la fin de l'année, que de placer au plus vite les liquidités qui leur brûlent les doigts. Présenter des bilans au 31 décembre qui feraient apparaître des sommes considérables non utilisées, au moment où la Bourse paraît viser de nouveaux records, ne serait pas du meilleur effet... Une préoccupation essentielle qui incite les capitaux à se jeter dans la bataille. Le 3 décembre, le volume traité sur le marché à règlement mensuel frôlait son plus haut niveau historique, en atteignant 1,9 milliard de francs. Vendredi, alors que l'indicateur hésitait longuement avant d'enregistrer une légère hausse, grâce à l'amélioration des pétroles, l'activité était encore débordante.

Si la semaine a été elle-même entrecoupée d'annonces d'OPA ou d'OPE, les manœuvres boursières restent cependant dans des eaux tranquilles. C'est ainsi que la société Précision Mécanique Labinal (câbles automobiles, armement,

aéronautique) a décidé de se prémunir contre une OPA inamicale en procédant à une substantielle augmentation de capital. En plaçant la barre très haute (chaque action nouvelle vaudra 600 francs, et pourra être obtenue contre trois anciennes), les dirigeants de PM Labinal ont insisté sur leur volonté de financer la poursuite d'un important programme d'investissement industriel. Il reste que l'augmentation de 388,7 millions de capital devrait surtout faire réfléchir les candidats à l'OPA (on a parlé de Matra et de M. de Benedetti). S'offrir Labinal coûtera désormais plus cher.

La rumeur d'OPA sur le groupe Accor, numéro un français de l'hôtellerie, a circulé avec une certaine résonance. L'Américain Marriott s'intéresserait à l'affaire (le Monde du 4 décembre). Aucune confirmation — ni infirmation — n'était toutefois apportée. Les dirigeants d'Accor se contentaient seulement de préciser qu'ils n'étaient pas sur le principe hostile à une OPA (sauf inamicale) dès lors que les actionnaires verraient s'accroître la valeur des titres.

Au chapitre des valeurs en vogue, outre les habituelles « Blue Chips », Alstom (+14,2 %) tirait les premiers bénéfices boursiers de sa vente à la Chine d'une centrale thermique pour un montant de 1,3 milliard de francs. Les opérateurs ont aussi été sensibles aux restructurations décidées chez Imetal, qui se concentre sur la métallurgie, dont le cours a gagné 6,2 % en cinq séances. Au lendemain de l'annonce par Pechiney de la suppression à venir de 1 700 emplois dans l'aluminerie, le certificat d'investissement du groupe nationalisé se raffermait nettement. En deux jours, il gagnait 14 %, stimulé de surcroît par des rumeurs (pourrait-elle être fondées) d'une privatisation prochaine de Pechiney.

Autour de la corbeille, on voulait prêter une oreille attentive à tous ces bruits de marché qui sont aussi une manifestation de son dynamisme. La meilleure tenue des obligations en fin de période, apportant un soutien supplémentaire aux actions. Tout semblait prêt, vendredi, pour que la Bourse prenne une nouvelle impulsion.

ERIC FOTTORINO.

Semaine du 1^{er} au 5 décembre

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Redressement

Ebranlé coup sur coup par l'affaire Bosky et celle des livraisons d'armes à l'Iran, Wall Street a ressenti le choc de la semaine passée dans un marché très actif.

L'indice des valeurs industrielles a enregistré, mardi, sa troisième hausse record (+43,03 %) atteignant le niveau absolu de 1 955,57, avant de céder partiellement aux prises de bénéfices. Il a néanmoins terminé la semaine au-dessus du précédent record de 1 919,712 enregistré le 4 septembre, avec des gains de 10,82 points par rapport à la clôture de vendredi dernier.

Les analystes se sont déclarés impressionnés par la résistance du marché aux prises de bénéfices — jugées normales après la flambée de mardi — aux facteurs saisonniers et aux répercussions négatives que l'affaire iranienne pourrait avoir sur l'économie du pays.

La nomination, par le président Reagan, d'un procureur spécial pour démasquer l'imbroglio des ventes secrètes d'armes à l'Iran et le désarmement des fonds vers les contras antisandinistes du Nicaragua semble avoir calmé les craintes sur l'avenir de la présidence, ont indiqué les analystes.

	Cours 28 nov.	Cours 5 déc.
Alcoa	34 5/8	34 5/8
AT&T	27 1/8	27 1/2
Bosch	51	51 7/8
Chase Man. Bank	36 1/2	37 3/8
De Post de Nevers	89 3/8	89 7/8
Eastman Kodak	67 7/8	66 7/8
Exxon	69 1/4	69 1/2
Ford	58 1/2	58 5/8
General Electric	83	86 1/2
General Motors	72 7/8	71 1/8
Goodyear	43	42 3/4
IBM	127 1/8	126 3/4
ITT	54 1/2	54 1/2
Mobil Oil	39 1/8	38 7/8
Pfizer	61	62 7/8
Schlumberger	33	33 3/4
Telcel	34 1/8	34 1/2
UAL Inc.	28 7/8	29 1/8
Union Carbide	23 3/8	23
US X	21	21 1/4
Westinghouse	59 5/8	60 1/4
Xerox Corp.	60 1/2	61 7/8

LONDRES

Nervosité

Les scandales d'inités ont fait croître la nervosité cette semaine au Stock Exchange.

Le sentiment a d'abord été défavorablement affecté par l'annonce de l'ouverture par le ministère du commerce et de l'industrie d'une enquête sur les affaires de Guinness, le géant de la brasserie qui, au début de cette année, a remporté une bataille de dix mois pour le contrôle des principales distilleries de whisky d'Ecosse, Distillers.

L'annonce de l'ouverture des poursuites en justice contre Geoffrey Collier, l'ancien directeur des services de courtage boursier de la banque d'affaires Morgan Grenfell, soupçonné d'avoir servi illégalement de renseignements confidentiels pour une opération à son compte, est venue ensuite alourdir davantage l'ambiance.

Puis vendredi, l'annonce que la société minière et industrielle Consolidated Fields avait demandé au ministère du commerce une enquête sur les participations à son capital a porté un nouveau coup au marché.

Indices « F.T. » du 5 décembre : industriels, 1 268,5 contre 1 292,2 ; mines d'or, 326,3 (contre 314,5) ; fonds d'Ent, 81,64 (contre 81,75).

	Cours 28 nov.	Cours 5 déc.
Beecham	419	412
Bovater	327	334
Brit. Petroleum	674	674
Charter	292	287
Courtauld	323	311
De Beers (*)	780	773
Free State Goldfields (*)	133	—
Glanco	519	505
Gr. Univ. Stores	14 3/8	14 1/4
Imp. Chemical	10,65	11 3/4
Shell	940	941
Unilever	20 9/32	21 37/64
Victrola	382	382
War Loan	34 1/8	33 7/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Irregular

L'irrégularité a dominé tout au long de la semaine à la Bourse de Francfort, sauf mercredi, où la hausse de Wall Street s'est répétée en RFA.

Indice de la Commerzbank du 5 décembre : 2 072,7 contre 2 071,2.

	Cours 28 nov.	Cours 5 déc.
AEG	338	330,30
BASF	274	276,70
Bayer	317,50	318
Commerzbank	322,50	319
Deutschebank	522	539,50
Hoechst	267,30	267,30
Karstadt	528	501
Mannesmann	192	182,50
Siemens	740,50	740,50
Volkswagen	448	429,20

TOKYO

Vire hausse

Indice du 5 décembre : Nikkei : 18 604,91 (contre 18 325,50) ; indice général : 1 546,91 (contre 1 507,51).

	Cours 28 nov.	Cours 5 déc.
Akai	419	394
Bridgeport	779	781
Canon	1 070	1 090
Fuji Bank	1 710	1 710
Honda Motor	1 250	1 210
Mitsubishi Electric	1 580	1 490
Mitsubishi Heavy	438	484
Sony Corp.	3 590	3 610
Toyota Motor	1 940	1 150

Métallurgie

construction mécanique

	5-12-86	Diff.
Alpi	380	+ 4
Arions Dassault-B.	1 290	inch.
Chiers-Châtillon	60,30	- 1,20
De Dietrich	1 835	- 65
FACOM	1 690	+ 30
Fives-Lille	290	- 4
Marine Weidel	451	+ 29
Penhoët	1 370	inch.
Peugeot SA	1 165	inch.
Poclain	42,50	+ 7,45
Sagem	3 440	+ 30
Strafor	586	+ 28
Valès	54	+ 22
Vallourec	85	+ 1,50

Filatures, textiles, magasins

	5-12-86	Diff.
André Roudière	220	inch.
Agache Wilot	1 335	+ 165
BHV	610	+ 24
CFAO	2 110	41
Dumari-Serviposte	2 330	+ 65
Darty (I)	498	+ 16,20
DMC	585	+ 5
Galerias Lafayette	1 220	+ 170
La Redoute	2 445	+ 135
Nouvelles Galeries	625	+ 15
Printemps	614	+ 57
SCOA	88	- 2,60

(1) Divisé par dix.

Pétroles

	5-12-86	Diff.
Elf-Aquitaine	316	+ 8
Elf	448	+ 50
Exxon	453	inch.
Francep	335	+ 15
Petrolfin	1 538	+ 30
Pétroles B.P.	1 38,30	+ 10,30
Primagaz	590	+ 18
Raffinage	153	+ 14,20
Royal Dutch	598	+ 3
Sotrap	406	inch.
Total	424	+ 22

Alimentation

	5-12-86	Diff.
Béghin-Say	545	+ 32
Bongrain	2 550	+ 40
BSN G-Danone	4 670	+ 387
Carrefour	3 740	+ 40
Casino	2 610	+ 40
Euro-marché	2 880	+ 40
Guyenne et Gasc.	689	+ 14
Lescage	1 302	+ 2
Martell	1 712	+ 17
Moët-Hennessy	2 540	+ 90
Nestlé	38 870	+ 1320
Occidentale (Gie)	1 080	+ 74
Oléa-Cy	1 770	+ 50
Pernod-Richard	1 090	+ 58
Prodomet	2 150	+ 30
Saint-Bouche	681	- 35
S.C. Saupiquet	794	+ 24
Soupe Perrier	803	+ 2
Veuve Clicquot	4 999	+ 29

Matériel électrique

services publics

	5-12-86	Diff.
Alstom-Atlantique	354,80	+ 44,80
CTI-Alcatel	2 225	+ 87
Comet	382	+ 12
Générale des Eaux	1 380	+ 100
IBM	849	+ 29
Intertechnique	1 660	+ 25
ITT	363,30	+ 10,50
Legras	971	+ 31
Lyonnaise des Eaux	1 480	+ 107
Matra	2 425	- 51
Martin-Gérin	2 920	- 45
Monnet-Leroy-Sonner	971	+ 31
Moulinex	82,50	+ 0,50
PM Labinal (I)	794	+ 12
Radiorécepteur	1 057	+ 23
Schneider	221	+ 9,50
SEB	672	+ 3
Siemens	2 450	+ 53
Signaux	645	+ 84
Thomson-CSF	3 370	+ 70
Thomson-CSF	1 700	+ 84

(1) Droit : 68 F.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Haut	Bas	Valeurs	Haut	Bas
Majorette	+ 29,3	Lauchère	- 6,6		
Palis	+ 21,3	SEB	- 5,1		
Gal. Lafayette	+ 16,2	St-Louis-Bordeaux	- 4,9		
SGE	+ 15,3	Mare Salgue	- 4,4		
Signaux	+ 15	Ajuntari Piron	- 4,4		
Alcatel	+ 14,2	SCOA	- 2,9		
Salme SA	+ 13,6	Legras	- 2,1		
Ben	+ 11,7	Matra	- 2,1		
Colas	+ 11,5	Radiorécepteur	- 2,1		
CCF	+ 10,3	Chiers-Châtillon	- 2		
Europe	+ 10,2	Fives-Lille	- 2		
Raffinage	+ 10,2	CTAO	- 1,9		

BONS DU TRÉSOR

Séance du 5 décembre 1986

Echéance	Prix	Prix	Cours	Variation
	actuel	précéd.	28 nov.	(en %)
Déc. 87	92,87	92,86	92,86	+ 0,01
Mars 87	92,89	92,84	92,89	+ 0,05
Juin 87	92,90	92,84	92,88	+ 0,06
Sept. 87	92,89	92,84	92,89	+ 0,05

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 28 nov.	Cours 5 déc.
Or fin (à la livre)	81 200	81 400
— Or fin (à l'once)	81 800	81 800
Pièces françaises (20 fr.)	520	516
Pièces françaises (10 fr.)	380	380
Pièces suisses (20 fr.)	300	325
Pièces suisses (10 fr.)	475	472
Pièces suisses (5 fr.)	480	466
Souverain (20 fr.)	580	587
Souverain (10 fr.)	820	810
Or demi-souverain	350	370
Pièce de 20 dollars	3 105	2 870
— 10 dollars	1 000	1 072
— 5 dollars	1 010	1 000
— 20 marks	3 185	3 135
— 10 florins	625	608
— 5 roubles	500	488
— 5 roubles	385	378

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Général des eaux	200 479	386 100 841
Elf	1 303 609	371 075 719
BSN	54 720	241 288 418
Michelin	85 491	221 444 282
Peugeot	189 127	218 631 772
Darty	309 227	205 384 255
Thomson-CSF	124 734	205 258 417
Lafarge	139 677	199 987 374
Chargrès	125 521	186 778 836
Midl	106 991	180 618 208
Total	442 526	175 007 267
Modt	67 724	170 325 335
Carrefour	38 165	143 849 581

(*) Du 28 novembre au 4 décembre inclus.

SOMICA au second marché
Un nain
qui ne manque pas de crédit

Avec ses quinze agences, sa centaine de personnes et son milliard d'encours de prêts, SOMICA n'est, certes, qu'un nain dans le monde du crédit aux particuliers. Mais un nain qui ne manque ni de moyens ni d'ambitions. Créée en 1954 à Reims et intégrée au sein du groupe La Hémin à partir de 1958, la société SOMICA entre, ce 10 décembre, au second marché de la Bourse de Paris, pour le faire savoir, pour accroître sa notoriété et, à l'occasion, lui permettre de réaliser quelques acquisitions.

Malgré une forte croissance au cours des trois dernières années et une rentabilité élevée, la SOMICA reste une petite société financière de crédit. Mais elle dispose, au dire de son président, M. Paul Haegel, d'un « potentiel de croissance important ». Elle n'occupe que 1,6 % de son marché, mais celui-ci est en plein boom. Le volume du crédit à la consommation, distribué par l'ensemble des sociétés financières, a augmenté à un rythme annuel de 14 % au cours des cinq dernières années. Et cela ne devrait pas s'arrêter.

« Une couverture géographique plus large et une extension sectorielle devraient ensuite nous permettre d'accroître nos parts de marché », explique encore M. Haegel. La société a créé six agences nouvelles au cours des douze derniers mois et compte en ouvrir sept dans les trois ans à venir. Avant jusqu'à présent surtout développé le crédit automobile, les commerciaux de la SOMICA vont dorénavant s'attacher avec plus de fougue au crédit pour l'équipement des foyers (meuble, électroménager...). Après avoir privilégié la vente du crédit par l'intermédiaire des distributeurs, ils envisagent aussi de

vendre directement le crédit aux particuliers, de commercialiser des prêts personnels qui ne sont pas liés à l'achat d'un bien déterminé.

Certes, même dans le crédit à la consommation, tout n'est pas rose. Les difficultés économiques des ménages ont provoqué un confinement des « créances douteuses », comme dans toute la profession, note M. Jean Mercy, le directeur général adjoint. L'encours des créances douteuses représentait 5,1 % de l'encours total en 1982, mais 7,9 % en 1985. Il a été provisionné en moyenne à 74 %.

La concurrence s'y fait également plus féroce, avec notamment les sociétés de crédit liées aux constructeurs automobiles qui n'hésitent pas à pratiquer des « taux d'appel » difficiles à suivre. Enfin, la réduction prévisible, en 1987, des taux du crédit à la consommation comme le coût élevé d'acquisition des nouveaux clients pourraient peser l'an prochain sur les résultats de la société.

La charge des agents de change Dufour-Koller et Lacarrière prévoit pourtant pour 1987 un résultat net de 21 millions de francs (en progression de 22,8 % par rapport à 1986) pour des encours de crédit de 1,45 milliard (+ 38 %) et une production de 1,2 milliard (+ 30 %). De telles perspectives devraient permettre un accueil favorable aux 43 000 actions (9,5 % du capital) que l'Indosuez mettra sur le marché le 10 décembre à un prix de 400 francs. A l'issue de l'opération, la compagnie La Hémin

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

L'éternité se doit d'être perpétuelle

L'effondrement, cette semaine, des cours des euro-obligations perpétuelles a provoqué la crise la plus grave jamais enregistrée sur le marché des émissions à taux d'intérêt variable. Après une chute, mercredi, de l'ordre de 100 points de base (1 %), le marché secondaire des euro-obligations a donc été déstabilisé et encaissé un repli supplémentaire de même importance jeudi matin, soit, en l'espace de moins de quarante-huit heures, une perte de 20 dollars par euro-obligation de 1 000 dollars. Cela représente une perte globale de l'ordre de 340 millions de dollars par rapport aux quelque 17 milliards de dollars d'euro-obligations perpétuelles en circulation.

An delà des raisons, en partie saisonnières, ayant provoqué la crise actuelle, on peut se demander si sa cause profonde ne réside pas en une méconnaissance du type d'instrument qu'est une euro-obligation perpétuelle. Sa nature, pour deux raisons, en fait un investissement dont la qualité est bivalente et, en tout état de cause, inférieure à une euro-obligation traditionnelle.

Premièrement, les euro-obligations perpétuelles n'ont pas la qualité d'une dette de premier rang. Elles sont utilisées par les banques pour lever des capitaux assimilables à du capital social, ces emprunts se rapprochant davantage des actions que des obligations. Dans ce domaine, les actions privilégiées sont plus rémunératrices que les obligations perpétuelles.

Deuxièmement, l'absence d'échéance finale aurait dû se traduire par des rendements sans rapport avec ceux des obligations à terme du Trésor américain, qui servent de point de repère. Or, l'on voit d'encore à l'ensemble du marché international des capitaux. Or il semble que la plupart des opérateurs aient eu tendance à oublier que perpétuel évoque l'éternité et que, dans ces conditions, on ne pouvait traiter sur le même pied un instrument jouissant de l'immortalité avec ceux dont la vie est aussi éphémère que celle de l'importeur qui s'en va vers son pays. Pour avoir oublié que l'éternité est perpétuelle ou, plus précisément, que la perpétuité est éternelle, beaucoup de banques ont perdu énormément d'argent cette semaine.

Jusqu'à ces derniers jours, le marché des euro-obligations perpé-

tuels à taux variable avait toujours été très populaire parmi les professionnels depuis sa création, il y a environ trois ans. En revanche, il est toujours resté assez artificiel, par suite justement de son caractère professionnel. L'intérêt pour les euro-obligations sans échéance provient du rendement plus élevé qu'elles offrent par rapport aux euro-obligations à taux variable, dont la date de remboursement est indéterminée. Il fallait bien offrir un stimulant aux investisseurs prêts à s'engager *ad vitam aeternam*. Le stimulant s'est, en fin de compte, avéré insuffisant parce que les rendements sur les euro-obligations à taux flottant, dont l'échéance est fixée par avance, ont tellement baissé que 25 points de base sur l'éternité, marge en général appliquée aux emprunts perpétuels, n'ont plus rien rapporté avec la prime de « pips » (points de base) offerte par les autres.

A l'exception de quelques maisons japonaises, qui achètent ce type d'instrument pour le conserver en portefeuille, la majorité des émissions perpétuelles sont toujours restées entre les mains des grandes banques commerciales. Il y a un peu, moins d'un mois, deux ou trois

institutions nippones décidaient de liquider leurs avoirs en euro-obligations perpétuelles pour des raisons obscures. Toujours est-il que le marché international des capitaux accusa le coup, sans toutefois rectifier suffisamment le cours des titres perpétuels sur un marché secondaire habitué à les traiter sur la base d'un écart de 10 points de base entre les prix demandés et ceux offerts par les teneurs de marché secondaire (« market-makers »).

La fin de l'année approchant, c'est-à-dire l'époque qui précède les liquidations ou les rajustements de positions afin de mieux apprécier les bilans annuels, les ventes se sont amplifiées. Les vendeurs ont bientôt été plus nombreux que les acheteurs. L'échec au niveau primaire, la semaine précédente, de l'euro-obligation de 300 millions de dollars d'euro-obligations perpétuelles de la banque britannique Standard and Chartered (voir notre rubrique précédente) a fait le reste. En début de semaine, il n'y avait plus d'acheteurs d'euro-obligations perpétuelles, mais seulement un nombre croissant de vendeurs. Le courant initial de ventes avait pris l'allure d'une lame de fond.

Vers une remontée des marges

Réunis en bloc, les teneurs de marché, qui jusqu'à ce jour n'avaient rien fait, décidèrent, mercredi, d'étendre à 25 « pips » l'écart entre les cours offerts et ceux demandés sur le marché secondaire et de fixer à un minimum de 1 million de dollars le montant minimum des transactions. Ceci n'ayant pas eu l'effet escompté, une seconde réunion eut lieu jeudi dans les bureaux londoniens de la très japonaise Sanwa International Ltd., au cours de laquelle il fut décidé de laisser les transactions entre banques se négocier, « au mieux », entre les parties concernées sans fixer préalablement de prix. L'attention était de rétablir une communication après que tous les ports eurent été rompus entre les « market-makers ».

En fin de semaine, l'objectif était en partie atteint. Le marché se stabilisait, tout principalement celui des euro-obligations des banques commerciales anglaises. Cela-ci avait été, dès le début, le plus résilient de tous.

grande établissements bancaires britanniques, ce qui a conduit à la réaction éventuelle de la Banque d'Angleterre. Certains craignaient que cette dernière ne revot sa position à l'égard des prétendus « fonds propres » que représente l'euro-obligation perpétuelle.

Il faut espérer que, bien que n'ayant pas encore été totalement résolue, la crise soit en partie passée. Le coup de semonce aura, néanmoins, été salutaire, non seulement pour les banques, mais également pour l'ensemble du marché à taux variable. On peut être assuré que la baisse des conditions avait atteint, pour les prêteurs, des niveaux ridiculement bas. Les marges vont désormais remonter, tant pour le papier à échéance indéterminée que pour celui à durée connue par avance. Même si la perturbation actuelle n'avait que pour effet de ramener l'euro-obligation à des critères plus sains, elle pourrait déjà être considérée comme positive.

CHRISTOPHER HUGHES.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un divorce significatif

Dans le monde entier, les taux à court terme montent, et les taux à long terme baissent. Ainsi, aux États-Unis, l'emprunt à trente ans du Trésor, le fameux emprunt phare, a vu, en très peu de temps, son rendement passer de plus de 7,50 % à moins de 7,30 %, et son cours dépasser de plus de deux points son nominal de 100, tandis que le taux de l'argent à court terme se remontait à 7 %, tension qui contraignait la Réserve fédérale à intervenir pour le faire baisser. En Allemagne, le rendement des obligations s'était élevé à 6,50 % il y a quinze jours ; il est revenu récemment en dessous de 6 % (5,80 % environ) tandis que le rendement des bons à cinq ans s'est abaissé de 5,75 % à 5,61 %. Mais le taux de l'argent à court terme est passé, de 4,40 % à plus de 4,50 % à l'instigation de la Banque fédérale d'Allemagne.

En Grande-Bretagne, le processus est le même. Tout se passe comme si les taux à court terme étaient forcés à la hausse pour des raisons tout à fait conjoncturelles, notamment l'action des banques centrales, soucieuses de freiner le gonflement des masses monétaires. À l'inverse, les taux à long terme retombent après leur poussée de l'automne, les opérateurs estimant que mille surchauffe n'est à redouter dans aucun pays, que l'inflation est partout sous contrôle et que, dès ou tard, les banques centrales sont contraintes de faire baisser les taux à court terme pour tenir compte de la mollesse des conjonctures. Ce pourrait être le cas même en Allemagne où le vice-président de la Bundesbank, le très orthodoxe M. Schlesinger, inquiet des débordements apparents de la masse monétaire, pousse à une rigueur accrue face à un président plus politique. C'est ce qu'on observe entre-Rhin aussi au ralentissement de la croissance économique qui pourrait inciter la Bundesbank à faire preuve de moins de sévérité pour les premiers mois de 1987. Au total, on constate un divorce significatif entre court terme et long terme, qui reflète une orientation à la baisse pour les taux longs.

Dans ces conditions, il était bien difficile au marché obligataire français de faire cavalier seul en persistant dans son pessimisme comme nous le relevions la semaine dernière. C'est pourquoi le

marché a fini par prendre le vent et s'amorcer une reprise encore timide et prudente, certes, mais très nette. Cette reprise a été due d'abord à un effet de hausse des taux à long terme en France l'an prochain commençant à s'atténuer. Elle a été favorisée ensuite par la modification des scénarios levés par le Trésor dans l'adjudication mensuelle de jeudi : 2 milliards de francs seulement (il avait été annoncé une fourchette de 2 à 4 milliards de francs au lieu de 10 milliards de francs) ; levée le mois précédent. Non seulement ce montant portait sur une tranche d'obligations assimilables à celles de décembre 1985 (0,90 % à échéance de décembre 1991) à été faible, mais le taux d'adjudication de 8,35 % contre 8,44 % il y a un mois s'est inscrit en recul. Ces deux éléments ont rassuré les opérateurs, d'autant que le papier émis n'a guère pesé sur le marché. En effet, il est à sa date courte (cinq ans) ; l'intérêt devant être les banques centrales institutionnelles françaises, qui préfèrent du papier d'une durée supérieure (sept à dix ans).

Résultat, on a vu dans une semaine les cours du MATIF progresser nettement, passant, pour l'échéance de décembre de 107,25 à 108,50, de 107,05 à 108,35 pour celle de mars, de 106,80 à 108,15 pour celle de juin et septembre. En huit jours, les rendements des emprunts d'État à plus de sept ans sont revenus de 8,60-8,65 % à 8,40-8,50 % et même moins, 8,39 % sur mars. Cette baisse n'est pas étonnante, mais elle signifie que le clan des baissiers, ceux qui, depuis le début de la crise du marché obligataire français, s'obstinent à prévoir une recrudescence des rendements du premier trimestre prochain, se renforce aux dépens de celui des haussiers. Les optimistes contre les pessimistes, en quelque sorte. Ce mouvement, il est vrai, est facilité par la relative mise à la diète du marché où les émissions de faible ampleur sont distillées au coup par coup et taillées sur mesure pour ne pas traumatiser une cote très ébranlée. Si, au 1^{er} décembre, 300 milliards de francs avaient été collectés depuis le début de l'année, davantage que l'an dernier, 500 milliards seulement

l'auraient été au cours du quatrième trimestre, face à 63 milliards de francs de coupons versés et de remboursements, ce qui ménage les liquidités. Au surplus, le mois de janvier, riche en remboursements et en échéances d'emprunt, est traditionnellement propice aux émissions.

Contraste piquant, la reprise du marché obligataire s'effectue alors même que le taux de l'argent à court terme se tend un peu. Cette semaine, la première pour le big bang du marché interbancaire, le taux est passé de 7 1/4 % à 7 1/2 % dans une ambiance d'attente et de prudence. Cette tension relative, qui réduit à 1 % contre 1,5 % auparavant l'écart entre le court terme et le long terme, n'a guère impressionné le MATIF, comme si les opérateurs français, eux aussi, commençaient à regarder au-delà du 1^{er} janvier.

Relevons enfin une évolution qui n'étonnera personne. Les statistiques de TGF, faisant état d'une augmentation ralentie des en-cours des SICAV court terme (+ 2,5 milliards de francs pour novembre) le total étant porté à 327 milliards de francs, montrent que les SICAV sensibles, dites de performances ont reculé de 6,4 milliards de francs (et de 20 milliards de francs depuis le mois d'août) au profit des SICAV monétaires à risque quasiment nul qui progressent de 6,5 milliards de francs. Moins de performances, plus de sécurité, c'est la ligne nouvelle.

Il est signalé à l'attention de nos lecteurs que l'omission d'une ligne a faussé le sens du passage de l'article sur les nouvelles règles fixées par la Banque de France en matière de création monétaire (afflux des agrégats et des réserves de banques) paru dans le Monde daté 30 novembre-1^{er} décembre 1986. Il y était dit que la Banque de France fournirait ou ôterait des liquidités au marché interbancaire selon la procédure dite de l'open market appliquée selon des modalités renouées. Cette action portera essentiellement sur les taux à court terme et, exceptionnellement, sur les taux à long terme. Il avait été indiqué par erreur que cette action porterait exceptionnellement sur les taux à long terme. Le lecteur aura sans doute rectifié de lui-même.

F. R.

LES DEVISES ET L'OR

Le franc discuté

La semaine a été agitée sur les marchés des changes, où le dollar, après avoir fortement fléchi, s'est en définitive assez vivement redressé, s'inscrivant, à la veille du week-end, au-dessus de ses cours de la semaine précédente. Ces soubresauts de la devise américaine n'ont pas manqué d'engendrer de nouvelles tensions au sein du système monétaire européen. La grande vigueur du mark s'est affirmée aux dépens des autres monnaies, notamment du franc français, que la Banque de France a dû soutenir, alors même que la devise allemande refléchissait par rapport au dollar.

Lundi, déprimé par le scandale des ventes d'armes à l'Iran, qui entamait et entame toujours très gravement la crédibilité du président Reagan, le dollar tombait à ses plus bas cours depuis la fin de 1980 par rapport au mark, gisant au-dessous de 1,96 DM sans aucune intervention de la Banque fédérale d'Allemagne. A Paris, il revenait au-dessous de 6,45 F, touchant même 6,4150 F au plus bas depuis juin 1982. La Banque de France devait, à nouveau, vendre au moins 1 milliard de marks pour empêcher la devise allemande de dépasser le cours de 3,2760 F, niveau d'intervention officielles situés entre le cours pivot, ou médian, de 3,2571 F, et le cours plafond du mark à Paris de 3,33 F, son cours plancher étant, rappelons-le, de 3,1837 F.

Manifestement, les événements de Washington pesaient de tout leur poids sur la devise américaine, au point qu'elle se raffermissait très vivement mardi soir et mercredi matin, après que le président Reagan, dans un discours télévisé, eut fait savoir qu'il acceptait le principe d'une commission d'enquête destinée à faire toute la lumière sur ce problème de vente d'armes. Entre-temps, il avait été annoncé une hausse de 0,6 % des indicateurs avancés américains pour le mois d'octobre, alors que le marché attendait seulement 0,2 % ou 0,3 %. Tous

cefois, cette hausse était compensée par une forte baisse (moins 3,6 %) des commandes de l'industrie pour ce même mois d'octobre, la plus forte depuis mai 1980. Quant au chômage, il restait inchangé à 7 % de la population active, avec toutefois la création de 245 000 emplois.

Que voilà des signaux tout à fait brouillés, dont l'effet a été, dans l'esprit des opérateurs, de repousser au premier trimestre de l'année prochaine toute diminution du taux d'escompte de la réserve fédérale des États-Unis, parce que de nature à soutenir le dollar. Un autre soutien lui fut fourni la veille du week-end par les déclarations de M. James Baker, secrétaire au trésor américain, et de M. Clayton Lyeuter, représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce extérieur. Ces déclarations ont été plus modérées qu'on ne le prévoyait, mais M. Baker reconnaissait que la baisse du dollar était susceptible de réduire le déficit de la balance commerciale américaine. Quant à M. Lyeuter, il a réaffirmé que la valeur du dollar serait fixée par les marchés eux-mêmes. Cette modération a visiblement impressionné, dans la mesure où les opérateurs attendaient des propos plus explosifs. Enfin, le gouvernement japonais a fait savoir qu'il était « globalement satisfait » du cours actuel du yen par rapport au dollar.

Tous ces éléments réunis ont fait que les cours du billet vert se sont finalement raffermis, se rapprochant de 2 DM, repassant au-dessus de 6,50 F à 6,54 F et s'élevant à 162,50 yens.

Cette stabilité des parités acquises depuis l'accord du 31 octobre a provoqué un transfert de la spéculaton internationale vers le mark, dont la fermeté a provoqué des tensions au sein du système monétaire européen et généralement en Europe. Ainsi, en Grande-Bretagne, le chancelier de l'Échiquier a affirmé que son gouverne-

ment ne laisserait pas filer la livre, dont la dépréciation serait stoppée. Par ailleurs, le franc belge, la couronne danoise, le franc français, se sont affaiblis par rapport à la devise allemande, décidément très vigoureuse, et plus que jamais *primus inter pares*. Traduction libre : dans un système communautaire qui est théoriquement égalitaire, il y en a qui sont plus égaux que d'autres.

En fin de semaine, alors même que le dollar remontait aux dépens du mark, si le franc belge et la couronne danoise se raffermissaient un peu, le franc français, en revanche, restait faible en face de la devise allemande, toujours collée à un plafond officiel de 3,2760. Etait-ce le contrecoup des contestations estu-dianistes, toujours de nature à impressionner l'étranger (souvenir de mai 1968), la Banque de France a dû, vendredi, consacrer à 4 milliards de marks à défendre ce fameux cours de 3,2760. Sans doute l'institut d'émission, après avoir dû soutenir le franc assez fortement en septembre et octobre, a-t-il connu un peu de répit en novembre, récupérant une partie de ses pertes. Mais le drainage reprend, et bien des opérateurs estiment qu'après les élections allemandes de janvier prochain un réajustement limité du système intereuropéen se produira, de nature à soulager le franc.

Ce drainage explique pour une part que M. Balladur soit si ardent à demander un accord mondial unique de stabilisation des taux de change en faisant converger l'accord américano-japonais et celui de Glen Eagles conclu en octobre dernier entre les États membres de la CEE. Le franc pourrait y gagner ; en attendant, il souffre.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1^{er} AU 5 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.L.	Franc français	Franc suisse	Mark	Florin	Lira italienne
London	1,4270	1,4270	2,7717	2,7717	2,8412	59,1663	3,2188
New-York	1,4270	1,4270	2,7717	2,7717	2,8412	59,1663	3,2188
Paris	1,4270	1,4270	2,7717	2,7717	2,8412	59,1663	3,2188
Zurich	1,4270	1,4270	2,7717	2,7717	2,8412	59,1663	3,2188
Frankfurt	1,4270	1,4270	2,7717	2,7717	2,8412	59,1663	3,2188
Bremer	1,4270	1,4270	2,7717	2,7717	2,8412	59,1663	3,2188
Amsterdam	1,4270	1,4270	2,7717	2,7717	2,8412	59,1663	3,2188
Milan	1,4270	1,4270	2,7717	2,7717	2,8412	59,1663	3,2188
Tokyo	1,4270	1,4270	2,7717	2,7717	2,8412	59,1663	3,2188

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 5 décembre, 4,0225 F contre 3,9956 F le vendredi 28 novembre.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao sans défense

Le cacao connaît, depuis plusieurs semaines, une période de relative lourdeur. Les cours à Paris s'établissent, le 5 décembre, à 1 280 F par quintal, sensiblement en deçà de leur plus haut niveau atteint fin août, à 1 550 F. Le repli était comparable à New-York, où la tonne de fèves valait le même jour 1 919 dollars (— 250 dollars en trois mois). Le comité des statistiques de l'Organisation internationale du cacao (ICO) n'a, il est vrai, pas rejoint le marché en annonçant que la campagne 1986-1987, commencée le 1^{er} octobre, se solderait par un nouvel excédent, estimé à 42 000 tonnes. Ce chiffre, s'il n'est pas définitif, semble bien indiquer que l'offre de cacao, après avoir été déficitaire pendant les saisons 1982-1983 et 1983-1984, s'engage de nouveau sur la voie d'une pléthore structurelle.

Pas plus que les autres produits tropicaux, le cacao n'est à l'abri des intempéries comme la sécheresse qui a, l'an passé, ébranlé le café brésilien. La Côte d'Ivoire en sait quelque chose : une chaleur excessive devrait l'empêcher de retrouver, pour la campagne en cours, son niveau de récolte précédent (380 000 tonnes). L'ICO évalue à 460 000 tonnes — appréciation jugée cependant restrictive par les professionnels — le volume de fèves dont disposera la première production mondiale.

Cependant, si l'offre ne va pas dépasser, en 1986-1987, 1,866 million de tonnes (contre 1,956 million

en 1985-1986), la consommation à toute chance, elle aussi, de reculer.

Selon l'ICO, la demande ne serait que de 1,803 million de tonnes, soit une diminution de 27 000 tonnes imputable pour l'essentiel à de moindres achats soviétiques. Alors qu'ils s'élevaient à près de 140 000 tonnes lors de la campagne passée, ces achats sont estimés à 120 000 tonnes pour 1986-1987.

La période où Moscou considérait le cacao comme une matière première stratégique, compte tenu de sa très forte teneur en calories, est elle révolue ? Des négociants habitués à traiter avec les Soviétiques confirment que ces derniers avaient, dans un passé récent, stocké du cacao comme en stocke du chrome ou du platine. En réalité, la diminution de leurs achats tiendrait moins à un changement d'appréciation qu'à un manque évident de devises les conduisant à opérer des choix plus serrés.

Le nouvel affaiblissement des prix intervient alors que les mécanismes de l'accord international, signé en extrême en juillet après des réunions houleuses entre producteurs et consommateurs, ne sont pas entrés en application. Le retard pris par nombre de pays du Nord dans le processus de ratification du texte a conduit l'ICO à ouvrir, le 1^{er} octobre (date d'expiration du précédent accord), une période d'interim, qui durera jusqu'au 31 janvier 1987.

S'il est prévu dans ce laps de temps de maintenir le stock régulateur existant (100 000 tonnes) et de

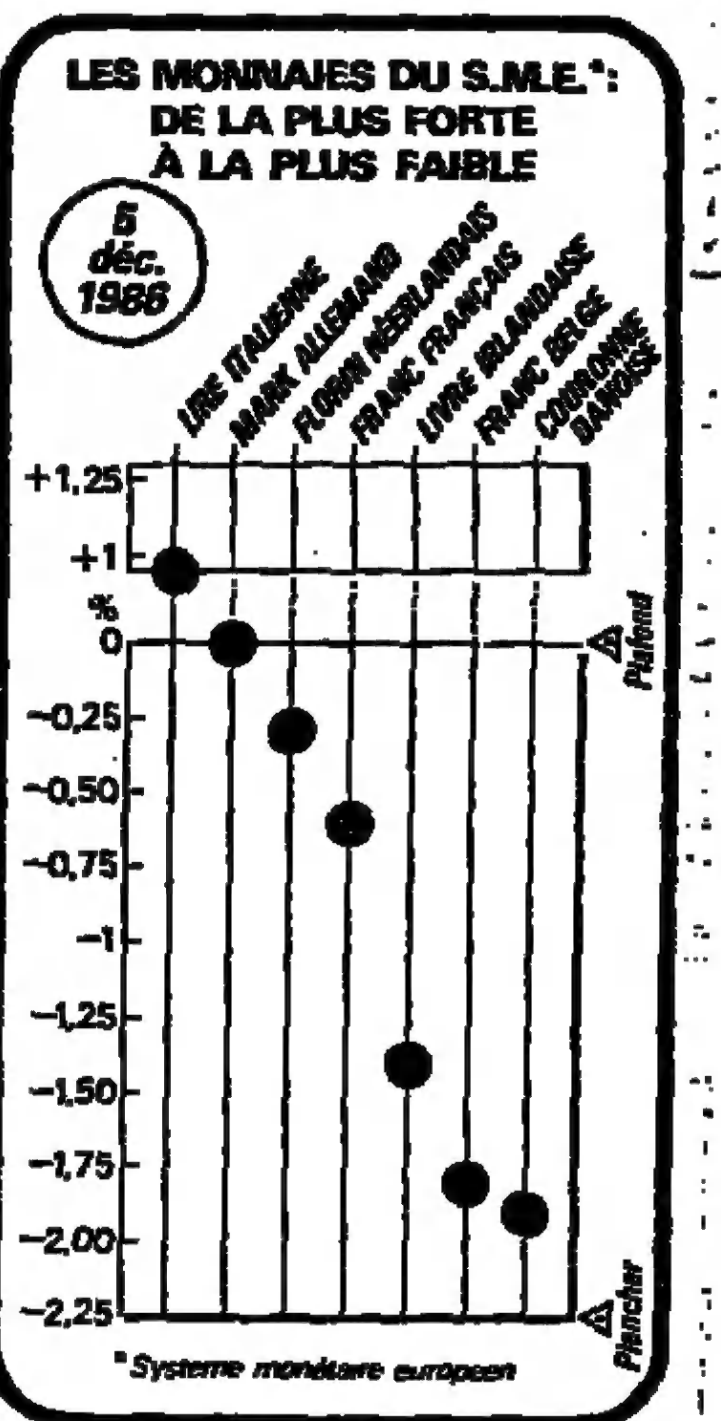
collecter des taxes sur le commerce du cacao, aucun achat de soutien ne sera en revanche effectué pour défendre le nouveau prix-plancher de l'accord international.

Calculé sur la moyenne des quinze derniers jours de Bourse, ce prix a été fixé en juillet à 88 cents par livre, soit 1 930 dollars la tonne. Le 4 décembre, le cours du marché n'était déjà plus que de 89,49 cents. Autant dire qu'une prolongation des cours actuels mènera le cacao en dessous du minimum — déjà très bas — accepté l'été dernier à contre-cour par les producteurs.

E. F.

PRODUITS	COURS DU 5-12
Cacao b. p. (London)	929 (+ 14)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (London)	800 (+ 4)
Trois mois	Livres/tonne
Nickel (London)	2 587 (+ 9)
Trois mois	Livres/tonne
Stain (Paris)	1 248 (+ 42)
Mars	Francs/tonne
Café (London)	2 975 (+ 105)
Janvier	Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 819 (+ 38)
Décembre	Dollars/tonne
Biz (Chicago)	285 (+ 7)
Décembre	Cents/boisseau
Malt (Chicago)	161 (+ 7,75)
Décembre	Cents/boisseau
Soja (Chicago)	145,50 (+ 3,80)
Décembre	Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Nouvelles violences en Cisjordanie. — Argentine : le lieutenant de vaisseau Alfredo Astiz est absous au nom de la prescription. 4 La sommet européen de Londres.	5 La visite de M. Raymond Barre en Aquitaine. 6-7 L'intervention du ministre de l'éducation et l'agitation des étudiants et des lycéens.	12 Le scandale de la Ligne bleue. — Les Tsiganes ne veulent plus « être des sous-Français ».	8 Théâtre : la Charnue et les étoiles, d'O'Casey. 9 Patrimoine : le Gers aux enchères. 8 Communication : désignation des premiers administrateurs des sociétés publiques de l'audiovisuel.	13 Le problème des effectifs bancaires et la formation. — Le Japon se prépare à adopter le TVA. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Carnet 11 Météorologie 10 Mots croisés 11 Programme des spectacles 10

La mort d'un étudiant

Selon des témoins, le jeune homme aurait été violemment frappé par des policiers

Dans quelles circonstances est mort Malik Ousssekine, vingt-deux ans, étudiant en droit et gestion à Dauphine, d'origine algérienne et de nationalité française, alors qu'il se trouvait rue Monsieur-le-Prince, vers 1 heure du matin, dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 décembre ? La réponse n'est toujours pas claire, samedi en fin de matinée.

On sait que, tard dans la soirée, la brigade motocycliste chargée de disperser les derniers groupes de manifestants au quartier Latin a effectué des charges extrêmement violentes autour du carrefour des boulevards Saint-Michel et Saint-Germain. Selon des témoins recueillis par Europe 1 et France-Inter, Malik Ousssekine aurait été violemment frappé par trois membres du peloton voltigeur motocycliste avant de mourir.

Un veilleur de nuit qui se trouvait à une cinquantaine de mètres des lieux du drame affirme que les policiers avaient bloqué la rue Monsieur-le-Prince au niveau des rues de Vaugirard et Racine. « Je les ai vu arriver. Ils se sont arrêtés au feu rouge. J'ai vu trois policiers sauter des motos et s'acharner contre un mec à coups de matraque, de pied et de poing. » Selon un deuxième témoin, qui a vu la scène du cinquième étage d'un immeuble, « les policiers étaient trois. Ils se sont acharnés sur le jeune à terre.

Ils le tiraient d'un côté et de l'autre, lui donnaient des coups de pied dans le visage. Après, le jeune homme s'est redressé et est entré sous la porte cochère puis s'est de nouveau effondré ».

Selon des témoins, des médecins du SAMU ont tenté de ranimer le jeune homme. Transporté à l'hôpital Cochin dans un état comateux, il est mort dans les minutes qui ont suivi. Selon les premières constatations des médecins, Malik Ousssekine portait un anus artificiel et diverses cicatrices laissant penser qu'il avait été opéré à plusieurs reprises. Le jeune homme était vraisemblablement sous dialyse. L'autopsie devait déterminer si le jeune homme était

mort à la suite de coups ou s'il avait été victime d'un malaise cardiaque. Une information judiciaire a été ouverte et confiée à M. Jean Madra, juge d'instruction.

En signe de deuil, après la mort du jeune homme le président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, a suspendu la séance des l'ouverture. Socialistes et communistes ont demandé la convocation immédiate du ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, devant les députés. Au nom du gouvernement, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, a exprimé « son émotion à la suite du décès intervenu cette nuit dans des circonstances non encore éclaircies ».

Un communiqué de la préfecture de police

A Paris, la préfecture de police a publié, le samedi 6 décembre, le communiqué suivant :

Dans la nuit du 5 au 6 décembre, vers 2 heures du matin, le SAMU était appelé auprès d'un homme qui recevait des soins dans l'entrée de l'immeuble situé 20, rue Monsieur-le-Prince. Transporté à Cochin, il y décédait.

Au cours de la nuit, les forces de police étaient intervenues dans la même rue pour y disperser des mani-

festants qui se livraient à des déprédations, notamment en incendiant deux véhicules mis en travers de la chaussée.

LIGS enquête pour établir les circonstances et les causes exactes de la mort de la victime, M. Malik Ousssekine, étudiant à Dauphine (vingt-deux ans). Elle invite tous les témoins éventuels à se faire connaître en téléphonant à la préfecture de police au 42-77-11-00, poste 3453.

TENNIS : le Tournoi des maîtres

Des Français trop tendres

Décidément, le Tournoi des maîtres n'est pas une épreuve qui convient aux joueurs français. Leconte et Noah ont vu, vendredi 5 décembre, leurs derniers espoirs de participer aux demi-finales balayés respectivement par Becker (0-6, 6-1, 6-1) et Gomez (7-6, 7-6). Samedi 6, les derniers matches du Round Robin devaient déterminer l'ordre des rencontres entre les quatre joueurs qui restaient logiquement en lice, Becker, Edberg, Lendl et Wilander, classés aux quatre premiers rangs mondiaux.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Quand l'Equatorien Gomez a pénétré sur le court de Madison Square Garden, vendredi soir, il savait déjà qu'il bouclerait ses valises samedi matin pour quitter New-York. Battu par Stefan Edberg et Ivan Lendl, il faisait sa dernière apparition au Masters 86. En revanche, Yannick Noah, qui avait été battu en trois manches par Edberg, avait encore une chance de rester dans le dernier carré pour les demi-finales. Si le tournoi des maîtres n'avait été qu'une vulgaire exhibition, il y a fort à parier que le numéro deux français serait sorti vainqueur du court. Noah qui est assez critique à l'égard d'une épreuve où il n'a pas particulièrement brillé au cours de ses deux participations précédentes, l'entendait peut-être ainsi. A tort ! Oubliant qu'en quatre rencontres il n'avait battu l'Equatorien qu'une seule fois, ce dernier était alors blessé à l'épaule gauche, le Français se livra ainsi au début de la première manche à quelques facies qui ravirent le public mais agacèrent vivement son adversaire.

Le numéro du « Monde »
a été tiré à 567 567 exemplaires

Bouquins - Douziers par milliers

Rayonnages
Bibliothèques

au prix de fabrique
du kit au sur mesure

LEROUY FABRICANT

Équipement appartement
bureau, magasin, etc.
25 années d'expérience
Une visite s'impose
208, avenue du Maine, Paris (14e)
01-47-55-57-58

Le championnat de France de football

Résultats de la vingtième journée

Les matches disputés vendredi 5 décembre ont donné les résultats suivants :

Marseille et Brest	2-2
Bordeaux et Lille	1-0
Monaco et Toulouse	1-0
Paris-SG et Auxerre	1-0
Rennes et Nice	1-0
Nantes et Toulon	1-0
Laval et Lens	2-0
Sochaux et Metz	2-2
Nancy et Saint-Etienne	1-0
Le Havre et RC Paris	2-2

Classé 1er - 21. Marseille, 28 pts ;
2. Bordeaux, 27 ; 3. Monaco, 26 ; 4.
Toulouse et Nantes, 23 ; 6. Auxerre et
Nice, 22 ; 8. Brest et Paris-SG, 21 ; 10.
Metz, Lens et Laval, 20 ; 13. Sochaux,
19 ; 14. Le Havre, 18 ; 15. Saint-Etienne
et Lille, 17 ; 17. Nancy et RC Paris, 16 ;
19. Rennes, 13 ; 20. Toulon, 11.

A B C D E F G

Le 9^e Rallye Paris-Alger-Dakar

Plus court plus sélectif

Avec 13 000 kilomètres, dont 8 300 d'épreuves spéciales chronométrées, le 9^e Paris-Alger-Dakar, organisé du 1^{er} au 22 janvier 1987, sera plus court, mais ne devrait pas être moins sélectif que les précédents. MM. Gilbert Sabine, Patrick Verdoy, le nouveau directeur des courses, et son adjoint René Metzger, trois fois vainqueur à Dakar, ont affirmé leur souci de proposer des étapes plus variées dans leurs difficultés ou privilégiant les qualités de navigateur.

Après l'embarquement des concurrents à Barcelone pour rallier Alger, le parcours, « inédit à 80 % », traversera successivement l'Algérie, le Niger, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Les points forts de ce rallye devraient se situer à nouveau dans le Ténéré, avec trois étapes entre Arlit, Dirkou et Agadez, et dans le désert mauritanien entre Tidjikia et Nouadibou. La première participation des Peugeot 205 turbo (six champions du monde de rallye en 1985 et 1986) pilotées par le Finlandais Ari Vatanen, par le Kenyan Sheikh Mehta et par l'italien Andrea Zanussi, sera l'une des attractions de ce premier Paris-Alger-Dakar de l'après-Thierry Sabine, dont seront absentes les écuries officielles Porsche et BMW, qui s'étaient maintes fois illustrées dans le désert. Le record de participation devrait être battu avec 150 motos, 330 voitures et 65 camions inscrits à ce jour.

G. A.

A nos lecteurs

L'abondance de l'actualité nous oblige à reporter la publication de notre page Régions.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + ISLM

Le Monde
sur minitel

TELEMARKET

CONSERVEZ L'ENCART AU CENTRE DU CAHIER RADIO TV

et jouez à notre jeu « CASH-CASH ».

36.15 TAPÉZ LEMONDE

ÉTATS-UNIS : l'affaire des ventes d'armes à l'Iran

M. Reagan refuse de convoquer le Congrès en session extraordinaire

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Reagan a vécu, vendredi 5 décembre, une nouvelle journée de remous. Dès l'aube, le *New York Times* révélait que son ancien conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. McFarlane, avait accusé, lundi dernier, dans le huis-clos de la commission sénatoriale des affaires de renseignement, d'avoir personnellement approuvé un livraisons d'armes israéliennes à l'Iran en août 1985 — soit cinq ans avant d'avoir signé un décret secret autorisant ces livraisons.

La Maison Blanche a opposé un démenti qui n'est pas convaincant. Parallèlement, M. Reagan a dû faire face à de fortes (mais pour l'instant, inefficaces) pressions de ses propres amis républicains en faveur d'un remaniement de son équipe et d'une convocation du Congrès en session extraordinaire.

Certains des plus influents sénateurs de son parti lui ont en effet demandé, au cours d'un entretien à la Maison-Blanche, de se séparer de plusieurs de ses collaborateurs, et notamment du secrétaire général de la présidence, M. Donald Regan, et du directeur de la CIA, M. William Casey.

Le président a une nouvelle fois refusé en déclarant qu'il ne voulait « jeter personne aux loups sans raison valable » et que ces hommes qui « n'avaient rien fait de mal (...) devaient rester à ses côtés pour l'aider ».

Ce refus tient d'abord à la répugnance qu'a toujours montrée M. Reagan à limoger qui que ce soit dans son entourage. Il ne s'est jamais résigné à une telle mesure qu'en dernière extrémité et généralement en laissant à quelqu'un d'autre le soin d'annoncer la mauvaise nouvelle au condamné. Dans le cas de M. Regan et Casey, il ne pourrait laisser à personne d'autre le rôle de bourreau et le président américain n'envisagerait de surcroît qu'avec beaucoup d'appréhension de se séparer de deux hommes dont il est extrêmement proche.

Car en dehors de M. Edwin Meese, l'avocat général, M. Regan n'a plus aujourd'hui autour de lui que des collaborateurs avec lesquels il n'a pas de réels liens personnels. Les années de l'époque californienne ont pour la plupart rejoint le privé. M. Weinberger, le secrétaire à la défense, n'a pas ouvertement renoncé à la solidarité dans l'épreuve, mais il n'a pas non plus manqué une occasion de se démarquer.

M. Rafsanjani : le président Reagan a dit la vérité...

Téhéran (AFP). — Le président Reagan a dit la vérité lorsqu'il a assuré que les États-Unis n'avaient livré qu'une cargaison d'armes à l'Iran, a déclaré vendredi 5 décembre, le président du Parlement iranien, l'Abdolkarim Hachemi Rafsanjani, dans une interview à la radio iranienne.

« L'Iran achète, a-t-il précisé, des armes (américaines) depuis cinq ou six ans par des intermédiaires », car il refuse toute négociation directe avec les États-Unis. « Cette fois (allusion au voyage de M. Robert McFarlane à Téhéran), nous savons que cette livraison avait reçu l'aval du gouvernement américain. »

Quant à M. Shultz, le secrétaire d'État, M. Regan n'a plus aucune raison d'avoir de la sympathie pour lui après sa dissidence ouverte sur le dossier iranien mais il ne peut pas se débarrasser de lui sans risquer que la presse et le Congrès ne crient au scandale. M. Carlucci enfin, le nouveau conseiller pour les affaires de sécurité nationale, ne peut pas passer devant un micro sans proclamer qu'il entend exercer ses responsabilités à part entière — c'est-à-dire ne pas se laisser donner d'ordres qu'il désapprouverait.

Directeur de la campagne électorale de 1980, M. Casey est, lui, un familier avec lequel existe une profonde complicité politique et M. Regan, pour sa part, est une personne mûche le travail pour le président. Bien que M. Paul Laxalt, ancien sénateur du Nevada et l'un des plus proches amis du couple présidentiel, ait déjà proposé ses services, pour M. Reagan, accepter le départ de ces deux hommes — là serait accepter de se laisser isoler un peu plus encore et consentir à un aveu de faiblesse caractéristique.

Un bon émissaire parfait

Le président américain aura cependant besoin de nerfs solides pour continuer à rejeter ces pressions. Outre que M. Regan est largement haï de la presse et du Congrès pour une arrogance que même Washington trouve exceptionnelle, il est en effet le seul dont il pourrait éventuellement être dit qu'il savait alors que M. Reagan ne savait pas. Pour ces deux raisons, il a le parfait profil du bon émissaire que les républicains rêvent de trouver avant que le président ne soit totalement éclaboussé par le scandale et que soient par là même sérieusement compromises leurs chances de conserver la Maison Blanche en 1988.

Pour ce qui est de M. Casey, qui a déjà survécu à quelques tempêtes à propos de ses finances personnelles, du minage des ports nicaraguayens et de la rédaction par la CIA d'un petit manuel sur les techniques de la lutte anti guérilla, sa situation est encore plus difficile car plus les jours passent, plus il semble que son agence ait joué un rôle nettement plus important qu'il veut bien le dire. Il aurait d'abord personnellement mené campagne de par le monde — et tout particulièrement auprès de l'Arabie saoudite — pour débloquer des soutiens militaires étrangers aux « contras », au moment où le Congrès s'y opposait. Et c'est, ensuite, par un compte ban-

caire suisse ouvert par la CIA pour le soutien (secret, mais légal) à la résistance algérienne que les bénéfices des ventes d'armes à l'Iran auraient transité vers ces mêmes « contras ».

Aucun démenti vraiment convaincant n'a encore fait douter de cette révélation qui, avérée, montrerait que bien plus d'une seule personne supervisait cette opération triangulaire et ferait douter un peu plus encore que M. Reagan ait réellement pu tout ignorer de ce financement des « combattantes de la liberté ».

Or si l'on en arrivait là, le président américain se trouverait forcé de reconnaître des violations de la loi aux conséquences beaucoup plus graves pour lui que celles qu'il aurait commises en dormant son feu vert à la livraison israélienne de l'été 1985.

Faire au plus vite

Toute présomption d'implication directe du président dans les versements clandestins aux « contras » serait plus dommageable encore puisque, sur ce point, les lois ne sont en rien ambiguës, que la volonté politique du Congrès était parfaitement claire, et qu'une accusation de détournement de fonds publics pourrait enfin être avancée.

On comprend, dans ces conditions, que les dirigeants républicains tiennent à ce que tout ce qui pourrait finir par servir sorte au plus vite — avant que trop de démentis n'aient constitué autant de mensonges. Plus le complet défilage sera rapide, pensent-ils, et mieux le président s'en sortira, surtout si ce sont les républicains et lui-même qui ont accélééré l'enquête.

Leader de la majorité sénatoriale sortante et candidat à l'investiture républicaine pour 1988, M. Dole n'a en conséquence pas surpris, vendredi, en demandant à nouveau à M. Reagan de convoquer immédiatement le Congrès pour que les commissions d'enquête que chacune des deux Chambres a décidé de constituer puissent se mettre à la tâche sans attendre janvier prochain.

Après quelques heures d'attente, M. Reagan a refusé — à la plus grande satisfaction des démocrates qui, eux, ne sont pas pressés du tout et ne voudraient pour rien au monde paraître malmenés par le président.

Dans la mesure où ils contrôlent les deux Chambres depuis les élections du 4 novembre, leur modération va peser lourd — à la plus grande satisfaction de M. Reagan.

BERNARD GUETTA.

Moscou continue « pour le moment » de respecter les accords SALT

MOSCOU
de notre correspondant

L'Union soviétique continue de respecter le traité sur la limitation des armes nucléaires signé à Vienne en 1979 par Brejnev et Jimmy Carter, malgré la décision américaine effective depuis une semaine de ne plus l'observer. « L'URSS s'abstient, pour le moment, de rompre les restrictions contenues dans l'accord SALT 1 et le traité SALT 2 », a déclaré vendredi 5 décembre le gouvernement soviétique.

On sait que M. Reagan a cessé de respecter ces accords depuis la mise en service, le 28 novembre, du 131^e bombardier B-52 muni de missiles de croisière à tête nucléaire lequel a « crevé » le plafond prévu par SALT 2.

Moscou avait « toutes les raisons de se considérer libéré » des engagements pris, mais a choisi de rester provisoirement dans les limites de SALT 2 en raison de « l'immense portée » de cette affaire pour « l'humanité tout entière », affirme le gouvernement soviétique qui oppose sa « politique de paix » à la « ligne irresponsable » de l'administration américaine. La décision de Washington est, selon Moscou, une « grave erreur » et une « provocation de taille ».

Recevant vendredi au Kremlin, M. Brundland, premier ministre.

de Norvège, M. Gorbachev a déclaré que l'administration américaine, « par tous ses actes, y compris le plus récent, la renouveau à SALT 2 » s'éloignait des « résultats » obtenus à Reykjavik. Il a réaffirmé à cette occasion que le « paquet » des propositions soviétiques mis sur la table dans la capitale islandaise formait un tout qu'il n'était pas possible de détailler.

La décision de respecter « pour le moment » le traité SALT 2 est conforme à l'attitude adoptée depuis son arrivée au pouvoir par M. Gorbachev. Sur tous les aspects de la compétition militaire avec les États-Unis, celui-ci se pose en leader « responsable », soucieux du sort de l'humanité et prêt pour cela à des concessions considérables. C'est ainsi que l'URSS observe depuis le 10 août 1985 un moratoire militaire pour les essais nucléaires, qui prend fin théoriquement le 1^{er} janvier prochain.

En ayant attendu une semaine pour réagir officiellement à la rupture des accords SALT, M. Gorbachev a laissé le temps aux Européens de l'Ouest et aux Chinois d'exprimer les premiers leur désapprobation de la décision américaine. Dans la grande bataille de relations publiques engagée devant l'opinion mondiale, il vient de marquer un point de plus.

DOMINIQUE D'HOMBRES.